

BDIC

alternatives

non violentes



POLOGNE :

la résistance civile

53-54

8°P 6112

revue trimestrielle 39 F

UN CALENDRIER POUR LA NON-VIOLENCE

La rédaction de Non-Violence Politique vient de sortir son calendrier 1985. Il présente chaque mois la photo d'un grand NOM ou d'une LUTTE significative qui a marqué l'histoire de la non-violence en France et dans le monde.

Ainsi, vous découvrirez au fil des mois Gandhi, King (Prix Nobel de la Paix 1964), Chavez, Lanza del Vasto, Mgr Romero, Adolfo Perez Esquivel (Prix Nobel de la Paix 1980), Lech Walesa (Prix Nobel de la Paix 1983)... mais aussi la Marche de l'Egalité, les Mères de la Place de Mai, Les Paysans du Larzac, ...

DES GRANDS RENDEZ-VOUS DE L'HISTOIRE PASSEE ET PRESENTE !

Calendrier NVP 85 : 1 exemplaire : 25 F -
5 exemplaires : 100 F (port compris).

N.V.P., 20, RUE DU DEVIDET -
45200 MONTARGIS.

Editorial :

la résistance civile du peuple polonais

par Jacques SEMELIN

Il est intolérable que des hommes et des femmes qui vivent à quelques centaines de kilomètres de nos villes ne puissent disposer des libertés fondamentales dont nous jouissons nous-mêmes. Il est intolérable que des peuples, qui font partie comme nous de cette vieille culture européenne, ne puissent se donner un avenir vraiment démocratique. Il est intolérable que ces pays, qui nous sont proches, soient asservis. La Pologne fait partie de ces pays-là. Quand, au cours de l'été 1980, une espérance nouvelle a jailli du côté des chantiers de la Baltique, nous avons vibré, comme beaucoup d'autres, aux rebondissements d'une actualité qui paraissait irréelle. L'événement semblait impossible et, pourtant, il se produisait. Quatre ans plus tard, il n'a rien perdu de sa force et de sa vérité. C'est la mémoire des peuples qui fait l'Histoire. En Pologne, après les accords de Gdansk du 31 août 1980, rien ne sera plus jamais comme avant. Les grèves de l'été, puis la création du syndicat libre Solidarnosc ont marqué à jamais la conscience polonaise. On peut donc espérer que, sur cette voie, l'instauration de « l'état de guerre » du 13 décembre 1981 n'aura été qu'un accident de parcours.

Nous avons une deuxième raison, plus particulière à cette revue, de nous intéresser de plus près à la Pologne. En effet, il est vite apparu à de nombreux observateurs que les formes d'action utilisées par Solidarnosc avaient

beaucoup à voir avec ce que nous appelons l'action non-violente. Nous y avons repéré des formes de non-coopération de masse — grève, boycott, désobéissance civile —, le refus de la violence comme mode d'action, le développement de grèves de la faim dans les prisons, et d'innombrables manifestations symboliques de résistance ; et encore, la soif d'une prise de parole diversifiée dans cette foisonnante presse clandestine, le souci de la transparence et de la démocratie, la recherche de l'organisation et de la discipline consentie, l'appel à la responsabilité ; et puis ce sens de l'humour, si caractéristique de celui qui, en proie à l'oppression, préfère tourner son adversaire en dérision plutôt que de le haïr. Bref, nous avons là un certain nombre d'ingrédients constitutifs d'une stratégie non-violente de résistance.

Mais, à y regarder de près, en nous penchant sur l'histoire de la Pologne, en discutant avec des Polonais, nous avons vu que ce rapprochement n'allait pas de soi. Car ce qui prédomine, c'est le pragmatisme d'une résistance qui s'élabore sans référence aux catégories conceptuelles de la non-violence. La résistance polonaise repose beaucoup plus sur le refus de la violence que sur l'affirmation de la non-violence. Sur ce point, Lech Walesa a eu une phrase significative dans le texte de son allocution, prononcée par Bohdan Cywinski, à l'occasion de la remise de son Prix Nobel de

la Paix : « La conclusion que j'ai tirée de cette expérience a été (...) que nous ne pouvons nous opposer efficacement à la violence que lorsque nous n'en faisons pas usage nous-mêmes ». De fait, les Polonais ignorent tout de la non-violence, mais ils la pratiquent spontanément. Elle ne fait pas partie de leur tradition historique, mais ils l'inventent dans leur combat quotidien.

Plus précisément, les Polonais mettent en œuvre des modes de combat déjà rencontrés en Europe sous l'occupation nazie ou sous la domination russe, autrichienne ou française, ceux que l'on peut regrouper sous la dénomination de résistance civile. La résistance civile peut être définie comme la résistance de la société civile par des moyens non armés. Si elle a recours à des moyens d'action non armés, elle ne fait pas pour autant référence au concept d'action non-violente. La résistance civile est une pratique pragmatique et spontanée qui se caractérise, dans les faits, par le non-emploi de la violence armée.

Cette notion de résistance civile a, du reste, un équivalent assez proche dans la langue polonaise. « Opor cywilny » signifie « résistance civile » et il arrive effectivement que le combat de Solidarnosc soit qualifié ainsi. Depuis le 13 décembre 1981, les Polonais peuvent aussi utiliser l'expression de « obrona cywilna » (défense civile qui fait plus directement allusion à la période de l'occupation nazie, au cours de laquelle l'opposition clandestine avait créé un « Conseil de la Défense civile » regroupant tout ce qui ne relevait pas de la lutte armée, en particulier la presse, l'éducation et la justice clandestine (1)).

(1) Ainsi, les notions de résistance civile et de défense civile ont des acceptions très voisines en polonais ; celle de défense civile au sens français du terme (abris anti-aériens, etc.) se nomme en polonais « obrona terytorialna » (défense territoriale).

Il est fréquent que l'on nous demande si le combat de Solidarnosc n'est pas, en somme, le type de défense que nous préconisons. Certes, le combat de l'opposition polonaise montre qu'une lutte collective sans armes peut être efficace et, en ce sens, elle est riche d'enseignements. Mais une résistance civile pragmatique ne peut être comparée à une stratégie de défense non-violente. Ce que nous appelons défense civile non-violente suppose une préparation à l'avance de la société et une mobilisation des institutions de l'Etat, de manière à rendre impossible toute coopération avec un éventuel agresseur. Cette condition n'a évidemment pas été remplie dans le cas de la résistance polonaise. Il faut donc absolument différencier résistance et défense. Contre une agression externe, la résistance civile ne joue que lorsque l'adversaire occupe le territoire, tandis que la défense non-violente est une politique de défense qui vise à empêcher l'occupation grâce à la valeur dissuasive de sa préparation.

La résistance civile est une forme de lutte que beaucoup jugent peu adaptée au combat contre les Etats dictatoriaux ou totalitaires. Pourtant, par son caractère massif, par son refus du terrorisme, par ses actions de non-coopération, elle est à même de miner le fondement des pouvoirs forts. De fait, si les Polonais n'ont pas encore gagné, ils n'ont pas perdu ; et c'est déjà beaucoup.

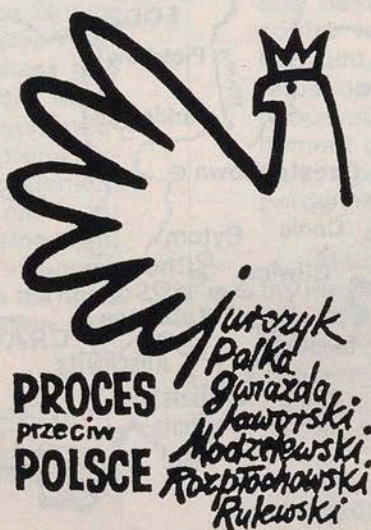
Mais nous nous garderons bien de porter un jugement catégorique sur l'état de la situation. Qui peut prédire comment les choses évolueront ? En tout cas, les Polonais, les premiers concernés, sont les mieux à même de s'exprimer sur leur pays et sur le cours des événements. C'est pourquoi, dans ce dossier, si important que nous avons jugé nécessaire d'y consacrer un numéro double, nous tenions à ce que leur parole soit prédominante.

Si nous voulions ainsi « marquer le coup », c'est que nous nous sentions particulièrement interpellés par l'actualité polonaise. Certes, les Polonais savent qu'ils ne doivent compter que sur eux-mêmes ; mais nous ne pouvons rester indifférents à leur cause. Il est du devoir des peuples de l'Europe occidentale de ne pas accepter, une fois pour toutes, la fracture de Yalta. Qu'on le veuille ou non, par notre silence, par notre passivité, nous cautionnons ce scandale de la partition, cet ordre de l'arbitraire, cette victoire de l'injustice. Et ce ne sont ni nos bonnes paroles, ni nos armes nucléaires qui y changeront quoi que ce soit. A quoi nous a donc servi notre dissuasion nucléaire pour défendre Solidarnosc ? Le syndicat polonais a besoin d'une solidarité politique et d'une solidarité syndicale comme s'y efforce, par exemple, la CFDT.

Si nous voulons soutenir nos frères de l'Est, multiplions les rencontres avec eux, échangeons informations et idées, partageons nos combats et rendons-nous dans leurs pays. Ils sont avides de contacts. Se développeront ainsi, par dessus l'ordre froid des Etats, les liens d'une solidarité internationale, inter-européenne, qui pourrait être, à l'avenir, déterminante. Alors, le vent de la liberté soufflera peut-être à travers les barreaux des prisons.

P.S. - Nous regrettons que ce dossier ne contienne pas l'article d'un économiste, Waldemar KUCZYNSKI, sur la question des sanctions économiques des pays occidentaux contre la Pologne. Nous espérons cependant pouvoir le présenter à nos lecteurs dans le prochain numéro.

Procès contre la Pologne



Stratégie non-violente en Pologne ?

par Jan Zielonka

Jan ZIELONKA est professeur à l'université de LEIDEN (Pays-Bas) et collaborateur du Bureau à l'étranger de Solidarnosc. Ayant lu les ouvrages de Gene SHARP, il possède une bonne connaissance de la théorie de l'action non-violente. C'est pourquoi nous lui avons posé la question : peut-on parler d'une stratégie non-violente en Pologne ?

Le mouvement de résistance non-violente de **Solidarité** ressemble aux autres grands mouvements non-violents d'émancipation menés et inspirés par H. David Thoreau, le Mahatma Gandhi ou Martin Luther King. C'est la mise en œuvre par le peuple de sanctions non-violentes — grèves, manifestations, non-coopération politique et autres actions symboliques variées, etc. — qui constitue la puissante arme de **Solidarité** contre l'ordre communiste en Pologne. Les actions non-violentes se situent au centre de la stratégie de lutte de **Solidarité** pour la démocratie politique et la souveraineté nationale du pays. Néanmoins, malgré toutes les similitudes existant entre ces mouvements d'émancipation, il s'avérerait risqué d'identifier la résistance de **Solidarité** avec une tradition de non-violence uniquement. Ceci en raison des contextes historique et politique spécifiques dans lesquels la lutte de **Solidarité** est menée. Le cas polonais pourrait certes être instructif pour déterminer à la fois les limites

et les potentialités de la résistance non-violente ; mais par ailleurs il serait inexact de croire que les militants de **Solidarité** adhèrent à tous les principes de la non-violence. Donc, si l'on se pose la question de savoir dans quelle mesure **Solidarité** a développé une stratégie de non-violence, il faut examiner en détail différents aspects de la résistance polonaise. Je vais m'employer ici à en indiquer quelques-uns (1).

(1) Selon Gene Sharp, la grande stratégie sert à coordonner et à diriger toutes les ressources d'un groupe en lutte pour atteindre les objectifs du conflit. La stratégie, dans un sens plus étroit, c'est le plan général d'action pour une lutte dans son ensemble, y compris le développement d'une situation avantageuse, la décision du moment choisi pour frapper, et le plan global de recours aux diverses actions spécifiques dans le conflit dans son ensemble. Voir G. Sharp, *The Politics of Nonviolent Action*, Boston, 1973, p. 493.

LES DIFFICULTÉS D'IDENTIFICATION

L'un des principaux problèmes qui surgit dès qu'on aborde l'étude de la résistance polonaise selon une perspective non-violente, c'est que **Solidarité** ne s'identifie pas directement avec la non-violence. Rejetant la violence et prônant des moyens non-violents de lutte sociale, **Solidarité** n'a cependant jamais témoigné d'une adhésion à la théorie et à la pratique de la non-violence. Nous pouvons avancer trois raisons essentielles à ceci : 1° il n'existe pas en Pologne de tradition historique de la non-violence ; 2° on constate un manque d'analyses théoriques sérieuses concernant les potentialités de la lutte non-violente ; 3° il y a aussi le problème saillant de la définition des termes de base de la lutte. Ces trois facteurs sont intimement liés entre eux.

Premièrement, il existe un nombre élevé de cas de violence dans l'histoire polonaise moderne. Et ceci explique également le soutien général des Polonais à une résistance armée, notamment vis-à-vis d'une invasion militaire par une puissance étrangère. On pourrait aller jusqu'à dire que la résistance armée s'est, d'une certaine manière, nourrie de la culture et de la tradition polonaises. Par exemple, indépendamment du fait que, pendant la Deuxième Guerre Mondiale, on a compté de nombreux exemples de désobéissance civile et noté l'application fructueuse de diverses réponses non-violentes par les Polonais, c'est bien la lutte armée de la résistance contre les Nazis qui a connu le plus d'estime et de soutien de la population polonaise. L'histoire d'après-guerre des mouvements sociaux est de même fort peu encourageant du point de vue de la non-violence. Les mouvements de 1956, 1968, 1970 et 1976 ont tous secrété divers types de violence (2).

Deuxièmement, une réflexion profonde concernant la non-violence n'a jamais eu lieu en Pologne. On n'a commencé à reconnaître les possibilités de la non-violence en tant que moyen important de lutte sociale qu'au début des années soixante-dix. A cette époque, le mensuel catholique « Wiek » publia plusieurs traductions décrivant la résistance non-violente menée par le Mahatma Gandhi, Martin Luther King et les syndicalistes brésiliens. Quelques années plus tard, en 1977, un groupe de personnes qui entamait une grève de la faim en protestation contre l'arrestation des neuf membres du KOR (KSS-KOR — le Comité d'Autodéfense Sociale) déclarait : « Nous avons consciemment choisi la grève de la faim comme forme de lutte pour le respect de la loi et de la justice : une lutte contre toute contrainte, une lutte qui n'utilise ni la force ni la violence. » (3). Leur déclaration condamnait la violence et — détail intéressant — citait les précédents de la résistance non-violente de Gandhi, de King et des grévistes de la faim dans les églises espagnoles.

De petits groupes surgirent en Pologne en 1982, s'intitulant « sans violence ». Ils s'identifiaient directement à la tradition des mou-

2) Il y avait à cela deux raisons. D'abord, les protestations des ouvriers furent spontanées, de sorte que la rébellion s'ensuivit. Autrement dit, ce fut le manque d'organisation et de tactique qui fut responsable de cette violence. Deuxièmement, les autorités elles-mêmes refusèrent de négocier et choisirent la violence. Les expériences de 1968 donnent un exemple encore plus évident de la provocation gouvernementale. Voir en particulier : w. Modzelewski, « Nonviolence and the Strike Movements in Poland », *Journal of Peace Research*, n° 2, 1982, pp. 107-109, article traduit dans ce même numéro d'ANV.

3) *Biuletyn Informacyjny*, KOR, mai, Varsovie 1977, p. 3.

vements non-violents. Toutefois, leur activité fut limitée et strictement bornée à la publication d'informations introduisant à des données fondamentales concernant la théorie et la pratique de la non-violence.

Des initiatives de ce type ont certainement influencé le mouvement **Solidarité**. Par exemple, Tadeusz Mazowiecki, qui fut dans les années soixante-dix l'éditeur du mensuel catholique « Wiek », devint un des principaux conseillers de Lech Walesa. En 1981, il devint également responsable de la publication du principal hebdomadaire de **Solidarité**, « **Solidarność** ». Nombre de ceux qui avaient entamé la grève de la faim en 1977 constituèrent le groupe dirigeant de **Solidarité** trois ans plus tard. Pourtant, les initiatives qu'on vient d'indiquer n'ont jamais développé un schéma théorique de la non-violence, ni créé un mouvement qui s'identifiât, par principe, à une tradition non-violente.

Troisièmement, l'opposition polonaise a rarement utilisé le terme « non-violence ». Elle a plutôt employé l'expression « autodéfense sociale » (4). Cette différence terminologique n'exprime pas seulement des objections portant sur le sens des mots, elle recouvre aussi des objections portant sur la doctrine (lesquelles ne sont pas toujours clairement définies, étant donné l'absence d'une tradition et d'une théorie non-violentes). Malgré cela, les problèmes de terminologie pourraient être réduits, à un certain degré.

Deux éléments importants doivent être considérés à cet effet. Le mouvement d'autodéfense sociale polonais se conforme de ma-

(4) Ce terme fut introduit par le Comité d'Autodéfense Sociale, KSS-KOR, un précurseur bien connu de *Solidarité*.

nière stricte au seul principe de non-violence. Les dirigeants du KOR et de **Solidarité** se sont opposés à la violence à maintes reprises, et le mouvement populaire qu'ils ont dirigé s'en est tenu aux moyens de lutte non-violents (5). Selon Gene Sharp, « l'action non-violente est une technique utilisée pour contrôler, combattre et détruire le pouvoir de l'adversaire en exerçant un pouvoir par des moyens non-violents » (6). Dans ce contexte, le recours aux sanctions non-violentes par **Solidarité** peut suffire pour qu'on aborde la résistance polonaise dans une perspective non-violente.

Le terme « défense » (autodéfense) pourrait être défini comme « tentative collective de sauvegarder ou de réaliser un mode de vie et une structure sociale quand ce mode de vie et cette structure sociale sont menacés de l'extérieur ou de l'intérieur » (7).

Le mode de vie et la structure sociale de la Pologne ne sont pas menacés uniquement de l'intérieur (dictature du Parti), mais également de l'extérieur (pouvoir et influence de l'Union Soviétique et des régimes en place d'autres pays du pacte de Varsovie). Toutefois, il est parfois impossible d'établir une nette distinction entre ces deux sortes de menace. En fait, la littérature non-violente ne distingue pas franchement entre résistance contre un

(5) Voir par exemple J. Kuron, *Zasady Ideowe*, Paris, 1978, p. 71 ; ou bien Z. Bujak cité dans *Survey* n° 4, automne 1982, p. 89.

6) G. Sharp, *op. cit.*, p. 4.

(7) J. Galtung, *Peace, War and Defence*, vol. 2. Copenhague 1976, p. 378. La défense sociale est définie par Galtung en des termes analogues comme « une défense de ce qu'on pourrait appeler un style de vie ». J. Galtung, « Two Concepts of Defense », *Bulletin of Peace Proposals*, n° 4, 1978, p. 329.

agresseur étranger et contre des usurpateurs du pays soutenus par des puissances étrangères. Les événements du 13 décembre 1981 en Pologne semblent confirmer cette opinion (8).

Trois courants non-violents

Une fois exposées les principales difficultés d'aborder la résistance de **Solidarité** selon une perspective non-violente, nous pouvons maintenant présenter des arguments en faveur d'une approche non-violente de la lutte polonaise. Les études sur la résistance polonaise mentionnent trois principaux facteurs présidant à l'option non-violente de **Solidarité** : facteurs **tactique, doctrinal, éthique**.

Tout d'abord, **Solidarité** a choisi un moyen non-violent de lutte pour des raisons tactiques. Elle considère le recours aux sanctions non-violentes comme un moyen efficace de lutte sociale au sein de l'Etat communiste. Les dirigeants de **Solidarité** se sont rangés à l'opinion qu'une résistance **violente** augmenterait de façon dramatique le nombre des victimes au lieu de mener le syndicat à la réalisation de ses objectifs. Dans ce contexte, il semblait plus que probable que toute résistance violente efficace se fût inévitablement traduite par une invasion soviétique. L'opposition à la violence comme moyen de lutte sociale provient du concept général de résistance élaboré par le KOR et transmis ensuite à **Solidarité**. Le KOR a élaboré la conception d'une transformation graduelle, évolutive, du système communiste en Pologne (9).

(8) Voir par exemple L. Kolakowski, *Ja Bede Lagodniejszym katem*, Aneks n° 27, p. 24.

(9) Voir particulièrement L. Kolakowski, « Hope and Hopelessness », *Survey*, été 1971, p. 37 et suiv. ; et J. Kuron, *Co robic ?* Paris 1978, p. 31 et suiv.

D'après cette conception, le mouvement de résistance devrait se fonder sur la solidarité de la population et sur sa capacité à s'organiser par elle-même. Un tel mouvement d'opposition doit dire à la société comment agir plutôt qu'essayer de persuader le gouvernement d'évoluer. Il doit organiser un réseau d'organisations indépendantes parmi les ouvriers, les paysans et l'intelligentsia (ainsi des syndicats libres, les comités de **Solidarité**, des réseaux de diffusion non soumis à la censure, etc.). La mise en application efficace de cette conception exige l'absence de violence : « penser à une révolution évinçant la dictature du Parti, ou organiser des actions en ce sens, serait aussi irréaliste que dangereux », déclarait Adam Michnik (10). Jacek Kuron a défendu ce point de vue plus fermement encore. Selon lui, la création d'un réseau indépendant d'auto-organisation sociale représente le seul moyen d'éviter une explosion sociale violente en Pologne.

Les formes de résistance qu'on vient de présenter se sont développées après l'introduction des mesures de répression militaire en décembre 1981. Les dirigeants de **Solidarité** ont conclu que la tentative de bâtir le mouvement comme une organisation monolithique prête à l'action décisive et finale pourrait fournir aux Communistes l'occasion d'une autre tentative d'écrasement de la nation à l'aide de forces internes et externes. Ils reprirent en écho les idées du KOR, en déclarant : « La seule solution est de promouvoir le mouvement d'une manière délibérément décentralisée », adoptant différentes méthodes d'action : la « guerre de positions » pour

(10) A. Michnik, « The New Evolutionism », *Survey*, été 1976, p. 272.

reprendre l'expression de Zbigniew Bujak (11). Les groupes individuels et les sphères sociales devaient donc mettre sur pied un mécanisme de résistance contre les activités du gouvernement dans les différents contextes de la vie courante, par le moyen d'une organisation de masse comme **Solidarité**. Comme l'a dit Wiktor Kulerski : « Un tel mouvement mènerait à une situation où les autorités contrôlent les magasins vides mais non le marché, l'emploi de l'ouvrier mais non son moyen d'existence, les media d'Etat mais non la circulation de l'information, les maisons d'édition mais non l'édition, la poste et le téléphone mais non les communications, les écoles mais non l'éducation. » (12)

Selon Kulerski, ce type d'indépendance sociale pourrait conduire au bout d'un certain temps à des situations où les gouvernants ne contrôleraient plus que la police et une poignée de collaborateurs dévoués. Il s'ensuit que le gouvernement tomberait, ou s'orienterait vers un compromis avec la société.

Il appert que le concept de résistance de **Solidarité** ressemble au concept de Egbert Jahn de « pouvoir civil », et à la théorie de Gene Sharp sur le contrôle non-violent du pouvoir politique (13). Un examen attentif de ces parallèles pourrait être d'un grand intérêt dans l'étude de la résistance polonaise selon une perspective non-violente.

(11) Z. Bujak in : *Solidarnosc. Biuletyn Informacyjny*, n° 16. Paris 1982, p. 2.

(12) W. Kulerski in *Solidarnosc. Biuletyn Informacyjny*, n° 17, Paris 1982, p. 2.

(13) Cf. E. Jahn. *Social and Political Conditions of the Expansion on the Nonviolent Movement*, in G. Geeraerts (éd.), *Possibilities of Civilian Defence in western Europe*, Bruxelles, 1977 (traduit dans *Alternatives non-violentes*, n° 43). Voir aussi G. Sharp, *The Politics of Non-violent Action*, p. 10-36.

Les facteurs pratiques sur lesquels repose l'option non-violente de **Solidarité** sont étroitement liés à des facteurs doctrinaux. La lutte de **Solidarité** vise à créer un système politique fondé sur l'auto-gouvernement et sur la participation de chacun (14). Voulant éviter de « remplacer les démons par Belzébuth », **Solidarité** se devait en conséquence de renoncer à toute idée d'abolir le régime par des moyens révolutionnaires. Malgré toutes les décevantes expériences pendant la répression sous la loi martiale, les moyens non-violents de lutte ont semblé rester les plus appropriés pour réaliser les objectifs de **Solidarité**. Ceci vaut également d'un point de vue doctrinal : **Solidarité** ne pouvait faire usage d'un moyen de lutte qui aurait été en contradiction avec les visées sociales de sa lutte.

La relation entre moyens et fins est tout particulièrement développée dans les écrits de Jacek Kuron. Kuron considère la création d'un système politique fondé sur l'auto-gouvernement et sur la participation de tous comme le moyen de réduire le recours à la contrainte politique soit par l'Etat, soit par les mouvements d'émancipation (15). A son avis, la création de mouvements visant ce genre de gouvernement pourrait réduire le recours au pouvoir de contrainte de l'Etat parce que les gens eux-mêmes organiseraient leur coopération au-delà de l'Etat. Qui plus est, ceci éliminerait la nécessité de recourir à la contrainte pour abolir

(14) Voir particulièrement le Programme *Solidarité* adopté au Premier Congrès de *Solidarité* en automne 1981 ainsi que certains commentaires sur ce programme in J. Zielonka, « Social Philosophy and the Polish Experiment », *Sociologische Gids* n° 2, 1983, p. 85-88.

(15) J. Kuron, *Zasady Ideowe*, op. cit., p. 71.

l'Etat en vue de satisfaire les attentes des groupes d'émancipation. Ces groupes d'émancipation pourraient réaliser leurs aspirations simplement par un système d'autogestion indépendant de l'Etat (mais qui pourrait stimuler simultanément les instruments juridiques propres à réduire le pouvoir de l'Etat).

La vision de Kuron ressemble de façon remarquable aux positions qui associent les buts essentiels de l'action non-violente aux idées d'auto-gouvernement et de développement de la société. Par exemple, comme l'indique Severyn Bruyn, « l'action radicale non-violente considère que les normes sociales peuvent orienter vers la base du développement autonome et d'un mode autonome de gouvernement », et que « les normes sociales créées par le processus de l'action non-violente peuvent mener directement à la culture des ressources humaines et à une réduction du besoin d'un Etat ». Bruyn insiste pour que l'action non-violente cherche à créer des normes sociales s'orientant vers une « forme décentralisée de vie commune » (16). Une interdépendance analogue entre anti-étatisme et non-violence est exprimée par George Lakey (17).

Enfin, nous devons reconnaître les facteurs éthiques présidant à l'option non-violente de **Solidarité**. A cet égard, **Solidarité** exprime des idées proches de celles du Mahatma Gandhi (18). Les thèses morales de **Solidarité** sur la non-violence sont influencées par l'éthique

chrétienne de façon marquante. C'est néanmoins plus un concept chrétien d'amour social et de justice sociale que le concept de dissuasion qu'il faut prendre en considération ici (19). Le soutien chrétien aux moyens non-violents de résolution des conflits a été exprimé, par exemple, à diverses reprises par le Pape Jean-Paul II, lors de sa visite en Pologne en 1983 (20). Il a clairement déclaré que la violence politique est en contradiction avec le concept chrétien d'amour et de justice sociale, et que chacun devait utiliser son droit à la liberté afin de « construire et non de détruire » (21). Les membres du KOR ont également tenu les facteurs moraux pour déterminants dans l'élaboration d'un concept de lutte sociale. Jacek Kuron a écrit en 1978 qu'il a découvert dans les Evangiles le plus universel des codes moraux, et s'est efforcé d'aligner sa théorie d'émancipation sociale sur les principes moraux chrétiens (22). Il a été accompagné par Adam Michnik et Leszek Kolakowski dans cette ligne de pensée (23). Kolakowski, par exemple, fait remarquer que la tradition chrétienne proclame que certaines conséquences des « péchés originels » sont inévitables et donc, si le salut est possible, il ne peut l'être que par la grâce. En d'autres termes, être chrétien, c'est être « conscient de la faiblesse et de

(16) S. Bruyn, « Social Theory of Nonviolent Action », in S.T. Bruyn et P.M. Rayman, *Nonviolent Action and Social Change*, New York, 1979, p. 29.

(17) G. Lakey, *Strategy for a Living Revolution*, San Francisco, 1973, p. 47.

(18) Voir par exemple M. K. Gandhi, *Expériences de vérité ou Autobiographie*, P.U.F., 1950.

(19) Voir par exemple B. Russett, « Ethical Dilemmas of Nuclear Deterrence », *International Studies*, 1984, printemps.

(20) Voir : *Solidarnosc*, *Biuletyn Informacyjny*, n° 65, Paris, 1983, pp. 11-12.

(21) *Solidarnosc*, *Biuletyn Informacyjny*, op. cit. p. 9.

(22) J. Kuron, *Zasady Ideowe*, op. cit., p. 51.

(23) Voir par ex. A. Michnik, « The Church and the Left : Dialog », in F. Silnitsky (éd.), *Communism and Eastern Europe*, New York, 1979, p. 51 et suiv.

la pauvreté humaine » (24). C'est pourquoi les gens n'ont pas besoin d'une forme de christianisme qui « entre en révolution politique », ni d'une autre qui justifie tous leurs désirs, ou bien « soutient la contrainte », dit-il (25).

Vers une stratégie de l'action non-violente

L'analyse ci-dessus montre qu'il n'est pas facile de répondre à la question sur la stratégie non-violente en Pologne. Bien sûr, beaucoup dépend encore du problème de la définition des termes de base de la stratégie non-violente. Mais adapter (ou élargir) la définition de la non-violence spécialement pour la lutte polonaise ne peut qu'augmenter la confusion et les malentendus. Il semble donc bien que la seule manière de traiter le problème passe par un examen précis des principes généraux de la stratégie non-violente dans le contexte de la Pologne. Par exemple, des chercheurs du Programme sur les sanctions non-violentes de l'Université de Harvard ont testé 25 de ces principes fondamentaux de la stratégie non-violente. Les Grands Principes Stratégiques, comme on les appelle, concernent les préconditions essentielles à toute lutte non-violente (légitimité, préparation, force organisationnelle, etc.) ainsi que la nature et la conduite du conflit en général (choix des objectifs indispensables, d'une stratégie cohérente, du temps favorable, etc.). Les principes dits stratégiques concernent :

1) les nécessités fondamentales de la stratégie non-violente (processus de décision sans hâte, efficacité de la communication, etc) ;

2) les principes de défense (unité, endurance, etc) ;

3) les principes offensifs (contrôle d'objectifs cruciaux, attaque des points faibles, etc) ;

4) l'achèvement du conflit (concentration pour le coup final, accords stratégiques, etc.).

Si l'on examine le cas de la résistance de **Solidarité** en vérifiant si les principes fondamentaux de la stratégie non-violente évoqués ci-dessus s'appliquent, on pourra sans doute en venir à d'importantes conclusions concernant la nature non-violente de la lutte polonaise. Malheureusement, ces études sont toujours inachevées et il est difficile de donner une réponse ferme à notre question. Pourtant, je me permettrai de dire, étant l'un des chercheurs attachés à ces études, que les résultats préliminaires montrent que **Solidarité** applique à ses luttes la plupart des principes définis de la stratégie non-violente. Bien sûr, l'application de divers principes de la stratégie non-violente ne garantit pas nécessairement le succès dans la lutte. La plus intéressante des questions, celle qui porte sur l'efficacité de l'utilisation par **Solidarité** de sanctions non-violentes, demande certainement une analyse distincte.

Traduction : Dominique CHAPERON.

(24) L. Kolakowski, *Czy diabeł może być zbawiony?* Londres, 1982, p. 161.

(25) L. Kolakowski, *op. cit.* p. 157.



Entretien

avec

Jerzy Milewski

Jerzy Milewski est président du bureau de coordination à l'étranger de **SOLIDARNOSC** dont le siège est à Bruxelles. Il a été nommé à ce poste, en juillet 1982, par la commission de coordination provisoire (TKK) du syndicat polonais. Il est reconnu, de ce fait, comme porte-parole officiel à l'étranger de **SOLIDARNOSC** par la Confédération Internationale des Syndicats Libres (C.I.S.L.) et la Confédération Mondiale du Travail (C.M.T.) qui soutiennent financièrement ses activités.

Jerzy Milewski est docteur en Sciences. En 1980, il faisait partie du comité de grève de Gdansk en tant que représentant de l'Institut de Mécanique des Fluides où il travaillait. Il a participé ainsi à la création de **SOLIDARNOSC** et à ses premiers combats.

ANV : Comment analysez-vous la position et la stratégie de Jaruzelski envers le peuple polonais et vis-à-vis de l'URSS ?

MILEWSKI : D'abord je dois souligner que nous sommes dans le bureau d'une organisation qui existe : le syndicat polonais « Solidarnosc ». Un syndicat n'est pas un parti politique et les règlements d'ordre politique et militaire entre des pays différents sont généralement en dehors de

nos préoccupations et ne sont pas mentionnés dans les documents de notre organisation, tout particulièrement à cause de notre situation géopolitique bien connue au centre de l'Europe. Parler de Jaruzelski est assez facile parce que chaque Polonais en Pologne vous donnera des réactions. La nation, la société polonaise est tout simplement très en colère contre lui. C'est très clair. Croyez-moi, vous pouvez aller en Pologne et demander l'avis des passants : c'est un homme

qui a suscité la haine de la société polonaise contre lui, parce qu'il personnalise tous les événements malheureux qui se sont succédé depuis septembre 1981. Mais nous n'avons pas l'intention de spéculer sur ses motivations : pourquoi il se comporte ainsi et pas autrement, pourquoi il a introduit l'état de guerre en Pologne, une guerre qui a reçu la dénomination populaire de « la guerre polonaise de Jaruzelski ». Voici donc ce qu'on pourrait appeler ma réaction officielle.

Comme au XIX^e siècle

En privé, je ne peux que comparer la situation présente à celle qui était la nôtre au XIX^e siècle, quand la Pologne était divisée en trois pays voisins et que plus de 80 % de notre territoire avait été annexé par les Russes : cette province polonaise de Russie avait une certaine autonomie : elle avait une sorte de gouvernement, de parlement et d'armée. Il y avait à cette époque une armée polonaise commandée par des généraux polonais : des gens qui étaient nés en Pologne, — les « sang-bleus » —, des aristocrates, les enfants de vieilles familles polonaises ; mais ils n'étaient en fait que des généraux russes, d'origine polonaise.

C'est une situation comparable à celle qu'on connaît actuellement en Pologne, quand on sait que dans chaque corps d'armée la nomination des officiers supérieurs, à partir du colonel, doit être approuvée en dehors de la Pologne.

Jaruzelski est notre général. Je peux supposer que cette personne éduquée en Union Soviétique est tout simplement convaincue qu'il est impossible d'avoir une Pologne indépendante : elle doit être associée à l'Union Soviétique vu qu'il n'y a pas d'autre solution. Peut-être pense-t-il comme ça, mais avant l'établissement de l'état de guerre, il aurait pu adopter une attitude semblable à celle

de Lagovensa. Il aurait pu faire sortir l'armée de ses casernes pour défendre le pays contre une attaque extérieure théoriquement possible. Et ce sera probablement le jugement que l'histoire portera sur son attitude, mais on devra attendre 50 ans pour lire cela dans des livres.

ANV : Vous ne pensez pas qu'il essaie de faire un compromis stratégique pour essayer de sauver ce qui peut l'être en Pologne, pour éviter une plus grande domination de la part de l'URSS ?

MILEWSKI : Ici, à l'Ouest, on me pose parfois cette question, mais ma réaction est de dire qu'il faudrait alors demander aux généraux suédois, à ceux d'Allemagne de l'Ouest, de faire la même chose, car la Suède ou l'Allemagne de l'Ouest subissent la même menace d'invasion soviétique, si du moins vous parlez d'invasion. Quelle en est la raison ?

Bien sûr, un gouvernement peut dans n'importe quel pays justifier de la sorte un coup d'Etat. Parfois les généraux prennent le pouvoir pour sauver le pays. Mais, si pendant la guerre cette explication est probablement valable, en temps de paix, 40 ans après la guerre, cet argument doit être rejeté.

L'Eglise a presque toujours été du côté du peuple

ANV : Comment analysez-vous le rôle de l'Eglise ?

MILEWSKI : D'abord il faut se souvenir que la religion catholique s'est implantée en Pologne il y a environ 1 000 ans. Il ne s'agit pas d'ailleurs seulement de religion : il y a le fait qu'elle venait de Rome et qu'elle nous apportait ce qu'on appelle la culture de l'Ouest. C'est une situation différente de celle de Hongrie par exemple, ou même

de celle de la Russie ou de l'Ukraine, car, là, vous trouvez une culture byzantine. L'Eglise catholique en Pologne a donc influencé notre culture et elle a aussi fortement marqué notre histoire.

Un autre fait d'importance est qu'en Pologne, il n'y a pas eu de persécution religieuse au Moyen Age : il n'y a pas eu l'Inquisition ici, bien que nous ayons connu évidemment certains problèmes avec les Ariens (1) par exemple ; mais, en comparaison avec l'Europe de l'Ouest, la Pologne de l'époque était très tolérante. La religion catholique survécut et elle est maintenant dominante, puisque plus de 90 % des Polonais sont catholiques ; il n'y a pas eu, pour en arriver là, de luttes violentes et sanglantes. Au XIX^e siècle, à l'époque où notre pays était divisé, l'oligarchie polonaise, avec ses généraux, entretenait des liens étroits avec les Russes. Or les Russes n'aimaient pas l'Eglise catholique, parce qu'en Russie, c'était la religion orthodoxe qui dominait : la branche orientale de la chrétienté ; alors qu'en Pologne, on trouvait la branche occidentale de la chrétienté. Il y avait au XIX^e siècle, comme maintenant, certaines poursuites judiciaires contre l'Eglise catholique polonaise. Il s'ensuivit que l'Eglise devint populaire et se tint très proche des gens ordinaires, des paysans ; et les gens les plus simples en vinrent à considérer que cette Eglise était *leur* Eglise. Lorsque des révoltes éclatèrent contre les Russes, l'Eglise était toujours plus ou moins du côté du peuple, des révoltés. Pendant la Seconde Guerre mondiale, ce fut la même chose : l'Eglise catholique polonaise fut persécutée très violemment par Hitler et un grand

(1) Ariens, ou Frères Polonais, ou encore Soci-niens : secte religieuse radicale, issue du calvinisme polonais, assez répandue en Pologne depuis le milieu du XVI^e siècle. Les Ariens refusaient de reconnaître la Sainte Trinité (d'où leur nom) et, entre autres, prônaient l'égalité des hommes et s'interdisaient l'usage des armes. Ils ont développé une riche activité intellectuelle et pédagogique.

nombre de prêtres et d'évêques furent tués par les nazis ; une fois de plus il y eut un mouvement d'union entre l'Eglise et le peuple. Après que le régime communiste se fut imposé en Pologne, la situation est restée la même. Alors, maintenant, et tout particulièrement en cette période, tous les Polonais participent aux manifestations religieuses, non seulement à cause de leur foi, mais aussi pour des raisons patriotiques. Etre dans l'Eglise et croire en Dieu signifie agir contre le communisme. Le phénomène est extraordinaire en Pologne par rapport à d'autres pays où le clergé et l'Eglise sont aussi puissants. Après l'établissement de l'état de guerre, c'est l'Eglise qui a soutenu notre organisation et qui a aidé à sa reconstruction ; c'est elle qui s'est occupée des familles des 10 000 personnes internées.

Mais il faut faire la distinction : « Solidarnosc » est un syndicat et l'Eglise catholique est une institution religieuse : il s'agit de deux organisations différentes. *Mais leurs membres sont identiques* ; il y a des différences du fait que les organisations ne sont pas les mêmes : toute controverse entre les deux est impossible. En parlant de l'Eglise catholique en Pologne, il faut se souvenir de ce dont nous parlons : l'Eglise catholique part de la base ; elle représente 90 % de la population, ce qui fait près de 35 millions de gens ; elle comprend plus de 6 000 paroisses, beaucoup de prêtres, de nombreux cloîtres, une université catholique (ce qui est tout à fait exceptionnel car aucun pays de l'Est n'en a une) et environ 90 évêques ; et puis aussi un pape, qui est nôtre, même s'il est commun à tous les catholiques. C'est tout ça, l'Eglise, et l'aide que nous avons reçue des paroisses et des cloîtres après l'établissement de l'état de guerre fut immense. Sans l'aide de la base, de la structure de l'Eglise, il aurait été impossible de reconstruire notre organisation en deux mois alors qu'elle perdait 10 000 de ses militants.

La position officielle de l'Eglise catholique en Pologne est définie par l'épiscopat et le conseil des évêques ; lorsqu'on examine les directives — c'est-à-dire les lettres des évêques polonais — ; il y en a beaucoup. Très souvent, l'on peut voir le nom de notre organisation mentionné ouvertement, mais on ne trouve rien contre notre lutte ; certains évêques nous soutiennent même publiquement.

A.N.V. : Il y a un an, à peu près, après la libération de Lech Walesa, et aux alentours de la visite du pape en Pologne, il apparaissait que Mgr Glemp était prêt à certains compromis. N'y avait-il pas certaines tensions entre l'Eglise et Solidarnosc ?

MILEWSKI : ... Ou entre Mgr Glemp et Lech Walesa !

Il faut bien distinguer de quoi l'on parle, de l'organisation, ou des personnes. Si vous parlez de l'organisation, vous devez parler de « Solidarnosc », c'est-à-dire 10 millions de membres. Ce chiffre paraît toutefois excessif ; des estimations faites récemment montrent qu'il y a à peu près 1 000 000 à 1 200 000 membres actifs et beaucoup de sympathisants. Voilà l'organisation dont le leader est Lech Walesa. Nous avons, d'un autre côté, l'Eglise catholique, que j'ai décrite précédemment, avec Mgr Glemp à sa tête. Lorsqu'on parle d'organisation, on doit parler de la position officielle de l'organisation ; si on parle de l'opinion de personnes privées, c'est un autre problème. Des différences d'opinions, vous pouvez en trouver dans n'importe quelle organisation démocratique — il n'y en pas dans des structures comme l'armée, la police... Parmi les 90 évêques polonais, dont Mgr Glemp, il doit y avoir des différences d'opinions ; il est impossible d'avoir une opinion univoque ou une évaluation univoque de la situation.

La nécessité historique de Solidarnosc

ANV : La libération de nombreux militants va-t-elle mener à des activités plus ouvertes et sous de nouvelles formes ? Pensez-vous que la clandestinité va continuer ? Quelle sorte de relations va-t-elle pouvoir entretenir avec le reste de « Solidarnosc » ?

MILEWSKI : Pour ce qui est des conséquences de la récente amnistie, nous avons des informations, des interviews des gens qui sont sortis de prison : ils veulent reconstruire la partie « apparente » de notre organisation. Il semble maintenant qu'il y ait possibilité d'agir en plein jour. Peut-être réussiront-ils, peut-être pas ; s'ils y arrivent, ce sera une réalisation importante. Peut-être faudra-t-il du temps, peut-être peut-on y arriver après un an...

Ceci dit, nous pensons que notre organisation continuera d'exister, non pas parce que certains leaders sont arrêtés ou libérés de prison, non pas à cause de la personnalité de Lech Walesa, mais parce qu'il y a de grands besoins sociaux qui nécessitent une telle organisation.

C'est ainsi que nous avons « récolté » 200 000 adhérents en deux mois dans une situation unique dans l'histoire syndicale ; et ce besoin n'a pas diminué après l'imposition de l'état d'urgence : il est même plus grand qu'en 1980. Si des leaders sont arrêtés, ils seront remplacés par d'autres gens, et c'est ainsi qu'il est impossible d'ôter « Solidarnosc » de l'esprit des gens en Pologne.

En considérant l'histoire récente, nous pouvons déceler des signes qui renseignent sur la manière dont les choses vont évoluer.

En 1976, les protestations des travailleurs ont éclaté et, après un an, le mouvement était liquidé complètement ; en 1981, nous étions dans une situation où la contestation était écrasée sans

être matée. Le mouvement ne fonctionne actuellement qu'à 70 % de ses forces potentielles. Or, nous pouvons être sûrs qu'une autre crise va suivre, à cause du régime et des conditions économiques. Au début de la prochaine crise, nous serons donc à 70 % de nos capacités de fonctionnement, et nous pensons que les 30 % qui restent constituent l'enjeu de l'avenir. C'est pour cela que nous avons un bureau régulier et une direction nationale : un des buts les plus importants de notre organisation est d'exister et d'être prête à contrôler la situation quand elle commencera à changer ; pour éviter toute explosion de violence incontrôlée ; pour être capable, non seulement de contester, mais aussi de proposer des initiatives positives à entreprendre ; pour éviter le « vide » qui peut être dangereux.

Par conséquent, nos amis du Présidium soulèvent notre enthousiasme quand ils nous informent qu'ils travaillent à établir la partie « visible » de la direction de « Solidarnosc ». Mais l'activité clandestine va continuer à exister, — et pour longtemps encore — parce que, sociologiquement, c'est une autre réaction qui se fait jour maintenant.

Vous devez vous rappeler qu'en 1980-81, « Solidarnosc » travaillait totalement à visage découvert. Rien n'était gardé secret car rien n'aurait pu être caché à cette époque : les gens avaient créé cette organisation et les gens voulaient que rien ne soit gardé secret ; ils rejetaient l'habitude du régime communiste de cacher des tas de choses, de donner des ordres aux gens et de ne pas les écouter. Leur organisation à eux devait être absolument différente, tout à fait ouverte, et permettre aux gens issus de la masse d'œuvrer pour le changement et d'adopter tous ensemble les positions de l'organisation. Il fut très difficile d'arriver à une démocratie aussi transparente. Les gens ne connaissaient rien à la démocratie ; ils étaient nés pour la plupart après

la Seconde Guerre mondiale et ne connaissaient de la démocratie que la théorie. Ils savaient que c'est une bonne chose mais pas comment cela peut fonctionner.

Après l'établissement de l'état d'urgence, des rumeurs commencèrent à circuler : « Solidarnosc », cette immense organisation, avait été incapable de se préparer à parer les attaques de Jaruzelski. On n'avait pas su cacher quoi que ce soit ; du coup, notre matériel avait été détruit ou confisqué par la police. Ainsi, dans l'esprit des gens, l'ouverture devenait une mauvaise chose et dorénavant nous devons tout faire secrètement, clandestinement.

Il est vrai qu'il est devenu difficile aujourd'hui de sortir purement et simplement de la clandestinité : la répression a joué un rôle. Mais même si l'on nous reconnaissait demain le droit d'exister en plein jour, je ne vois pas comment nous nous mettrions à tout révéler, à dévoiler les endroits où se trouvent le matériel et les locaux de notre organisation, à nous appeler les uns les autres par notre nom.

ANV : On a dit à l'époque qu'il y avait eu une erreur tactique et que l'on avait péché par naïveté.

MILEWSKI : Ce n'était pas une erreur tactique ni une attitude naïve. Si l'on parle de naïveté ou d'erreur, à qui l'attribue-t-on ? A dix millions de gens !

Si « Solidarnosc » était une armée commandée par Lech Walesa, on pourrait parler d'erreur, parce qu'une armée doit être prête à se défendre contre une attaque. Mais pas une organisation comme la nôtre. La création de « Solidarnosc » résulte de la volonté et du désir de plusieurs millions de personnes. Comment pourrait-on parler d'erreur ? Ce n'était pas possible de concevoir différemment notre organisation !

Solidarnösc, c'est comme un bateau...

ANV - *Peut-on dire que cette organisation est plus forte maintenant, précisément parce qu'elle est passée par cette phase d'organisation totalement « ouverte » ?*

MILEWSKI : Pas spécialement plus forte, mais plus expérimentée. Elle est entrée dans une nouvelle phase de son évolution. Un ami nous a dit par téléphone que, selon lui, nous avons eu une leçon le 13 décembre, une leçon importante pour nous.

ANV : *N'y a-t-il pas un équilibre à rechercher entre ce que vous appelez la structure opérant au grand jour et le réseau clandestin ?*

MILEWSKI : C'est la même structure ! Quand nous parlons de « Solidarnösc », nous devons voir un million de personnes qui ne vivent pas sous terre : seule la structure doit rester cachée pour des raisons pratiques. Mais l'activité doit se faire au grand jour puisque, par nature, un syndicat doit agir ainsi. Cette activité est menée à bien par 200 000 militants, dont seulement mille vivent cachés. On ne peut pas appeler « Solidarnösc » une organisation secrète ; seul le cœur est clandestin. Nous avons déjà une section dont les membres agissaient à découvert, mais les activités à ce niveau étaient très limitées. Maintenant, ce qu'ils veulent, c'est renforcer cette partie visible ; mais il s'agit de toute façon de la même organisation.

Nous aimons citer une métaphore lorsque nous parlons de « Solidarnösc » : c'est comme un bateau qui est en partie au-dessous du niveau de l'eau, et en partie au-dessus : les deux parties du bateau ne peuvent être séparées.

Notre objectif est de fendre l'eau de façon que le bateau puisse en sortir. Donc, notre but est d'accomplir autant d'activités, à découvert, que possible. Et de cacher uniquement un certain type de choses qui doivent l'être parce qu'elles risquent d'attirer la répression sur elles.

ANV : *La structure internationale de « Solidarnösc », comme votre bureau ici, à Bruxelles, n'est pas secrète. Est-ce que certains d'entre vous mettront à profit l'amnistie pour retourner dans leur pays ? Est-ce qu'il n'est pas essentiel de maintenir des cellules de votre organisation en dehors de la Pologne ?*

MILEWSKI : L'organisation « Solidarnösc » est un syndicat polonais et l'ensemble de l'organisation se situe *exclusivement* en Pologne. En dehors de Pologne, il n'y a pas de « Solidarnösc » en exil : notre statut nous interdit de créer des cellules en dehors du pays. Ce bureau n'est pas une cellule statutaire du syndicat : il est nommé et non pas élu. Tous ou presque tous les syndicats possèdent une section internationale. « Solidarnösc » possède ce département international, qui est situé à Bruxelles, et non à Gdansk, pour des raisons pratiques. Mais personne, qui aurait été élu auparavant à un poste de direction dans le syndicat, et qui vivrait actuellement hors du pays, ne pourrait garder son poste de leadership. Moi-même, j'ai été élu comme membre du bureau exécutif régional de Gdansk ; mais maintenant, je ne suis plus membre de ce bureau ; ici j'ai été nommé directeur. Et les gens qui travaillent ici ont aussi été nommés comme membres du bureau international. Nous ne décidons pas ici de la politique internationale de « Solidarnösc » ; nous sommes ici pour l'exécuter, pour maintenir les contacts avec les syndicats, pour faire ce que la direction de « Solidarnösc » en Pologne veut que nous fassions. Mais, dès qu'il sera possible de ramener le bureau international en Pologne, il

sera transféré immédiatement à Gdansk, qui est le siège statutaire des quartiers généraux de « Solidarnosc ».

ANV : *Donc, votre travail c'est de rendre public, sur la scène internationale, le travail de « Solidarnosc » en Pologne et aussi de maintenir des contacts avec d'autres syndicats nationaux, et avec le Bureau International du Travail (B.I.T.) ?*

MILEWSKI : Pas seulement. La tâche principale de notre bureau, c'est simplement de maintenir des contacts avec des gens, avec des organisations dans le monde, qui veulent soutenir la lutte de « Solidarnosc » en Pologne. Ce doit être des organisations sociales et des syndicats en premier lieu. Mais pas uniquement, parce qu'il y a d'autres organisations qui sont très proches de nous ; par exemple, des organisations polonaises en Grande-Bretagne, aux USA, au Canada, etc. Mais il est évident que nous avons des liens privilégiés avec des syndicats grâce à la solidarité syndicale et notre tâche ici est de maintenir ces contacts, de les informer de la situation en Pologne et d'obtenir d'eux un soutien volontaire pour notre organisation, un soutien politique, moral et financier. Nous centralisons ici les soutiens financiers que nous recevons.

Pourquoi l'amnistie ?

ANV : *A propos de la position de Jaruzelski et de la sortie partielle de « Solidarnosc » de la clandestinité, certains ont pu dire que le coup d'Etat de Jaruzelski constituait la limite que l'URSS avait estimé devoir mettre à une période de liberté. Comment expliquer le moment historique de l'amnistie qui permet à « Solidarnosc » de revenir à un degré de plus grande liberté, qu'on n'espérait peut-être plus ?*

MILEWSKI : A mon avis, et pour beaucoup de gens, Jaruzelski pourrait faire beaucoup plus que ce qu'il fait. On peut comparer Jaruzelski à Gomulka à ses débuts, en 1956-57. Ce dernier avait accepté d'aller à Moscou, et d'affronter Kroutchev ; il avait exigé des changements et il n'avait pas peur. Tandis que Jaruzelski est incapable d'adresser des revendications fermes à Tchernenko. Pourquoi en est-il ainsi ? C'est une question insoluble. Mais pour lui, il est absolument impossible d'arrêter la répression et de relâcher les prisonniers politiques. Je crois que l'URSS n'a pas intérêt à être mêlée à ce genre d'affaires internes à un pays. Donc, nous ne pouvons expliquer la politique répressive de Jaruzelski en Pologne.

Mais une autre chose est que Jaruzelski veut apparaître aux yeux des pays occidentaux comme moins totalitaire : la répression lui crée des problèmes. Des relations diplomatiques normales entre la Pologne et les pays de l'Ouest sont impossibles à cause des prisonniers politiques ; à chaque conférence internationale, à la Commission de l'ONU des droits de l'homme, on soulève tout le temps cette question... Sa dynamique à lui, c'est de s'assurer la mainmise sur l'ensemble de la société polonaise ; ce qu'il voudrait, ce n'est pas 10 000 prisonniers, mais 36 millions d'esclaves : c'est ça le but du régime... et le but de tous les régimes totalitaires, pas seulement des régimes communistes.

Pourquoi y a-t-il eu amnistie au cours de l'été ? Parce que c'était le 40^e anniversaire de l'installation du régime communiste en Pologne, les vacances officielles, etc. Jaruzelski a voulu en profiter pour régler le problème des prisonniers politiques sans être accusé par quelqu'un d'autre faiblesse. Jaruzelski a probablement fort peur pour sa position en Pologne : certains seraient prêts à le mettre de côté et à le remplacer, com-

me c'est l'habitude dans les régimes totalitaires de l'Est. Il y a beaucoup de gens qui attendent que le chef devienne faible ou fasse une erreur...

En cela l'amnistie est très importante. Selon notre estimation, nous avons, avant l'amnistie, 90 000 prisonniers. 35 000 ont été relâchés du fait de l'amnistie et, sur ces 35 000, il y avait 700 prisonniers politiques !

ANV : Il y a donc encore un bon nombre de prisonniers politiques en prison ?

Environ 20 000 y resteront. Bogdan Lis, qui est une figure très importante, y est encore pour un bout de temps. Vu l'ambiguïté de la loi d'amnistie, tout repose en fait entre les mains du Ministre de la Justice.

Même le papier hygiénique est politique !

ANV : Tout cela repose le problème de relations politiques entre les syndicats, les acteurs économiques et le pouvoir politique ?

MILEWSKI : Selon la définition adoptée par l'ILO (International Labour Organisation), les activités des syndicats sont censées couvrir tous les besoins de base des travailleurs, pas seulement matériels mais aussi spirituels. Voilà une position officielle : la résolution de l'ILO est très souvent citée quand les problèmes du Chili, de l'Uruguay, de l'Afrique du Sud ou de la Pologne sont discutés à Genève.

Il n'y a aucune de ces questions, dans un régime totalitaire comme celui de la Pologne, dont on puisse considérer qu'elle relève exclusivement du syndicat, alors que le gouvernement du pays est en même temps l'employeur de presque tout le monde. Dans une telle situation, où tout doit

être discuté par le syndicat avec le gouvernement, tout est politique. Il y a une blague en Pologne qui dit que même le problème du papier hygiénique est politique ! Donc notre activité doit se porter tout d'abord sur les conditions de travail et les salaires ; et quand on parle de salaires, on est très vite confronté à la question des réformes économiques du pays. Quand il n'y a rien à vendre dans les magasins, indexer les salaires est simplement impossible car l'inflation monte très vite. Voilà pourquoi « Solidarnosc » était et est toujours très engagé dans le domaine du travail. Il y a des propositions à ce sujet. Quand les travailleurs veulent que leurs droits fondamentaux soient respectés, y compris le droit d'avoir un gouvernement élu (tout le monde en Pologne veut un gouvernement élu qui rende compte à la société), « Solidarnosc » doit exiger l'instauration de règles démocratiques pour la vie quotidienne de la société, et elle continuera à l'exiger parce qu'il est tout simplement impossible de ne pas avoir cette demande quand la majorité des gens en fait une priorité.

Ce n'est pas du manque d'argent que les gens souffrent le plus en Pologne ; l'échec majeur, c'est le manque de liberté. Nous devons répéter une fois de plus que « Solidarnosc », en tant que syndicat, ne voulait pas, ne veut pas et ne voudra pas remplacer le gouvernement ni prendre le pouvoir, qu'il soit politique ou économique. « Solidarnosc » proposait et propose encore de créer un mouvement d'autogestion, ces conseils autogestionnaires devant être responsables des problèmes économiques des entreprises, mais pas le syndicat. Nous proposons seulement ceci, et nous poussons à la création de ces conseils autogestionnaires, mais nous ne les remplaçons pas. Il a été très clairement dit que ces conseils autogestionnaires devraient être indépendants, non seulement de la direction des entreprises mais aussi du syndicat.

Il en va de même avec ce qu'on appelle les exigences politiques de « Solidarnosc ». Nous exigeons la démocratie. Mais ce seront les partis politiques qui feront la campagne électorale, qui proposeront des candidats au Parlement, qui organiseront les élections, etc. « Solidarnosc » n'a jamais voulu être l'un de ces partis politiques.

Le soutien extérieur est très important

ANV : Que peut-on faire dans nos pays d'Europe de l'Ouest pour soutenir le combat polonais et celui de « Solidarnosc » ? Quelle forme de solidarité extérieure recommander ? Comment évaluez-vous ce qui a été fait ces dernières années ? Qu'est-ce qui a été utile ?

MILEWSKI : Les déclarations officielles des gouvernements, leurs attitudes ainsi que celles de leur délégation au B.I.T., aux Nations Unies et ailleurs ont été très importantes. Il est essentiel que des gouvernements comprennent dans quel but nous nous battons et qu'ils soient bienveillants envers nous, même s'ils ne nous soutiennent pas. Mais quand on parle du soutien de l'extérieur tout d'abord je dois faire remarquer que tout le monde sait parfaitement bien en Pologne que nos droits à la justice, à la démocratie et au respect de la dignité humaine ne peuvent être gagnés que par nous. Personne ne nous accordera ce droit en cadeau. Même le pape disait à la jeunesse lors de sa dernière mission en Pologne que la liberté a une telle valeur qu'il est impossible de l'obtenir gratuitement. Donc personne ne s'attend à ce que quiconque nous remplace dans ce combat, et nous savons que si les gens arrêtent le combat, rien ne sera gagné. Le soutien extérieur est cependant très important, surtout parce que nos problèmes ne trouvent pas leur origine exclusivement en Pologne.

En entendant l'explication géo-politique officielle de notre situation, dont Jaruzelski parle souvent, nous devrions comprendre que la source de notre problème se situe en dehors de la Pologne. La source de notre problème, en parlant de façon globale, ne nous est pas accessible. Une tierce partie pouvant accéder à cette source extérieure devrait nous aider à la neutraliser pour nous. De façon générale, on peut dire que sans une pression extérieure sur l'Union Soviétique, nous ne pouvons pas gagner grand-chose en Pologne. On pourrait avoir une meilleure situation en Pologne si Jaruzelski le voulait. Mais bien sûr, nous ne pouvons même pas rêver de conditions similaires à celles que nous avons ici en Belgique ou dans les autres pays européens de l'Ouest, sans la permission de l'Union Soviétique. La doctrine Brejnev de la souveraineté limitée est bien connue. Quelqu'un devrait donc persuader les leaders soviétiques qu'il est nécessaire et raisonnable pour eux d'accepter une décrispation sociale en Pologne. Nous n'avons pas accès à Moscou, mais d'autres pays peuvent intervenir.

Mais, à propos du soutien extérieur, que dire d'abord ?

Après l'imposition de l'état de guerre, il y a eu une énorme activité d'aides humanitaires en Pologne. Selon les rapports de l'épiscopat polonais, bien plus de 100 000 tonnes de biens — peut-être 200 000 — furent expédiées gracieusement à la société polonaise, et distribuées surtout par l'Eglise. C'est quelque chose dont les gens se souviendront pendant très longtemps. Une aide comparable, sinon plus étendue, à celle, après la Deuxième Guerre mondiale, de l'UNRA, une organisation d'assistance des Nations Unies qui permit notamment à ma mère de me nourrir ; c'était la première fois à l'époque qu'on voyait des boîtes de conserve. La situation actuelle est similaire et nous en sommes très reconnaissants.

Nous recevons aussi un soutien dans notre combat, mais le soutien à la société polonaise et à « Solidarnosc » sont deux choses différentes.

Quand on parle de soutien à la société, il ne s'agit pas uniquement de gouvernements et d'envois humanitaires. Ce que les gens devraient faire ici, c'est tout d'abord essayer de comprendre ce qui se passe là-bas ; la raison, le but est les conditions de ce combat en Pologne et dans d'autres pays. Car le manque d'information et de compréhension est la cause de beaucoup de difficultés.

On m'a appris quand j'étais à l'école que le but principal du marxisme-léninisme est de libérer le monde entier du capitalisme et de le rendre heureux. On m'a tout simplement appris que ce système planifiait son expansion au monde entier. Si vous n'employez pas ici votre liberté, nos chances de la reconquérir seront bien plus faibles. Il est de notre plus grand intérêt qu'ici vous soyez capables de maintenir le système dans lequel vous vivez. Et parfois, ce que nous ressentons, c'est que des forces chez vous —, — pas uniquement en Belgique, mais en général — tentent d'établir des formes d'organisation semblables à celles de la Pologne. Cela nous inquiète. Si vous êtes assez forts pour résister à cette maladie, nos chances d'en être soignés seront bien plus grandes ; voilà donc un genre de soutien indirect que vous pouvez nous apporter.

Mais il y a aussi des formes de soutien direct. A ce propos, je tiens à dire que nous apprécions particulièrement le grand soutien apporté spécialement par les syndicats de par le monde, affiliés à la Confédération Internationale des Syndicats Libres (C.I.S.L.) et à la Confédération Mondiale du Travail (C.M.T.) ; organisations internationales de syndicats démocratiques qui ont leur siège central à Bruxelles ; ce qui est, soit dit en passant, la raison pour laquelle nous avons

notre bureau ici et pas à Londres ou à Paris, parce que notre bureau est soutenu par ces deux Internationales, bien que « Solidarnosc » soit totalement indépendant d'elles et ne leur soit pas affilié. Et beaucoup d'autres syndicats nationaux nous soutiennent aussi. Quand on fait le compte, il y a plus de 100 millions de gens qui sont organisés en syndicats et qui nous soutiennent avec une ligne plus ou moins définie. Ce n'est pas une action spontanée, mais planifiée, organisée sous la forme de résolutions adoptées par l'Organisation Internationale du Travail notamment. Soutien politique et moral bien sûr, mais aussi matériel. « Solidarnosc » a besoin de soutien matériel en Pologne. Nous ne cachons pas que nos besoins sont estimés à environ 1 million de dollars U.S. par an ; ce qui revient à près d'un dollar par année et par membre ordinaire. En effet, après l'imposition de l'état de guerre, presque tous nos biens ont été confisqués ou détruits ; nous perdons très souvent notre équipement parce que nos imprimeries sont découvertes, etc. Les coûts d'une organisation clandestine sont bien supérieure à ceux d'une organisation ayant pignon sur rue.

Qu'est-ce qu'un millions de dollars ? C'est un tiers ou la moitié du prix d'un char moderne. Donc ce n'est presque rien en comparaison de nos objectifs : le coût de notre combat en Pologne est infiniment moins élevé que celui de n'importe quel combat violent au monde. En fait, c'est beaucoup du point de vue des syndicats, mais très peu en comparaison du budget des Etats, du coût des armées...

Juste après l'imposition de l'état de guerre, presque tous les syndicats français, à l'exception de la CGT (proche du Parti communiste), ont entrepris une campagne pour rassembler des fonds ; et je me souviens que 14,5 kg de chèques furent récoltés ! Nous avons compté les chèques pendant deux semaines. Cela faisait plus de 8 mil-

lions de francs, soit à cette époque, plus d'un million de dollars. Bien sûr, il y a deux ans de cela, et nous avons pu envoyer différents biens et du soutien concret avec cet argent. Le fonds reste approvisionné ; d'autres dons nous parviennent, bien qu'ils ne soient plus de cette ampleur ; mais ils sont très importants, car on peut obtenir beaucoup de choses en Pologne avec des dollars.

Il y a aussi le soutien politique. Toutes les actions sur la scène internationale ; notamment la commission des droits de l'homme.

Le problème du soutien à « Solidarnosc » est soulevé par les syndicats. Par exemple, si nous souhaitons que le gouvernement de Grande-Bretagne fasse quelque chose, nous contactons le TUC (Trade Union Congress) et lui demandons que le délégué de leur gouvernement à Genève fasse quelque chose ; et le TUC nous dit : « Nous avons un gouvernement conservateur, etc., mais OK »... Aux USA, il y a aussi de grandes controverses entre l'administration Reagan et le syndicat AFL/CIO, mais pour la Pologne, ils ont une politique commune. En France, la situation est similaire et en Belgique également. Ces interventions sont donc amorcées par les syndicats ; nous ne contactons pas les gouvernements ou les partis politiques, parce que nous n'avons aucun droit pour le faire. Nous contactons nos organisations sœurs et nous attendons de ces organisations qu'elles contactent leurs gouvernements et partis politiques, leurs parlementaires et les mass media, et diffusent des informations sur notre action et des appels en notre faveur. Nous apprécions donc beaucoup ce que nous recevons et, comme pour l'aide matérielle, nous comparons cette situation à celle qui existait, juste après la Seconde Guerre mondiale : « l'enfer et le paradis » en même temps.

A cette époque, les Polonais vivant ici étaient tous des immigrés. Certains sont aujourd'hui actifs dans les syndicats belges et internationaux,

mais pas dans « Solidarnosc ». Ils nous disent que nous, « Solidarnosc », avons fait quelque chose de très important, parce que nous avons un peu changé l'attitude de l'Ouest. Après 1945, me dit-on, quand nous essayions d'expliquer que la Pologne avait été capturée et envahie par l'armée rouge, on nous collait l'étiquette de nazis ou de pro-hitlériens, parce que l'Union Soviétique était un allié à l'époque. Exiger que quelqu'un soulève la question de la violation des droits de l'homme en Pologne était tout à fait impossible. Maintenant, il semble que tout le monde ici soit au moins bienveillant envers notre action.

ANV - Vous avez parlé du contexte géo-politique et vous avez dit deux choses : l'une est que les gens qui ont accès aux causes externes de la situation politique polonaise — accès à Moscou et au Pacte de Varsovie — devraient faire quelque chose.

MILEWSKI : Je ne pense pas seulement aux gouvernements, mais aux syndicats et à toutes les associations qui ont leur contre-partie à Moscou : organisations culturelles, scientifiques, etc.

ANV : La seconde chose que vous dites est que les pays occidentaux devraient être plus forts pour ne pas être atteints par la maladie de votre contexte géo-politique. Je peux imaginer deux façons de travailler dans cette direction au niveau politique. La première consisterait à renforcer l'OTAN, de sorte que nous puissions d'une certaine façon dicter nos conceptions et notre façon de vivre et faire en sorte que Moscou et le Pacte de Varsovie aient encore plus peur des pays capitalistes et démocratiques occidentaux.

Une façon de voir serait, au lieu de renforcer l'OTAN et l'alliance occidentale, de chercher à améliorer la détente et essayer surtout de rendre les pays européens, tant à l'Ouest qu'à l'Est, plus

libres envers le membre dominant de leur alliance. Dans les pays d'Europe de l'Ouest, nous percevons une domination sensible des Etats-Unis à l'intérieur de l'alliance atlantique et de nombreuses forces souhaitent une plus grande autonomie européenne. Des prises de position indépendantes comme celle de la Roumanie par exemple, au sein du pacte de Varsovie — tout au moins sur des questions de politique extérieure — ne constitueraient-elles pas une autre façon de réduire le poids de Moscou sur les pays de l'Est, tout en diminuant le poids des USA sur nos propres pays ? Cette seconde voie ne permettrait-elle pas d'augmenter le poids des pays « non-alignés » de l'Est et de l'Ouest ?

Développer la solidarité contre la maladie totalitaire

MILEWSKI : Je crois plutôt à une troisième voie. Laissez-moi commencer par dire que nous ne sommes absolument pas intéressés par le renforcement des tensions Est/Ouest. Mais par ailleurs, n'importe quelle comparaison entre l'OTAN et le Pacte de Varsovie est fausse, car l'OTAN est une alliance et le Pacte de Varsovie est une organisation. Dès lors, comparer le rôle des USA au sein de l'Alliance Atlantique et celui de l'URSS dans le Pacte de Varsovie est impossible. On devrait plutôt comparer le bloc soviétique avec l'Empire britannique d'il y a cent ans. Il y a des colonies, des dominions ; vous pouvez comparer la Roumanie à l'Afrique du Sud, elle est entièrement dirigée par Ceausescu mais il n'y a pas de démocratie, pas de liberté pour le peuple. Ceausescu est en train de diriger le pays avec sa propre famille, un peu comme le font les Blancs en Afrique du Sud. Mais espérer qu'une limitation de l'influence des USA sur l'OTAN causera une limitation de l'influence de l'URSS

sur le Pacte de Varsovie est pure stupidité. L'OTAN est un système de défense à adhésion volontaire. Par exemple, la France s'est retirée de l'OTAN sous de Gaulle et personne n'a envahi la France. Il n'y a pas eu de troupes américaines débarquant en Normandie. Mais regardez ce qui s'est passé en Hongrie en 56, en Tchécoslovaquie en 68. Il n'y a pas ici de doctrine Reagan comparable à la doctrine Brejnev, suivant laquelle la Pologne, la Tchécoslovaquie et les autres sont obligés non seulement d'être membres du Pacte de Varsovie, mais aussi d'avoir le système socialiste et quand l'un de ces pays essaiera de changer le système et d'introduire la démocratie, d'autres l'envahiront militairement comme en Tchécoslovaquie. En Belgique, je suis tout à fait sûr que si les communistes obtiennent la majorité et qu'un gouvernement communiste soit formé, le pays ne sera pas envahi par les Américains. La situation est absolument différente.

Il y a aussi le fait que l'OTAN est une alliance volontaire et défensive, alors que le Pacte de Varsovie n'est pas défensif. Voyez l'Afghanistan.

Je devrais répéter qu'on m'a appris quand j'étais petit que le marxisme-léninisme est une idéologie qui devrait s'étendre au monde entier pour libérer tout le monde du capitalisme et que l'Union Soviétique était le premier de ces pays où cette idéologie a gagné ; nos pays ont suivi et cela devrait s'étendre. Voilà un bloc offensif, mais je ne pense pas et je ne dis pas que la seule façon d'appliquer cette offensive est la voie militaire. Non, il s'agit aussi d'une offensive idéologique, culturelle et économique. Le militarisme n'est probablement pas leur premier moyen d'action. Dès lors, essayer de stopper cette offensive en employant seulement des moyens militaires ne pourrait être couronné de succès. Ce n'est donc pas seulement par des chars, des Pershings, etc. que l'on pourra les contrer mais par beaucoup d'autres moyens. Et vous devez simplement être capa-

bles de stopper cette offensive si vous ne voulez pas être battus. Mais en employant seulement la structure militaire de l'OTAN, vous ne pouvez pas gagner.

Le développement de la CEE, les passeports communs en Europe, etc., rapprochent et unifient les gens ; cela va dans la bonne direction. Il faut en réalité développer la solidarité. Pourquoi notre organisation a-t-elle été efficace ? Parce que c'était une organisation rassemblant un très grand nombre de gens parlant d'une seule voix. C'est une des choses que le système hégémonique aime le moins. Pour celui-ci, les gens devraient être séparés ; chacun devrait être seul dans la foule et ne devrait être rattaché aux autres que dans le cercle familial, mais pas à l'extérieur de celui-ci. Quand les gens sont unis, ils sont très-forts. C'est cette unité qu'il faudrait mieux comprendre et réaliser. Vous pouvez aussi nous aider beaucoup en développant cette solidarité partout dans le monde ; partout où la justice est absente ; lorsque des généraux ou colonels locaux dirigent les pays ; quand il y a la famine... Dans toutes ces situations, l'infiltration de la maladie totalitaire est très forte. Il faudrait donc aussi mieux comprendre le Tiers-Monde. Il n'est pas suffisant, par exemple, d'envahir la Grenade après qu'un « bandit » a pris le pouvoir ; le « bandit » devrait être arrêté auparavant. La situation sociale devrait être différente, de sorte qu'un pareil coup d'Etat serait impossible, tout comme en Hollande où personne n'a peur d'un coup d'Etat car on ne peut imaginer un général renversant la démocratie, parce que la société contrôle la situation. Dans les pays où la société ne contrôle pas la situation, parce qu'ils sont pauvres, affamés, etc., la situation est dangereuse.

ANV : Mais ne sous-estimez-vous pas la domination des USA sur les pays européens ? Sans doute est-elle tout à fait différente du style auto-

ritaire de la domination de Moscou sur les pays de l'Est, mais, quand même, l'OTAN n'est pas seulement une alliance politique, c'est aussi une organisation militaire. Il y a d'une part, alliance politique, les ministres et les représentants permanents se rencontrant régulièrement, mais il y a aussi une organisation militaire avec ses quartiers généraux et nous savons que des pressions militaires se traduisent en directives politiques destinées à nos propres gouvernements.

Il est arrivé dans le passé, notamment à propos des missiles européens, que l'organisation ait envisagé de ne pas tenir compte des éventuels refus des Etats membres. Le danger pour la démocratie dans les pays d'Europe de l'Ouest venant de l'organisation politico-militaire de l'OTAN est donc réel.

MILEWSKI : Je n'ai rien contre la volonté d'améliorer la démocratie. Elle n'est pas la définition d'un système, elle est la définition de méthodes d'organisation de la vie de la société. Et il peut y avoir beaucoup de démarches pratiques pour arriver à la démocratie. Une fois que vous avez la démocratie, vous pouvez l'améliorer. Une fois que vous avez la liberté, elle peut être développée. Peut-être ressentez-vous une domination, mais vous pouvez discuter, organiser des réunions et trouver des documents, qui montrent que vous êtes dominés. Nous n'avons pas de telles possibilités.

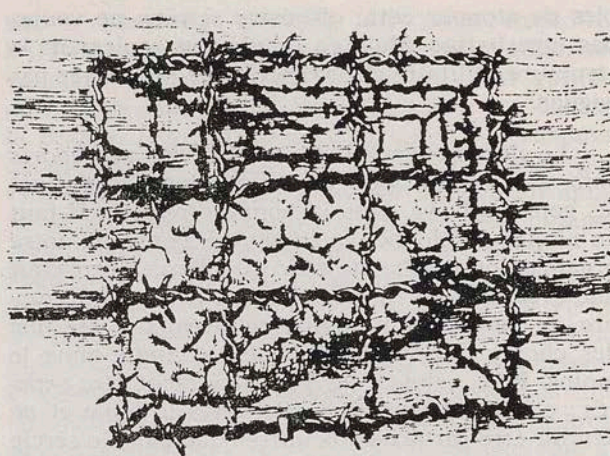
ANV - Bien sûr, les situations ne sont pas identiques ! Mais lorsque certains de nos amis rentrent de Tchécoslovaquie ou de Hongrie et nous rapportent des réactions populaires comme celle-ci : « Mais vous êtes fous de ne pas désirer que les missiles soient installés en Europe, car la menace venant de Moscou est très importante ; vous devez les installer, etc. », alors, même si nous pouvons comprendre ces réactions de la

part de gens qui vivent sous un régime totalitaire, nous pensons que la voie vers la démocratie et la liberté dans le monde entier a besoin de plus de nuances, de prudence et de volonté politique de dialogue.

MILEWSKI : Elle a besoin de plus de nuances en effet, mais aussi de plus d'unité. Après tout il est possible d'être libre, mais pas pendant la guerre. Si quelqu'un vous menace, votre liberté est limitée. Si vous savez qu'un bandit veut vous tuer, votre liberté est très limitée, car vous avez même peur de marcher dans la rue. Dans une telle situation, vous devriez penser un peu moins à votre liberté et un peu plus à votre sécurité. La majorité des gens en Pologne pensent que si l'Union Soviétique en arrive à la conclusion qu'elle est suffisamment forte pour attaquer l'OTAN, elle le fera certainement.

Toutes les énergies et toutes les ressources de la société sont en effet canalisées pour construire et développer l'armée. Si tout est converti en force militaire, c'est pour que celle-ci soit employée. Et les dirigeants du Pacte de Varsovie n'hésiteront à vous attaquer que tant qu'ils auront des doutes sur leurs chances de succès. Le concept de désarmement unilatéral dont j'ai entendu parler en Grande-Bretagne l'année passée est un non-sens absolu de notre point de vue. D'abord le combat pour la démocratie, puis la victoire et enfin la sécurité. La liberté ne dure pas éternellement, elle doit être assurée. Les gens bénéficiant de la liberté doivent sacrifier une partie de leur énergie pour la préserver, sinon elle leur sera dérobée. La liberté est un joyau de très grande valeur et il vous faut un coffre-fort, un système de sécurité pour le garder.

ANV : *Mais pour assurer notre liberté, ne pouvons-nous concevoir l'Europe comme un seul peuple européen, de l'Est comme de l'Ouest ?*



W KRAJU DEMO- KRACJI LUDO- WEJ

L'université dans un pays de démocratie populaire

Devons-nous continuer à accepter la division de l'Europe en deux parties dont chacune est liée à Moscou ou Washington ; dont chacune en « améliorant » sa « sécurité » augmente simultanément la menace mutuelle ? Que pourrions-nous faire ensemble, Européens de l'Ouest et de l'Est ?

MILEWSKI : Quand on envisage ce que l'on peut faire, on réalise d'abord ce que sont nos options. Par définition, la société polonaise est totalement représentée par les officiels de l'Etat et du Parti. Il n'y a pas de sphère d'activité so-

ciale, politique, culturelle (l'activité religieuse étant une exception) qui puisse être représentée par d'autres que le gouvernement. Tant que cette situation existe, vous n'avez aucune possibilité de faire quelque chose avec la société polonaise, elle n'a aucun moyen de faire quoi que ce soit. On peut le faire avec des individus. Là-bas on peut parler avec des individus, mais n'importe quel genre d'action sociale est interdit en Pologne, et très durement réprimé.

Créer un groupe pour la défense des droits de l'Homme en Pologne ou créer un mouvement de paix est légalement interdit et peut être puni très sévèrement, jusqu'à la peine de mort. Dans cette situation, avec qui voulez-vous faire quelque chose ? Vous n'avez que les autorités, le régime, personne d'autre.

ANV : Mais les personnalités officielles elles-mêmes sont des personnes ; sont-elles totalement imperméables aux aspirations populaires ? Certains changent, quittent le pouvoir pour se joindre aux luttes populaires...

MILEWSKI : Un tout petit nombre seulement...

Nous estimons qu'il y a de 100 000 à 200 000 personnes dans la classe dirigeante polonaise : l'aristocratie rouge. Dès lors, si nous réfléchissons à notre stratégie, nous devons nous demander à qui proposer le dialogue. A Jaruzelski, une personne ? A douze personnes du Politburo ? Non. Avec qui allons-nous discuter, négocier et faire des compromis ? La classe dirigeante en Pologne, en comptant les familles, c'est plusieurs centaines de milliers de personnes.

Quand on parle de négociation ou de compromis, c'est à eux que l'on pense. Un groupe réel, physique, qui garde le pouvoir ; le gardant principalement grâce à l'armée et la police. Et

cela fait 60 000 autres personnes si l'on compte les officiers de l'armée, peut-être plus, et un nombre similaire pour la police. En Pologne, il y a 100 000 personnes en uniforme, des officiers bien sûr, pas des soldats effectuant leur service. Et tout cela en plus des directeurs, des gestionnaires, etc. C'est d'une vraie classe dirigeante qu'il s'agit. Partout où existe une classe dirigeante ou une aristocratie, elle veut garder le pouvoir.

ANV : En Belgique et en France aussi...

MILEWSKI : Oui, en Belgique et en France et en Amérique du Sud, etc. Il y a beaucoup d'exemples...

C'est donc avec ce groupe que nous devrions atteindre un compromis ; sans oublier qu'eux aussi devraient arriver à la conclusion qu'il est dans leur intérêt de faire quelque chose de positif pour la Pologne...

Dans leur intérêt, il est nécessaire de dépasser cette catastrophe, de vaincre la crise économique ; il est nécessaire d'encourager les gens à vivre et ils ont besoin de ne pas être haïs par la société, car cette haine signifiera leur destruction tôt ou tard. Ce qui arrivera à la société, si les tanks soviétiques surgissent, est un autre problème. Ils devraient comprendre ça et peut être que dans un avenir assez proche, cette classe trouvera ses leaders, ses leaders réels. Peut-être sera-ce Jaruzelski, peut-être quelqu'un d'autre, ou un groupe de personnes qui seront capables, intéressées à résoudre le problème, prêtes à abandonner une part de leurs privilèges, à abandonner leur aspiration à dicter aux gens non seulement ce qu'ils devraient faire, mais aussi ce qu'ils devraient penser.

Cette perspective s'oppose bien entendu aux principes fondamentaux du marxisme-léninisme, mais nous espérons que cette classe dirigeante

en arrivera à la conclusion que cette religion — le marxisme-léninisme — devrait être abandonnée parce que c'est une religion morte maintenant. En Pologne, on trouve très peu de gens croyant à cette religion dans le parti communiste...

Les tensions entre l'Est et l'Ouest, pour conclure, donnent aux Soviétiques un argument pour justifier la nécessité du « calme » en Pologne et en Tchécoslovaquie, pour expliquer que ce n'est pas le moment ; et qu'il n'y a pas place pour « Solidarnosc » ou pour Dubcék, ou quelque chose de ce genre. On doit être prêt face à une attaque de l'OTAN car il y a les tensions, l'impérialisme, la revanche allemande, etc. Mais d'autre part, une coopération totale des pays démocratiques avec les pays totalitaires est impossible. Et compter que par des tentatives de coopération honnêtes, vous allez influencer le régime et qu'il commencera à avoir un visage humain, c'est une erreur ; une erreur non seulement logique mais une erreur historique prouvée

par 40 ans d'expérience en Pologne et 60 ans en Union Soviétique. Un communisme à visage humain n'existe pas, car le communisme est un système inhumain.

Quand le communisme aura un visage humain, ce ne sera plus du communisme ni du marxisme-léninisme. C'est une question de mots mais nous devrions savoir de quoi nous parlons.

Les méthodes de gouvernement en Pologne et dans d'autres pays de l'Est doivent être changées pour que ce système ait un visage humain. Sans des changements majeurs du système, de nature idéologique, c'est impossible. Sans cela, on ne pourrait connaître que des changements extérieurs, du maquillage... Ce que nous revendiquons, c'est une réforme structurelle.

Propos recueillis par Robert Dedouai et
Robert Polet, à Bruxelles, le 1^{er} août 1984.

Traduction de l'anglais : Pierre Beudelot
et Didier Xhrouet.

L'espoir s'effrite

par Krzysztof Pomian

Krzysztof Pomian, historien et philosophe polonais résidant en France depuis 1973, est maître de recherche au CNRS. Membre actif de l'opposition polonaise depuis 1956, il a

été notamment porte-parole à l'étranger de l'« université volante ». Il est conseiller du Bureau à l'étranger du syndicat Solidarnosc. L'auteur a publié en particulier Pologne :

défi à l'impossible ? De la révolte de Poznan à Solidarnosc, Paris, Editions Ouvrières, 1982 et L'Ordre du temps, Paris, Gallimard, 1984.

Du point de vue moral, la supériorité de la non-violence sur la violence est incontestable. Mais, du point de vue politique, la non-violence ne saurait être justifiée, si l'on ne réussit pas à montrer que, dans les circonstances données, l'action non-violente permet d'atteindre les buts que l'on se fixe et non seulement de multiplier le nombre de martyrs. C'est dans cette perspective que le cas de la Pologne s'avère particulièrement intéressant.

En effet, voilà quatre ans que la population polonaise exerce une pression non-violente sur le pouvoir communiste. Au départ, cette pression a imposé au pouvoir l'introduction dans le système institutionnel polonais de plu-

sieurs transformations essentielles, notamment la reconnaissance du pluralisme syndical, la limitation de la censure et l'élargissement de l'espace des libertés en général, une réforme de l'économie (1). Mais, après seize mois de cette révolution pacifique — certainement le plus grand mouvement non-violent luttant pour les droits civiques en Europe, depuis le chartisme britannique du siècle passé, — après ces seize mois donc, le pouvoir n'a pas hésité

(1) Pour toutes les données historiques concernant la période 1956-1981, cf. notre livre *Pologne : défi à l'impossible ? De la révolte de Poznan à Solidarité*, Paris, Editions Ouvrières, 1982.

à faire appel à la violence (2) pour « renverser le cours des événements », conformément à la promesse donnée aux dirigeants de l'URSS. On est donc en droit de se demander si une action non-violente peut être efficace dans un pays communiste, appartenant au bloc soviétique, plus généralement, dans un régime totalitaire où le pouvoir ne craint pas de recourir à la violence contre les mouvements non-violents. La question se laisse énoncer autrement encore : quelles sont les conditions auxquelles doit satisfaire un adversaire pour être contraint de céder, de façon durable, à une action non-violente ?

Les formes de la résistance non-violente après le 13 décembre 1981

Le 13 décembre 1981, le général Jaruzelski, Premier Secrétaire du POUP (parti communiste polonais), Premier Ministre et Ministre de la Défense Nationale — il a abandonné depuis ce dernier poste — a instauré en Pologne un état de siège remplacé plus tard par des formes moins voyantes d'un état d'exception (même eu égard à la « normalité » communiste). Le train de mesures inauguré par le décret sur l'état de siège a suscité quasi immé-

diatement une résistance qui dure depuis. Les principales manifestations en sont les suivantes :

— présence dans plusieurs entreprises des organisations clandestines du syndicat Solidarnosc, qui procèdent à la collecte des cotisations, prennent en charge l'aide aux victimes de la répression et à leurs familles, organisent de courtes grèves, exercent des pressions sur les agents de maîtrise, diffusent les publications syndicales ;

— poursuite des activités de la Commission Nationale Provisoire de Solidarnosc, qui détermine la politique générale du syndicat en rendant publics ses appels et mots d'ordre, en prenant position sur les problèmes importants dans la vie du pays ;

— poursuite des activités du président de Solidarnosc, Lech Walesa, et de certains de ses conseillers, qui, contrairement aux membres de la Commission Nationale Provisoire, ne sont pas dans la clandestinité mais qui, de ce fait, sont toujours menacés d'emprisonnement, de même que toutes les personnes engagées dans des activités syndicales mises hors la loi ;

— existence d'un assez grand nombre de groupes et groupuscules, qui s'occupent de la publication des journaux clandestins — ils sont plusieurs centaines — ou des livres, organisent des cours pour les ouvriers ou les paysans, réfléchissent en commun sur les problèmes politiques, économiques, sociaux et culturels ;

— organisation des rassemblements dans des lieux publics (rues, cimetières, sorties des églises) à l'occasion des fêtes nationales ou des anniversaires célébrés par Solidarnosc ;

(2) Pour les violences consécutives au coup d'Etat du 13 décembre 1981, cf. Comité Helsinki en Pologne, *Les droits de l'homme et du citoyen en République Populaire de Pologne pendant l'état de guerre*, Bruxelles, Bureau de Coordination à l'Etranger du NSZK « Solidarnosc », 1983 et Bureau International du Travail, Conseil d'Administration, *Rapport de la Commission instituée en vertu de l'article 26 de la Constitution de l'Organisation Internationale du Travail pour examiner la plainte au sujet de l'observation par la Pologne de la convention (n° 87) sur la liberté syndicale et la protection du droit syndical* [...], GB. 227/3/6, Genève, 1984.

— refus de la part des intellectuels de collaborer avec le pouvoir, et notamment de participer aux émissions de la radio et de la télévision, d'écrire dans la presse officielle, d'exposer dans certaines galeries, s'agissant des peintres, d'accepter des prix et des récompenses honorifiques, etc. ;

— boycott des élections municipales, suite à un appel de la Commission Nationale Provisoire de Solidarnosc, par une fraction importante de la population : plus de 20 % de l'électorat, soit plus de 6 millions de personnes, selon les chiffres officiels dont on sait avec certitude qu'ils sous-évaluent fortement les dimensions du phénomène.

Un facteur important, voire essentiel, parmi ceux qui ont permis à la résistance sous ses diverses formes de durer depuis bientôt trois ans — fait sans précédent dans les pays du bloc soviétique — c'est la place qu'occupe en Pologne l'Eglise, que le pouvoir est obligé de ménager pour éviter d'avoir affaire à une hostilité ouverte de la part de la quasi-totalité de la population. Or l'Eglise — ou plutôt certaines institutions ecclésiastiques — non seulement accordent une aide aux victimes de la répression et à leurs familles mais aussi permettent aux intellectuels de s'exprimer. Ainsi les écrivains et les journalistes profitent de l'hospitalité de la presse catholique, les universitaires font des conférences dans les églises, les acteurs montent les spectacles dans les salles paroissiales et les artistes y exposent leurs œuvres. Un espace que les activités culturelles peuvent occuper de façon légale, ce qui ouvre aussi des possibilités à certaines activités politiques, existe ainsi entre le monde officiel et la clandestinité.

De juillet 1980 à décembre 1981, la stratégie de la non-violence semblait en Pologne incontestablement — et spectaculairement — efficace. Qu'en est-il de toutes les activités non-violentes poursuivies dans de nouvelles conditions politiques et policières créées depuis le 13 décembre 1981 ?

Avant de répondre, il est bon de replacer les dernières années dans une plus longue durée, ce qui fait apparaître leur caractère exceptionnel et énigmatique.

La tradition polonaise de la violence

En effet, de 1795, date de la disparition de l'Etat polonais, à 1918 où il fait sa rentrée, la violence domine l'histoire polonaise : trois insurrections (1794, 1830-31, 1863-64), participation aux guerres de Napoléon, révolte paysanne sanglante de 1846, révolution de 1848, guerre de Crimée, terrorisme pratiqué par la fraction révolutionnaire du Parti socialiste polonais en 1905-1908, les légions organisées par Pilsudski pendant la Première Guerre Mondiale. Et ce n'est pas tout, car viennent ensuite trois insurrections silésiennes en 1918-1919 et la guerre contre les bolchéviks en 1920-21. En mai 1926, le coup d'Etat organisé par Pilsudski s'est soldé par environ 300 tués et un millier de blessés.

Pendant l'occupation allemande, de 1939 à 1945, la résistance est un phénomène massif : résistance civile mais aussi — et à une grande échelle — résistance armée, la première fournissant un appui logistique à la seconde. Le point culminant est atteint pendant l'Insurrection de Varsovie (août-octobre 1944). Or, malgré les pertes et les destructions de la guerre, une lutte armée va se poursuivre de 1944 à 1947 entre les forces armées du parti communiste et la résistance.

La violence caractérise enfin les affrontements entre les ouvriers et les forces de l'ordre à Poznan, en juin 1956 (75 tués, environ 900 blessés et 567 inculpés, selon les historiens), et à Gdansk, Gdynia, Szczecin et Elblag, en décembre 1970 (46 tués, 1 165 blessés, d'après le communiqué officiel qui n'a pas donné le nombre d'inculpés); et on passe ici sous silence plusieurs épisodes de moindre envergure.

Compte tenu de ces antécédents historiques et du poids de la tradition nobiliaire avec son culte du panache et le rôle qu'elle attribue à l'honneur, compte tenu aussi de la haine qui s'est accumulée pendant plus de trente ans, il est vraiment extraordinaire qu'un mouvement de masse, auquel ont pris part des millions d'individus, ait su pendant seize mois repousser la tentation de la violence, et ce malgré les provocations : manœuvres militaires des forces du Pacte de Varsovie, agressions policières, refus du dialogue de la part des autorités, utilisation des media afin de semer le trouble. Cette fidélité à l'action non-violente, qu'est-ce qui l'a rendue possible ? La question ne peut laisser indifférent aucun historien du temps présent en Pologne. Mais elle a aussi une portée politique. Car la réponse qu'on lui donne détermine, ne serait-ce qu'en partie, le jugement porté sur l'avenir de la résistance non-violente en Pologne.

Les conditions de possibilité de la non-violence en 1980-1981

Pour expliquer les seize mois de non-violence en Pologne, on invoque le plus souvent trois facteurs :

Le catholicisme. Son rôle est certainement très grand mais il ne suffit pas à rendre intelligible le comportement des Polonais entre juil-

let 1980 et décembre 1981 ; ils étaient tout aussi catholiques avant, quand il leur arrivait de céder à la violence. Certes l'autorité du clergé est aujourd'hui plus grande que jamais depuis le dernier quart du XIX^e siècle. Mais on a plusieurs preuves que, s'agissant d'affaires profanes, les Polonais ne suivent nullement comme un seul homme les exhortations de leurs pasteurs. Reste donc un seul facteur critique, c'est-à-dire tel qu'il a exercé une influence bien attestée sur les comportements politiques des Polonais dans le sens d'un auto-contrôle et de non-violence. Ce facteur, c'est l'élection du Pape Jean-Paul II et son voyage en Pologne en juin 1979.

Le désir d'éviter une effusion de sang comparable à l'Insurrection de Varsovie de 1944, qui aurait inmanquablement provoqué une intervention directe de l'armée soviétique en Pologne. Ce facteur a joué un certain rôle. On peut en voir la preuve dans la différence des comportements entre ceux qui ont gardé le souvenir des années de l'immédiat après-guerre et ceux qui ont grandi après 1956, voire après 1970. Les seconds, portés à sous-estimer le danger d'une intervention soviétique, étaient plus nombreux à appuyer des positions plus radicales. Mais, même parmi eux, les partisans de la violence semblent avoir été rares.

Les deux explications qu'on vient d'évoquer et qui, à condition d'être précisées, sont recevables, doivent être soigneusement distinguées de celle que suggère la notion de **révolution auto-limitée**. Cette notion suppose, en effet, que dès août 1980 il y avait dans le mouvement des ouvriers polonais une vision claire des buts à atteindre et des moyens à mettre en œuvre, qui a été par la suite abandonnée au profit d'objectifs plus modestes ; elle sous-

GŁOSUJESZ !?



SIEBIE

OSZUKUJESZ

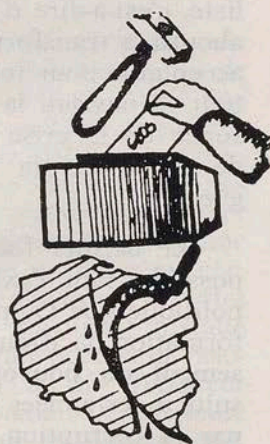
En votant tu te trompes
toi-même.

GŁOSUJ!



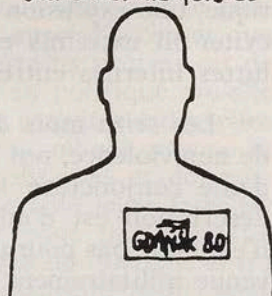
**RAZEM
Z NAM!!**

Vote avec nous!



RAZ WYBRAŁEM

J'ai choisi une fois et



NIE ZAPOMNIAŁEM

je n'ai pas oublié.

Tracts appelant au boycottage
des élections

Nous avons déjà fait notre choix.

Nous avons choisi la Pologne - Patrie des gens
libres, solidaires et insoumis.

Nous avons opté pour une société juste, auto-
gérée, bien gouvernée, qui soit soucieuse de
l'avenir des jeunes, qui ne soit ni volée ni
exploitée par les « siens » ou les autres. Nous
avons choisi la croix — symbole de notre foi.
Ils veulent nous forcer à choisir leur règne
éternel, la peur et le désespoir, la misère, le vol
et le mensonge.

Ils veulent que nous choisissons la matraque du
Zomo — symbole de leur foi et de leur pouvoir.

Nous avons choisi notre courage et notre force
— auxquels ils ont dû déjà céder plusieurs fois
— ils veulent que nous options pour la fai-
blesse, qui se transformera en leur force. Ne
nous laissons pas forcer — par peur, ou pour
recevoir les bribes qu'ils nous font miroiter ou
pour avoir la tranquillité — à donner un faux
témoignage.

Nous avons déjà fait notre choix.

Zbigniew Bujak
(« Tygodnik Mazowsze » n° 90)

entend notamment que, dès le début, il y avait dans les masses une volonté d'abolir par la violence le régime communiste et la domination soviétique sur la Pologne, deux choses inséparables, mais que les dirigeants (ou les « experts ») ont détourné le mouvement vers des activités non-violentes et réformistes, en limitant ainsi de l'intérieur la révolution, au nom du réalisme, de la géopolitique ou pour d'autres raisons. Quiconque a étudié les événements de Pologne sans parti-pris idéologique sait qu'il en était tout autrement : le mouvement cherchait son chemin, inventait de nouveaux objectifs en progressant et, pour une part en réponse à la résistance croissante du pouvoir, subissait une radicalisation. La notion de « révolution auto-limitée » induit donc en erreur, tout en n'expliquant rien ; le mieux, c'est de ne pas s'en servir.

Restent deux facteurs : l'élection et le voyage du Pape et le désir d'éviter une intervention directe de l'armée soviétique. Trois autres doivent être pris en compte :

L'existence depuis 1976 d'un **espace d'action politique**. Ce n'était, soulignons-le, qu'une existence de fait, le droit pénal polonais comportant suffisamment d'instruments pour réprimer toute activité indépendante du parti communiste. Elle était donc toujours menacée et ceux qui se décidaient à agir risquaient de perdre leur travail, de faire l'objet de chicane, voire de se retrouver en prison. L'opposition démocratique, bravant ces risques, s'exprimait néanmoins à visage découvert, en exigeant le respect du droit et en mobilisant l'opinion internationale.

Les actions conjointes de **l'opposition démocratique polonaise et de l'opinion internationale** étaient, dans certaines limites, efficaces. Ainsi, en 1977, tous les prisonniers poli-

tiques ont été libérés. D'où l'espoir que, à condition d'agir de manière ouverte et légaliste, c'est-à-dire d'abord non-violente, on peut aboutir à transformer le régime dans un sens acceptable pour toutes les parties en présence, tout en ouvrant la voie permettant à terme de sortir de la crise économique, la plus grave de celles que la Pologne a vécues après la guerre.

Le dernier facteur qui d'ailleurs a rendu possible, tant l'existence de l'espace d'action politique que l'apparition de l'espoir de transformation pacifique du régime, a été **l'affaiblissement du pouvoir**, privé de toute autorité suite à des années de mauvaise gestion et miné par la corruption. Affaiblissement qui tenait aussi à la crainte de provoquer, en utilisant la violence pour réprimer l'opposition démocratique, une explosion générale qu'on a réussi à éviter in extremis en décembre 1970, et aux luttes internes entre les différentes factions.

Les seize mois de Solidarnosc, seize mois de non-violence, ont donc pu avoir lieu du fait d'une conjoncture très particulière (dont la description est d'ailleurs incomplète car elle n'explique pas pourquoi l'URSS n'est pas intervenue militairement en Pologne dès l'automne 1980). Reste à savoir dans quelle mesure les facteurs qui ont agi alors agissent toujours, trois ans après le coup d'Etat du général Jaruzelski. Il est indubitable que le Pape et une partie du clergé polonais encouragent précisément une résistance non-violente et que les souvenirs d'il y a quarante ans restent vivaces chez une fraction non négligeable de la population. Mais des trois autres facteurs, qu'en est-il ?

La stratégie du pouvoir après le 13 décembre 1981

S'il est un domaine dans lequel le pouvoir a retrouvé une crédibilité, c'est bien celui de la répression. Il a prouvé qu'il ne craint pas de faire tirer sur la foule ni de faire emprisonner les opposants. Mais cette politique répressive n'a pas été menée à son terme et n'a pas pu l'être sous peine, pour le pouvoir, de passer aux yeux de l'opinion polonaise pour un régime d'occupation et d'être traité en conséquence. Pour montrer qu'une différence existe en effet entre son pouvoir et celui qu'aurait installé l'armée soviétique, si elle avait occupé la Pologne, le général Jaruzelski a dû s'efforcer d'obtenir une caution nationale. Or la seule institution susceptible de lui en donner une, c'est l'Eglise. Pour maintenir de bonnes relations avec celle-ci, le pouvoir a été obligé non seulement de faire des concessions sur le plan strictement religieux mais aussi d'accepter que l'Eglise, par la voix de certains prêtres ou de certains évêques, critique sa politique, qu'elle accorde sa protection aux activités culturelles et éducatives indépendantes, qu'elle prenne la défense des prisonniers politiques et des personnes persécutées, qu'elle aide leurs familles et qu'elle plaide, d'abord pour une amnistie générale, et maintenant pour un dialogue entre le pouvoir et l'opposition. Autrement dit, pour maintenir de bonnes relations avec l'Eglise, le pouvoir a été et reste obligé de tolérer cet espace entre le monde officiel et la clandestinité, dont il a été question plus haut, et, ce faisant, de se priver des moyens qui lui auraient permis, dans de brefs délais, d'établir en Pologne une normalité de type soviétique.

L'existence de cet espace et la survie d'un certain espoir que la répression n'a pas réussi à tuer, expliquent, conjointement avec deux

autres facteurs (le rôle du Pape et les souvenirs de 1944) qu'une résistance non-violente, dans ses diverses formes décrites au début de cet article, a pu se maintenir depuis bientôt trois ans. Mais les changements qui se produisent vont tous dans un sens défavorable à une telle résistance. D'une part, en effet, le pouvoir a mis en place toute une nouvelle législation afin de colmater les brèches qui existaient avant 1981 dans le dispositif juridique et de rendre ainsi impossible toute action politique qui soit, en même temps, oppositionnelle et non interdite par la loi ; autant dire qu'il a tout fait pour pousser l'opposition à la clandestinité. En deuxième lieu, il a mis tout en œuvre pour détruire l'idée même d'un changement des institutions obtenu par une pression non-violente, en rejetant toutes les offres de l'opposition. Ce refus de tout dialogue avec Solidarnosc et avec les milieux intellectuels proches du syndicat s'est manifesté de façon flagrante après l'amnistie du 22 juillet. Quiconque espérait qu'elle serait suivie d'une ouverture politique a dû se rendre à l'évidence : c'était non pas le premier mais le dernier mot du pouvoir. Après l'amnistie sont venues, en effet, plusieurs déclarations très dures ainsi que des opérations policières visant à dissuader de toute activité oppositionnelle. En particulier, le pouvoir a refusé toute discussion du problème syndical avec les dirigeants de Solidarnosc — il n'a même pas fait bénéficier de l'amnistie Bogdan Lis, membre du présidium de Solidarnosc et de la Commission Nationale clandestine — de même qu'il refuse de faire la moindre concession aux écrivains et aux artistes, dont les organisations ont été dissoutes.

Dans ces conditions, et compte tenu de la situation économique qui ne s'améliore pas, il n'est pas étonnant que l'espoir s'effrite et que les gens cessent de voir des objectifs précis

qu'une résistance non-violente serait à même d'atteindre dans des délais raisonnables. D'où le risque d'une explosion aveugle, provoquée par une nouvelle hausse des prix ou on ne sait quelle autre mesure, et qui aurait fourni un prétexte au renforcement de la répression. La probabilité d'une telle explosion semble croître avec l'éloignement d'une perspective de trouver une solution négociée aux problèmes de la Pologne, et en premier lieu au problème syndical qui est au cœur même de la crise politique. Tout se passe donc comme si la résistance non-violente avait atteint une limite structurelle : elle réussit certes à se maintenir mais non à être efficace ; or son inefficacité entraîne une diminution de l'espoir investi dans les actions pacifiques et pousse soit à choisir la passivité soit à céder aux tentations de la violence.

Dans tous les cas connus de l'histoire, l'action non-violente n'a pu remporter une victoire contre un régime dictatorial que lorsque celui-ci était déjà considérablement affaibli. L'exemple le plus récent, c'est celui de l'Argentine où la défaite des Malouines a permis à l'opinion d'imposer aux généraux une évolution vers la démocratie. Semblablement, la défaite russe dans la guerre contre le Japon en 1905-1908 a contraint le tsarisme, une forte pression intérieure aidant, à amorcer un processus de démocratisation. De même, une défaite militaire est à l'origine du rétablissement

de la démocratie au Portugal et en Grèce. Bref, les dictatures, en général militaires, perdent à l'intérieur parce qu'elle subissent une défaite à l'extérieur. Elles tentent de remporter une victoire externe pour faire face à leur résistance interne. La seule exception à cette règle, c'est l'Espagne où l'action du roi et des élites mises en place par le franquisme a permis une transition pacifique de la dictature à la démocratie.

Entre juillet 1980 et décembre 1980, il était permis d'espérer que la Pologne emprunte, **mutatis mutandis**, une voie espagnole. Aujourd'hui, de tels espoirs semblent vains. D'autre part, une défaite militaire extérieure est exclue, elle aussi, pour des raisons évidentes. La situation polonaise apparaît donc comme durablement bloquée, à moins que la crise économique s'aggrave au point de jouer le rôle d'une défaite militaire — ce qu'elle a déjà été avant 1980, et d'affaiblir le pouvoir qui serait alors obligé de chercher un compromis avec l'opposition. Ceci dans la double hypothèse qu'il n'aurait pas tenté d'utiliser la crise économique pour renforcer la répression (de tels précédents existent dans les pays communistes) et que l'URSS se serait résignée à donner son aval à une évolution de la Pologne vers un système institutionnel pluraliste. Deux éventualités qu'on ne saurait certes pas exclure mais qui, aujourd'hui, paraissent très peu probables.

LECH WALESA

Prix Nobel de la Paix

ALLOCUTION LUE PAR BOHDAN CYWINSKI
A OSLO, LE 11 DECEMBRE 1983

Mesdames, Messieurs, je m'adresse à vous, comme lauréat du Prix Nobel de la Paix 1983, comme ouvrier polonais des Chantiers Navals de Gdansk, comme l'un des organisateurs du Mouvement Syndical Indépendant en Pologne.

Il me serait facile de dire que je ne suis pas digne de cette récompense exceptionnelle. Mais lorsque je me rappelle le moment où la nouvelle du Prix s'est répandue dans mon pays, ce moment d'émotion et de joie générale des gens qui sentaient qu'ils avaient une part morale et spirituelle dans ce Prix, je dois dire que je considère ce Prix comme un témoignage de reconnaissance du fait que le mouvement auquel j'ai consacré toutes mes forces a bien servi la communauté humaine. Je reçois ce Prix avec tout le respect dû à son rang, et en même temps avec le sentiment qu'il ne me récompense pas seulement moi personnellement, mais récompense « Solidarnosc », les gens et

la cause pour lesquels nous avons lutté et nous luttons dans un esprit de paix et de justice. Aussi mon désir le plus cher est que l'attribution de ce Prix puisse servir la paix et la justice dans ma Patrie et dans le monde entier.

Les premiers mots que je voudrais Vous adresser à Vous, et, par Votre intermédiaire, à tous les hommes, sont des mots qui me viennent de l'enfance : « Paix à tous les gens de bonne volonté, du nord et du sud, de l'est et de l'ouest ». J'appartiens à un peuple qui a souvent eu le vent de l'histoire dans les yeux au cours des derniers siècles. Le silence ou la compassion accompagnaient la cause polonaise lorsque, sous la pression des armées étrangères, les bornes frontières tombaient et que la violence nous privait de notre état indépendant. Notre histoire nationale nous a donné plus d'une fois un sentiment d'amertume et

d'impuissance. Mais elle a été avant tout et demeure une grande leçon d'espoir. En vous remerciant pour l'attribution de ce Prix, je veux d'abord exprimer ma reconnaissance pour ce qu'elle sert à renforcer l'espoir polonais. L'espoir d'un peuple qui pendant tout le XIX^e siècle a refusé d'accepter la perte de son indépendance, et qui s'est battu pour elle, luttant en même temps pour la liberté des autres peuples. L'espoir, dont les élans et les défaites des quarante dernières années, qui se confondent avec ma propre vie, ont marqué les dates dramatiques de 1944, 1956, 1970, 1976 et 1980. Si je me permets ici et à cette occasion de me référer à ma propre vie, c'est précisément parce que j'ai le sentiment que ce Prix m'a été accordé à moi et à bien d'autres. J'ai grandi à un moment où il fallait reconstruire le pays qui n'était que ruines et décombres après des années de guerre au cours desquelles mon peuple n'avait jamais plié l'échine, dût-il payer le prix le plus élevé. J'appartiens à une génération d'ouvriers qui, venus de la campagne, ont eu la possibilité d'obtenir une formation et un travail dans l'industrie, acquérant la conscience de leurs droits et de leur importance. Ces années furent celles où s'éveillèrent les aspirations ouvrières et paysannes, mais ce furent aussi des années d'injustices, d'humiliations, d'illusions perdues. J'avais treize ans lorsque, en juin 1956, la lutte désespérée des ouvriers de Poznan pour le pain et la liberté fut noyée dans le sang. Treize ans, c'était aussi l'âge du garçon qui fut tué à Poznan. Il s'appelait Romek Strzalkowski. C'est « Solidarnosc » qui vingt ans plus tard a revendiqué son souvenir.

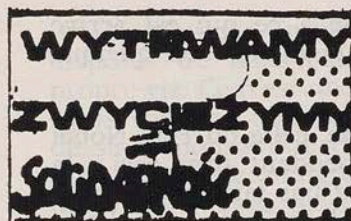
En décembre 1970, lorsque les protestations ouvrières ont déferlé sur les villes de la Baltique, j'étais déjà ouvrier aux Chantiers Navals de Gdansk, et je me suis trouvé dans le groupe des organisateurs de la grève. Le

souvenir de mes camarades qui sont morts alors, le souvenir amer de la violence et du désespoir, a été et demeure pour moi une leçon pour toute ma vie.

Quelques années plus tard, en juin 1976, la grève des ouvriers de Radom et d'Ursus a été une nouvelle expérience, qui a non seulement renforcé la conscience de la justesse des revendications et des aspirations ouvrières, mais qui a également montré la nécessité d'une solidarité. Cette conviction a abouti pendant l'été 78 aux Syndicats Libres, constitués par l'un des groupes de ceux qui, avec courage et abnégation, prirent la défense des droits des ouvriers à la dignité.

En juillet et en août 1980, une vague de grèves a déferlé sur la Pologne. Il s'agissait de quelque chose de plus important que le simple intérêt matériel. Ma route m'a conduit alors, en ces instants de lutte, à revenir aux Chantiers Navals. Le pays tout entier s'est alors joint à Gdansk et à Szczecin. Nous avons signé des accords à Gdansk, Szczecin et Jastrzebie. « Solidarnosc » était née. Les grandes grèves polonaises que je viens d'évoquer sont un événement d'un genre particulier. Leur caractère était défini à la fois par l'atmosphère de menace dans laquelle elles avaient lieu et par les buts qu'elles se donnaient. Les ouvriers polonais y ont pris part comme représentants de toute la nation. Lorsque je me rappelle ma propre expérience, je dois parler de la violence, de la haine, du mensonge. La leçon que j'ai tirée de ces expériences a été cependant que nous ne pouvons nous opposer efficacement à la violence que lorsque nous n'en faisons pas usage nous-mêmes. Dans l'histoire de ces années, les accords de Gdansk constituent une grande date du monde du travail, que nul ne peut effacer. A la base des accords sociaux de 1980 il y a le courage, le sérieux et la soli-

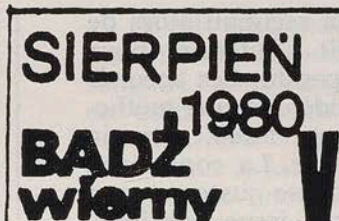
Nous résisterons,
nous vaincrons



Solidarnosc
signifie la Pologne



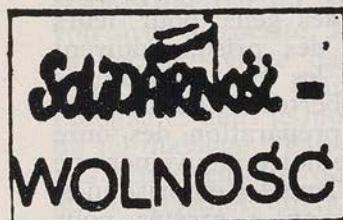
Août 1980, sois fidèle



La région Mazowsze
fidèle à Lech WAŁESA



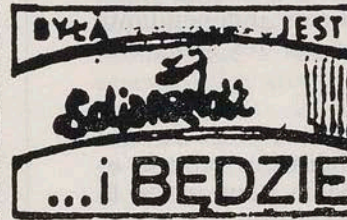
Solidarnosc = Liberté



Août 1980 ;
Nous nous souvenons



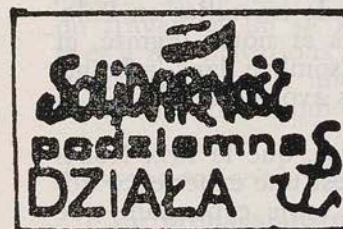
Solidarnosc a été, est et
sera toujours



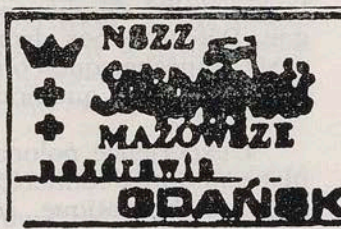
31 Août - Nous existons



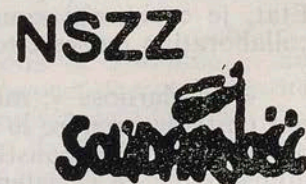
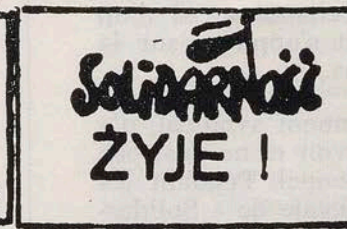
Solidarnosc clandestine
milite



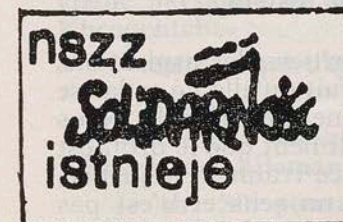
La région Mazowsze
salue Gdansk



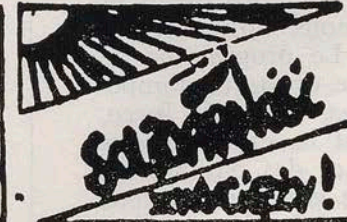
Solidarnosc vit
toujours



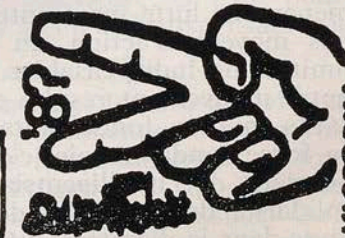
NSZZ Solidarnosc
existe



Solidarnosc vaincra



Solidarnosc - Victoire



TRACT COMMEMORANT L'ANNIVERSAIRE DE LA GREVE D'AOUT

darité des travailleurs. On a reconnu alors de part et d'autre qu'il fallait s'entendre pour que le sang ne soit plus répandu. Ces accords ont été et demeurent un modèle et une méthode d'action unique créant une issue, entre la violence et la lutte désespérée. La conscience que nous défendions une cause juste, et que nous devions lui trouver une issue politique, nous donnait la force et le sentiment des limites qu'il était possible de franchir. Ce qui semblait alors impossible devint réalité. Le droit de s'associer dans des syndicats indépendants du pouvoir, créés et formés par les seuls travailleurs, fut acquis.

Notre syndicat « Solidarnosc » est devenu un grand mouvement de libération morale et sociale. Les gens délivrés de la peur et de la passivité, souhaitaient des améliorations. Nous avons mené une lutte difficile pour notre existence. Cela a été et cela demeure la grande chance de notre pays. La chance aussi d'un Etat, je crois, qui voudrait s'appuyer sur la collaboration de ses citoyens.

« Solidarnosc », mouvement syndical, n'a pas tenté de prendre le pouvoir et ne s'est pas opposé à l'ordre constitutionnel. Pendant les quinze mois de l'existence légale de « Solidarnosc », personne n'a été tué ni même blessé par notre faute. Notre mouvement a connu un développement impétueux. Nous avons dû mener une lutte incessante pour nos droits et nos moyens d'action, en nous imposant les limitations indispensables. Le programme de notre mouvement résulte de droits et d'impératifs moraux fondamentaux. Sa seule force, sa force fondamentale, c'est la solidarité des ouvriers, de l'intelligentsia et des paysans, la solidarité de la nation, des gens qui veulent vivre dans la dignité, la vérité, la liberté, selon les impératifs de leur conscience. Que le silence

dans cette salle réponde à ce qui est arrivé ensuite. Le silence aussi peut exprimer quelque chose.

Ici, en cette occasion, celle du Prix Nobel de la Paix, il faut cependant dire ceci : la société polonaise ne s'est pas laissée briser, et n'a pas non plus choisi la voie de la violence et de la lutte fratricide. Nous n'acceptons pas la violence. Nous n'accepterons pas qu'on nous ôte nos libertés syndicales. Nous n'accepterons pas qu'on emprisonne des gens pour leurs convictions. Les portes des prisons doivent s'ouvrir. Il faut libérer les gens condamnés pour avoir défendu les libertés civiques et syndicales. Les procès en préparation des onze militants responsables de notre mouvement ne devraient pas avoir lieu. Tous les emprisonnés, les condamnés, ceux qu'on a arrêtés pour leur activité syndicale ou leurs convictions, devraient rentrer dans leurs familles et avoir la possibilité de vivre et de travailler en Pologne. Défendre nos droits et notre dignité, et aussi empêcher que l'on sombre dans la haine, telle est la voie que nous avons choisie.

L'expérience polonaise, que le Prix Nobel place en pleine lumière, est une expérience difficile et dramatique. Je crois cependant que c'est une expérience pour l'avenir. Ce qui s'est passé, dans la conscience des gens, et ce qui a modelé leur comportement, ne peut être effacé ni brisé. Cela continue et restera.

Nous sommes les héritiers des aspirations de notre nation, qui ont fait qu'elle ne se laisse jamais transformer en une masse veule. Nous voulons vivre avec le sentiment que le droit est vraiment le droit, la justice vraiment la justice, que notre dur travail a un sens et n'est pas gaspillé, que notre culture se développe dans la liberté.

Nous avons, en tant que nation, le droit de disposer de nous-mêmes, de modeler notre propre vie. Ce n'est une menace pour personne. Nous sommes une nation qui a le sentiment de sa responsabilité dans une situation mondiale complexe. Malgré tout, malgré ce qui se passe dans mon pays depuis deux ans, je considère toujours que nous sommes condamnés à une entente, et que les difficiles problèmes de la situation polonaise ne peuvent être résolus que par un véritable dialogue du pouvoir avec la société. Jean-Paul II, au cours de sa dernière visite dans sa Patrie, l'a dit de cette manière : « Pourquoi les travailleurs en Pologne et dans le monde entier ont-ils droit à un tel dialogue ? Parce que le travailleur n'est pas seulement un outil de production, mais aussi un sujet qui a priorité sur le capital, dans le processus de production. L'homme par son travail devient le véritable maître de son atelier, du processus de travail, des produits du travail et de sa répartition. Il est même prêt à des privations, lorsqu'il se sent le véritable maître et a une influence sur la juste répartition de ce qui a été créé ensemble.

~~~~~  
**Un propagandiste du Parti visite un petit village de Pologne.**

Il entre dans une ferme où se tient une vieille paysanne. Il lui montre un portrait de Khrouchtchev :

— Sais-tu qui c'est ?

— Non.

— C'est le fils spirituel de celui qui nous a libérés des Allemands.

— Ah ! S'il pouvait nous libérer des Russes !

C'est justement ce sentiment qui nous manque. On ne peut rien construire sur l'épuisement, l'amertume, le sentiment d'impuissance. Celui qui a fait l'expérience de la force de « Solidarnosc » et a respiré l'air de la liberté, celui-là ne se laisse pas briser. Le dialogue est possible et nous y avons droit. Le mur des événements qui se sont produits ne peut être un obstacle insurmontable. Mon espoir le plus profond est que mon pays retrouve sa chance historique d'une évolution pacifique, que ce soit justement la Pologne qui montre au monde que le dialogue, et non la force, peut résoudre les situations les plus difficiles. Nous sommes prêts au dialogue. Nous sommes prêts aussi, à chaque instant, à proposer nos raisons et nos postulats à l'appréciation de la société. Je n'ai aucun doute quant au verdict de la nation. Je considère que toutes les nations au monde ont droit à une vie digne. Je crois que les droits des individus, des familles et des groupes sociaux, tôt ou tard, seront respectés sous chaque latitude géographique.

Le respect des droits de l'homme et du citoyen en Pologne, le respect de notre identité nationale, est dans l'intérêt de l'Europe. Car une Pologne paisible est dans l'intérêt de l'Europe, et les aspirations polonaises à la liberté ne se laissent pas détruire.

Le dialogue en Pologne est la seule voie pour édifier la paix intérieure, et c'est pourquoi il constitue un élément indispensable de la paix en Europe.

Je sais que la cause polonaise a éveillé et éveille toujours des sentiments de sympathie et de solidarité dans le monde entier. A tous ceux qui aident la Pologne et les Polonais, j'exprime ma profonde reconnaissance. Qu'il me soit aussi possible d'exprimer le souhait qu'une appréciation positive soutienne notre



cause, celle du dialogue et du respect des droits de l'homme en Pologne. Mon pays se trouve dans une situation économique menacée. De cet état de fait résultent des conséquences dramatiques pour l'existence des familles polonaises. La prolongation de la crise économique en Pologne peut aussi avoir des conséquences pour toute l'Europe. Il est nécessaire et il vaut la peine d'aider la Pologne. Je regarde le monde actuel avec les yeux d'un ouvrier, d'un ouvrier appartenant à un peuple qui a vécu la lourde épreuve de la guerre. Je souhaite que le monde dans lequel je vis soit libre de la menace de l'anéantissement atomique et de l'armement continu. Je souhaite que la paix ne soit pas séparée de la liberté, à laquelle toutes les nations ont droit. C'est ce que je désire et ce pour quoi je prie.

J'ai dit auparavant que la nécessité fondamentale en Pologne est celle de l'entente et du dialogue. Je pense qu'on peut appliquer la même chose au monde actuel. Il faut parler, ne pas claquer les portes derrière soi, ne rien faire qui puisse bloquer toute possibilité d'entente. Se souvenir aussi que seule la paix édictée sur la justice et l'harmonie morale est durable.

Dans de nombreux endroits au monde, les gens cherchent aujourd'hui une issue pour lier ces deux valeurs fondamentales : la paix et la justice. Ces deux valeurs sont comme le pain et le sel dans la vie des sociétés. Chaque nation, chaque société, y a droit. On ne peut résoudre vraiment les conflits, si l'on ne fait pas l'effort d'aller dans cette voie.

Notre époque réclame la compréhension de ces aspirations, qui existent dans le monde entier. Notre voie, notre dure expérience, a fait découvrir au monde la valeur de la solidarité humaine.

En recevant le Prix Nobel de la Paix, cette récompense qui me fait grand honneur, je pense à ceux de qui je me sens solidaire : d'abord à ceux qui, en luttant pour les droits civiques et les droits des travailleurs dans mon pays, ont fait le sacrifice le plus grand, le sacrifice de leur vie, à mes camarades qui ont payé leur lutte pour la défense de « Solidarnosc » par la perte de leur liberté, ont été condamnés à la prison ou attendent leur procès, à mes compatriotes, qui dans le mouvement de « Solidarnosc » ont vu la réalisation de leurs aspirations de citoyens et de travailleurs, qui subissent les privations et les humiliations, qui réussissent à allier le courage à la raison, à ceux qui restent fidèles à la cause qu'ils ont soutenue, à tous ceux qui, dans le monde entier, luttent pour les droits des travailleurs et les droits syndicaux, pour la dignité du travailleur, pour les droits de l'homme.

Sur le monument édifié près des Chantiers Navals de Gdansk, à la mémoire des morts de décembre 1970, nous avons gravé les mots du psaume : « Seigneur, donne la force à ton peuple ; Seigneur, donne la bénédiction de la paix à ton peuple ». Que ces mots soient notre message de fraternité et d'espoir.



# Non-violence et mouvements de grève en Pologne

par Wojciech MODZELEWSKI

---

W. MODZELEWSKI était, en 1981, sociologue à l'Université de Varsovie. Il a publié dans une revue

---

polonaise de sociologie des articles sur les méthodes non-violentes utilisées par les mouvements sociaux.

---

La création de syndicats indépendants représentait pour la Pologne une réforme du système presque incroyable. Pourtant, aussi peu réaliste qu'il ait pu sembler, ce projet de réforme du système se mit en place « par le bas », à travers des grèves massives et sans aucun recours à la violence. Les grèves sur le tas, exemples d'action directe n'ayant pas recours à la coercition, se révélèrent des moyens efficaces pour introduire des réformes démocratiques dans les conditions existant en Pologne. Des réformes de ce genre seraient pratiquement impossibles à mettre en œuvre par les moyens politiques officiels ou par le biais de méthodes violentes, quelles qu'elles soient. Les méthodes d'action non-violentes suscitent, depuis peu, un intérêt croissant, et le mouvement de grève non-violent en

Pologne représente, dans cette perspective, une expérience importante. Le cas polonais confirme les points de vue de ceux qui, comme Gene Sharp, voient dans les méthodes non-violentes des formes d'actions sociales efficaces, offrant de grandes possibilités, trop souvent négligées (1).

En Pologne, les protestations ouvrières entraînèrent des troubles violents dans les années 1956, 1970 et 1976. Dans les deux premiers cas surtout, le conflit prit une tournure particulièrement destructive : le gouvernement eut recours à une répression armée massive à

---

(1) Gene SHARP, *The politics of non-violent action*, Boston, 1973.



l'encontre des travailleurs ; il y eut de nombreuses victimes et la manifestation dégénéra, prenant même la forme d'une révolte, comme par exemple lorsque la foule attaqua et incendia des bâtiments officiels. Il y eut aussi des troubles en 1976. Le mouvement de 1980 fut différent, dans son essence, de ces actions de protestation. Bien que des grèves pacifiques aient eu lieu auparavant, c'était la première fois que le conflit, non seulement ne débouchait pas sur la violence et les émeutes, mais aboutissait même à une tentative constructive de réforme du système. En 1980, l'attitude du gouvernement et celle des travailleurs en lutte avaient toutes deux changé : le mouvement de protestation s'exprimait par le biais de grèves sur le tas, très disciplinées et largement répandues. Quelles circonstances favorisent la violence, c'est ce qu'il faut analyser plus précisément ici.

### Les mouvements de grève dans la perspective de la non-violence.

A cause du caractère spécifique du système politique polonais, les actions de protestation des travailleurs furent spontanées, ni l'organisation ni la tactique n'ayant été préparées. Bien sûr, il n'existait aucune législation interdisant les grèves ; mais il n'en existait aucune non plus qui les autorisât, et diverses mesures réprimaient les tentatives pour en organiser. Il n'existait pas non plus d'organisations de travailleurs indépendantes capables de conduire des actions de protestation ; les syndicats officiels étaient des institutions entièrement contrôlées par le Parti au pouvoir. Au cours de toutes les actions de protestation, les syndicats officiels restèrent inactifs et ne jouèrent aucun rôle. Ils ne réussirent jamais

à se libérer du contrôle de l'appareil du Parti. Le manque d'organisations ouvrières indépendantes, ainsi que l'absence de toute législation concernant les grèves, eurent de lourdes conséquences sur le déroulement des actions de protestation, empêchant qu'elles soient préparées au plan de la tactique et de l'organisation. Du coup, une grève ou une marche représentait pour les travailleurs un moyen à la fois de s'organiser et de choisir une tactique. Cette situation était donc radicalement différente de celle où les grèves sont préparées par des syndicats indépendants. De ce point de vue, la situation en Pologne changea fondamentalement à partir de la création de « **Solidarité** ». Ce syndicat devint l'organisateur des grèves ; les statuts de « **Solidarité** » introduisirent des réglementations concernant les grèves ; le gouvernement accepta de ne pas réprimer les grèves et reconnut le droit de grève. Ainsi les grèves ont radicalement changé de nature.

Le caractère spontané des actions de protestations et de grève était indubitablement un facteur qui augmentait le risque de voir ces actions dégénérer en désordres, surtout lorsqu'elles devaient faire face à une répression. Cependant, il faut remarquer qu'en dépit de leur aspect spontané, les mouvements de protestation furent toujours non-violents au départ. Il était clair, dans chaque cas, que l'on essayait de protester sans recourir à la violence. L'observation des événements ne laisse aucun doute : ces conflits auraient pu être résolus sans aucun acte de violence. Mais pour cela, il aurait fallu des négociations réalistes avec les travailleurs en lutte, et l'abstention de mesures répressives. La conséquence en aurait été le transfert permanent d'une partie du pouvoir aux travailleurs, ce que refusait complètement le gouvernement. C'est pour cela que le conflit prit un caractère destructeur.



La non-violence dans les actions de protestation peut être considérée, soit comme une règle morale absolue, soit comme un simple principe tactique soumis aux circonstances. Gandhi et Martin Luther King, en tant que leaders d'actions de masse non-violentes, considéraient la non-violence comme un principe moral et religieux absolu. Etant réalistes, ils ne demandaient cependant aux participants qu'une totale soumission à la discipline nécessaire pendant la durée des actions non-violentes.

On peut dire qu'en Pologne les manifestations des travailleurs avaient un caractère pré-tactique, dû à leur spontanéité.

A cause de cette spontanéité, le choix de la méthode d'action et de lutte se situa à un niveau pré-tactique, plutôt que sur celui de la mise en œuvre d'une tactique précise et consciemment voulue. Ceci contribua, en certaines circonstances, à transformer l'action de protestation en actes de violence ; la non-violence spontanée initiale fut suivie d'une violence tout aussi spontanée, ce qui provoqua des troubles d'une grande ampleur. Le caractère pré-tactique de la protestation a sans doute fait que la transition de la non-violence à la violence n'a pas été clairement perçue comme séparant deux modes d'action radicalement dissemblables ; dissemblance qui est évidente d'un point de vue tactique et analytique, mais peu perceptible au niveau pré-tactique.

La spontanéité de la protestation et l'impossibilité de l'organiser à l'avance eurent comme conséquence que le noyau initiateur ne contrôla que très peu le déroulement des marches et des manifestations, surtout celles qui se déroulèrent devant des bâtiments officiels. N'étant pas organisées sur les principes de l'action non-violente, ces actions dégénérèrent

facilement en échauffourées entre manifestants et miliciens ou en attaques de bâtiments officiels. L'action non-violente directe exige de la discipline, de l'organisation, une préparation, une supervision et une direction. En Pologne, il n'existait pas non plus de modèles d'actions directes non-violentes. En violation des principes qui gouvernent de telles actions, il y eut des affrontements avec les troupes de la milice

---

**Lech WALESA :**

#### **UNE ARME POUR LE XXI<sup>e</sup> SIECLE**

Il y a différents moyens pour obtenir la victoire. On peut gagner avec des tanks et des missiles, mais je pense que l'on gagne davantage avec la vérité, l'honnêteté et la logique (...) Prenez notre exemple et notez bien que nous n'avons pas tiré un seul coup de fusil. Pour remporter ici une victoire comme la nôtre, nous ignorons quels autres moyens devraient être utilisés, à part le fait qu'il ne faut pas tirer un seul coup de fusil. Je pense que le XX<sup>e</sup> et le XXI<sup>e</sup> siècles devraient se modeler sur une lutte comme celle que nous avons démontrée. C'est une arme nouvelle. Ou plutôt non : c'est en fait une arme ancienne. Mais elle est très efficace, et exactement adaptée aux besoins du XXI<sup>e</sup> siècle.

Déclaration à la chaîne américaine CBS, 2 novembre 1981.

---

et des attaques contre les quartiers généraux des autorités. Ceux qui prenaient part à ces actions les considéraient apparemment comme allant de soi et naturelles. Ces échauffourées et ces attaques étaient, comme je l'ai déjà souligné, moins une tactique que le résultat de l'absence de tactique.



Les manifestations des travailleurs sous forme d'actions directes, en particulier de grèves, sont un phénomène courant dans les sociétés industrialisées. Le refus de reconnaître les aspirations économiques et politiques des travailleurs conduisent en général à une intensification du conflit et un glissement vers des formes destructives. Ceci est particulièrement vrai lorsque l'autre côté essaye de s'opposer par la force aux protestations des travailleurs. En Pologne, une protestation spontanée, essentiellement non-violente en elle-même, fut ainsi transformée en une sorte de rébellion totale contre l'autorité de l'Etat.

Le refus de reconnaître le mouvement et sa répression firent naître en Pologne, à côté du type non-violent de protestation, un autre type de révolte.

Le premier de ces types d'action comprenait les grèves (arrêts de travail), les réunions de masse sur les lieux de travail et les revendications. Le deuxième comprenait les affrontements avec la milice (surtout lorsque celle-ci tentait de disperser des manifestants ou des marcheurs), ainsi que des attaques contre des bâtiments officiels, voire même des incendies volontaires. L'attitude des deux adversaires influença le déroulement du conflit mais, en pratique, ce fut l'attitude du gouvernement qui décida du type d'action. Le refus de négociation et le recours à la répression provoquèrent des actes de violence de la part des travailleurs. Quand toutes les formes d'actions sont réprimées, chaque méthode perd sa spécificité; il n'y a plus que les éléments d'une révolte totale comprenant aussi les actes de violence. La répression des grèves fait qu'il est plus difficile de percevoir qu'elles sont par nature une méthode de lutte non-violente.

### La violence en décembre 1970 et juin 1976.

Je voudrais montrer, à travers l'analyse de ce qui se passa en décembre 1970, comment la grève et la marche de protestation qui eurent lieu à cette époque, bien que non-violentes par nature, dégénèrent en troubles violents. La cause immédiate de ce conflit fut une protestation des travailleurs contre une augmentation de prix annoncée le 12 décembre. Ce jour-là, la nouvelle fut annoncée dans toutes les réunions du Parti à travers le pays. Aux chantiers navals de Gdansk, des voix s'élevèrent pour protester; mais les autorités présentes à la réunion ne manifestèrent aucune compréhension. La décision d'augmenter les prix fut annoncée le soir même. En conséquence, l'équipe de nuit des chantiers navals de Gdansk refusa de reprendre le travail. Les docks du port de Gdansk entamèrent une grève la nuit même; ce fut le premier signe que la grève s'étendait.

La façon d'annoncer cette augmentation de prix sans attendre l'avis des employés et sans prendre en compte les arguments contre, ainsi que la décision qui s'ensuivit d'appliquer les plus fortes mesures coercitives à l'encontre de toutes formes de protestation, semblent indiquer que le Gouvernement ne voulait pas remettre en question cette décision, et qu'il passerait outre aux réactions de la population, en ayant recours, si nécessaire, à la force.

On était donc devant un exemple particulier d'une conception plus générale, celle du gouvernement par la force. Cette conception, qui suppose qu'on recoure à la violence contre toute tentative de protestation active, rendit impossible tout recours à la négociation et à la réconciliation. Elle provoqua l'aggravation du conflit et eut une influence particulièrement destructive sur les formes du conflit et sur la



vie publique en général. A mesure que les actions de protestation se développaient, les autorités augmentaient la répression, ce qui, à son tour, entraînait l'apparition de formes de protestation plus violentes, qui ne menaient à aucune amélioration significative notable de la situation. La succession des événements montre ceci très clairement.

Le lundi matin (14 décembre), une foule se rassemble spontanément aux chantiers navals de Gdansk. Les participants demandent à parler aux représentants des autorités régionales du Parti. Cependant, comme aucun représentant ne fait son apparition, vers 11 h, une procession se dirige vers le bâtiment abritant le comité régional du Parti. Les participants atteignent leur but sans problème, et une délégation de travailleurs essaie d'entrer dans le bâtiment; il est probable qu'on l'en empêche.

La mauvaise volonté totale des autorités à l'égard d'une éventuelle négociation accroît la tension. Les manifestants s'emparent de la voiture-radio d'une patrouille de la milice, et la conduisent en tête du cortège. Le cortège défile devant plusieurs entreprises de Gdansk puis retourne au comité régional. A peu de distance du bâtiment, les manifestants sont attaqués par des unités de la milice qui utilisent des pétards et des gaz lacrymogènes; il s'ensuit une bagarre où les manifestants lancent des pierres sur les miliciens. D'autres unités de la milice spéciale entrent alors dans la bataille.

Il était encore possible, à la fin de la première journée, d'arrêter le développement de la violence. Les autorités ne firent aucun effort pour gérer le conflit d'une manière constructive, ce qui aurait été possible dans ce cas-là; au contraire, elles prirent le parti de

répondre par la force aux travailleurs, ce qui eut des conséquences tragiques. Dès le premier jour du conflit — c'est-à-dire le lundi matin — des représentants du gouvernement étaient présents à Gdansk (Z. Kliszko et I. Loga-Sowski; S. Kociolek était même là avant). Agissant comme ils ont agi, il est évident que ces représentants mettaient leur confiance dans l'emploi de la force armée et non dans les tentatives de résolution positive du conflit. Dès le lundi soir, ou dans la nuit, c'est-à-dire tout au début du conflit, fut prise à Varsovie la décision d'autoriser l'usage des armes à feu. Cette décision, ainsi que la conduite des autorités par la suite, indiquent qu'on avait résolu de rejeter toute solution non coercitive. Une déclaration de Stanislas Kociolek, alors membre du Bureau Politique et vice-premier ministre, jette quelque lumière sur les circonstances dans lesquelles cette décision a été prise.

**Question :** « Quelles sont les personnes qui prirent la décision d'utiliser des armes à feu contre les travailleurs et qui ont transmis cette décision au personnel capable de l'appliquer ? »

**Réponse :** « Les décisions furent prises à Varsovie par des personnes qui, à l'époque, occupaient des postes-clés dans l'administration de l'Etat. Je sais que cette décision fut communiquée pour application au général Karczynski mardi matin par le président du conseil des ministres (Jozef Cyrankiewicz; il fut plus tard démis de ses fonctions et nommé président du Comité Polonais des Défenseurs de la Paix. Il occupait toujours ce poste les 16 et 17 décembre 1980 lorsqu'eut lieu la cérémonie d'inauguration du monument à la mémoire des victimes de Gdansk). » (2)

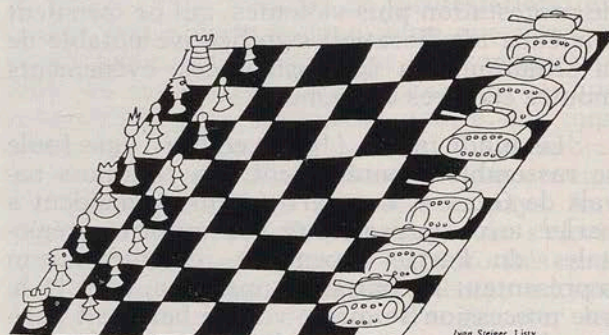
(2) *Czas*, 1980, n° 49 (7-12-1980).



Le lendemain, mardi, le conflit se durcit et le recours à la violence s'amplifia. Du côté du gouvernement, prévalait clairement l'opinion qu'il fallait combattre l'action des travailleurs à l'aide des forces armées; d'autres tentatives pour contrôler la situation — que nous mentionnons plus loin — furent rejetées. La protestation prit des dimensions bien plus grandes que la veille: les grèves et les manifestations se produisirent sur une plus grande échelle, ce qui accentua l'ampleur des troubles. Les événements qui se déroulèrent à Gdansk et Gdynia illustrent exactement ce processus.

Après le premier jour de désordres, une réunion générale se tient aux chantiers navals de Gdansk, le mardi matin 15 décembre; on y décide de marcher à nouveau sur les bâtiments officiels du comité régional du Parti. Ni cette marche, ni les suivantes ne furent suffisamment organisées pour empêcher qu'elles se transforment en émeutes, surtout sous les attaques de la milice. Pour de nombreux participants, cette éventualité allait de soi. Dans certains comptes rendus de la première marche, on peut lire l'information suivante: « Quelques manifestants portaient des bâtons et des outils lourds au cas où nous serions attaqués par la milice (les événements de Mars 1968 nous avaient enseigné une leçon) (3) ». Cette attitude de certains manifestants ne permit en rien d'éviter les combats de rue alors que, de leur côté, les autorités présentes ne montraient aucune volonté de résoudre le conflit par d'autres moyens que la milice. Dans le compte rendu des événements survenus devant le bâtiment du comité régional, le deuxième jour du conflit, on lit ceci: « Ce jour-là aussi, les fonctionnaires du parti

(3) *Niezależność*, n° 10 (22-12-1980).



s'étaient enfermés à l'intérieur du bâtiment et ne fournirent aucune explication objective. Le danger des masses réunies là atteignait son sommet » (4).

Ce jour-là, la foule attaque le bâtiment du quartier général de la milice de la ville, s'emparant des locaux du rez-de-chaussée pour un certain temps; à ce moment-là tombe la première victime des événements. Dans les rues commencent alors des combats qui vont durer plusieurs heures. On met le feu au bâtiment du comité régional, ainsi qu'à d'autres bâtiments; des voitures de la milice sont détruites, ainsi que des tanks et des voitures blindées. Ce jour-là entrent en action des tanks et un certain nombre d'unités de l'armée. Selon les chiffres officiels, six personnes sont tuées et 300 blessées ce mardi.

(4) *Id.*, p. 2.



Le lendemain — mercredi 16 décembre — la milice utilise des armes à feu sur une plus grande échelle encore. Tôt ce jour-là, des troupes armées entourent les centres industriels et les bâtiments publics de Gdansk et de Gdynia. On tire sur des manifestants qui s'apprêtent à quitter les chantiers navals au moment où ils franchissent les grilles. Le lendemain, on ouvre le feu sur des travailleurs se rendant aux chantiers « Commune-de-Paris » à Gdynia. De nombreuses personnes sont tuées. On ouvre le feu sur une marche de protestation qui se dirige vers le présidium du Conseil National de la ville et plusieurs manifestants sont tués.

Ce n'est pas le but de cet exposé de rendre compte en détail des événements, mais son but est plutôt de montrer combien les formes de répression employées à l'encontre des travailleurs furent destructrices : c'était le résultat de la manière officielle de concevoir la gestion du conflit.

Bien sûr, le déroulement des événements ainsi décrits n'était pas inévitable. D'autres déroulements étaient possibles, à la fois en théorie et en pratique, dans lesquels la protestation ouvrière n'aurait pas pris la forme d'une émeute. Le mardi matin, des marcheurs de diverses usines en grève de Gdynia se rendirent chez les autorités de la ville et le Président du Conseil National de la ville commença à discuter avec une délégation de grévistes. Les grévistes mirent sur pied un comité de grève inter-entreprises (MKS) et le Président du Conseil leur accorda un local. Une possibilité d'évolution constructive du conflit se fit jour alors, comme alternative à la répression et aux combats de rue. Voici ce qu'en dit un des participants à ces événements : « Le Président Marianski reconnut que les syndicats n'avaient pratiquement rien fait et ne remplissaient pas

leur rôle, et qu'il y avait effectivement une grève en cours. Nous lui avons demandé de nous mettre par écrit que ceci était une grève officielle et que nous remplacions les syndicats. Naturellement, il n'était pas particulièrement porté à accepter... Cependant, il admit qu'il n'y avait pas d'autre solution, pour que la tension se relâche, que de reconnaître nos plaintes et nos revendications. Il les reconnut donc et signa le document... Lorsque je lus, paragraphe par paragraphe, à voix haute, les droits que nous avions obtenus, lorsque j'informai la communauté de Gdynia que nous avions gagné, que nous n'avions plus rien à craindre, qu'une époque nouvelle s'ouvrait devant nous, les ouvriers nous serrèrent dans leurs bras (5). »

La chance ainsi offerte de créer des conditions favorables à la négociation en reconnaissant le Comité Inter-Entreprises fut perdue. Dans la nuit du mardi au mercredi, le MKS fut arrêté avec brutalité. Le groupe gouvernemental était résolu à ne pas résoudre le conflit par les négociations mais par la force.

Les événements de Szczecin prirent une tournure très violente. Le 17 décembre, une grève commence aux chantiers navals de Szczecin. Les grévistes envoient une délégation au Comité régional du Parti, mais ses membres sont arrêtés. Vers 10 heures du matin, cinq mille personnes environ se mettent en marche vers le Comité Régional. La manifestation est attaquée par la milice avec des bombes lacrymogènes puis, plus tard, avec des armes à feu. Une émeute s'ensuit où des hommes de la milice sont attaqués à coup de pierres. Il y a des morts, mais la marche atteint quand même

---

(5) Id., p. 3.



le bâtiment du Comité. Des employés d'autres institutions la rejoignent. Une délégation demande à être reçue, mais le bâtiment est fermé et toute possibilité de négociation semble anéantie. La foule donne alors l'assaut au bâtiment du Comité, puis à d'autres bâtiments. D'importantes unités armées entrent en action. A cette occasion, puis le lendemain également, les forces de la milice se servent d'armes à feu à plusieurs reprises. De l'autre côté eurent lieu plusieurs tentatives pour prendre d'assaut des bâtiments officiels — y compris la prison — ainsi que des tanks et des voitures. L'après-midi du 18 fut particulièrement sanglante :

« A partir de l'après-midi, des groupes de travailleurs se réunissent dans la zone des chantiers navals, du port, des papeteries, et des restes incendiés des bâtiments du Parti. La milice utilise des fusils à canons sciés et tire directement sur les gens. Au crépuscule, l'action de la milice atteint son sommet. Dans la zone des chantiers, des gens sont abattus à la mitrailleuse... Au même moment, la prison de la rue Kaszubska ainsi que les bureaux du procureur sont pris d'assaut. Cela fait d'autres morts et d'autres blessés (6). »

La protestation des travailleurs, devant le refus des autorités de la reconnaître et de négocier, et plus encore face à la répression, tourna à l'émeute et frisa même le soulèvement populaire, les actes de violence devenant un moyen radical de manifester une opposition. Mais il y eut aussi des formes de manifestation non-violentes de grande envergure : des grèves, avec organisation d'une structure de grève, avec des comités de grève à différents niveaux, comprenant des comités chargés de la sécurité.

On établit une liste de revendications et on choisit une délégation pour représenter les travailleurs dans la perspective d'une négociation. L'habitude d'élire des comités de grève se répandit largement. Ces comités étaient en général élus d'abord au niveau des diverses sections de l'entreprise, puis, ensuite, on procédait à une autre élection, parmi ces élus, au niveau de l'entreprise. Le 20 décembre, le Comité de grève de la ville fut constitué par des délégués envoyés aux chantiers navals de Szczecin par diverses entreprises. Les travailleurs de Szczecin mirent en avant la demande de syndicats indépendants. Cependant, on n'insista pas aussi fortement sur cette revendication que dix ans plus tard.

Les grèves de décembre 1970 se terminèrent sur la menace d'un nouveau recours aux forces armées. La concentration des forces de répression était si importante que les affrontements de rue cessèrent le jeudi 17 et les comités de grève des chantiers navals de Gdansk décidèrent de reprendre le travail. Le 21, le chantier naval de Szczecin, assiégé par la milice, des tanks et des voitures blindées, prit la même décision. Mais, par ailleurs, la composition du Bureau Politique avait été changée le 20 ; le groupe de Gomulka s'en allait. La nouvelle direction du Parti adopta une ligne plus souple et plus propice à la conciliation, mettant un frein aux formes extrêmes de la répression ; elle n'était pas disposée cependant à faire d'autres concessions. La nouvelle direction, avec Gierek à sa tête, ne voulait ni ne pouvait réaliser les réformes politiques qui garantiraient aux travailleurs la représentation de leurs intérêts. Au lieu de réformes, elle utilisa diverses techniques de manipulation et de pression, qui lui permirent de rester au pouvoir pendant dix ans. Les autorités nouvelles n'avaient pas l'intention d'ac-

(6) *Robotnik*, n° 70 (12-12-1980), p. 6.



céder aux demandes des grévistes ; elles ne revinrent même pas sur les hausses de prix qui avaient été la cause directe du conflit. Ceci amena de nouvelles grèves en janvier et février 1971.

Le nouveau pouvoir n'avait pas l'intention d'employer les mêmes formes de pression qu'en décembre ; le Premier Secrétaire et le Premier Ministre entamèrent des discussions avec les grévistes, pendant que les ouvriers ne montraient aucun signe de vouloir quitter les lieux. Ainsi les grèves du 22 au 25 janvier, au chantier naval de Szczecin, et de février à Lodz, se déroulèrent-elles de façon différente de celles de décembre. On n'utilisa pas les forces armées et il n'y eut pas d'émeutes. Le 15 février, le gouvernement annula la hausse des prix sur les produits alimentaires, revendication jusqu'alors ignorée et qui avait été constamment à la base des conflits. Les grèves du début de l'année 1971 indiquaient que la protestation ouvrière avait quelque chance de prendre la forme de grèves entièrement pacifiques, sans actes de violence et sans émeutes. Le préalable pour cela était l'ouverture de négociations et l'absence de violence à l'encontre des grévistes. L'équipe Gierek respecta ces conditions mais n'accepta pas que soient établies de nouvelles formes de négociations, ni une nouvelle législation concernant la grève. Ceci reposait fondamentalement sur le rejet du droit des ouvriers à former des syndicats indépendants et à faire grève. Tout en refusant ces droits aux ouvriers, Gierek essaya d'exercer son autorité sans s'opposer au personnel des grandes entreprises.

La grève ouvrière reparut avec force en juin 1976, en réaction contre les augmentations des prix alimentaires annoncées le 24 et qui devaient entrer en vigueur le 27. Des consulta-

tions avec les entreprises furent annoncées alors qu'il ne restait plus que deux jours. La façon de procéder et l'état d'esprit des autorités laissaient entendre que les discussions auraient peu de signification réelle. Les travailleurs choisirent donc la grève dans plusieurs usines. L'étendue de ces grèves n'est pas entièrement connue, mais on sait qu'il y en eut dans des douzaines d'entreprises à travers tout le pays. Elles se déroulèrent dans le calme, à l'exception de Radom et Ursus. La force de la protestation eut pour résultat le retrait immédiat des augmentations annoncées la veille. L'équipe Gierek n'était pas prête — à la différence de l'équipe Gomulka — à imposer ses mesures économiques par la violence armée.

Les événements de juin 1976 semblent indiquer que la grève, bien que n'ayant encore ni base légale ni reconnaissance officielle, était devenue quelque chose de très répandu par rapport aux années 1970-71 ; les grèves de 1976 ont dû renforcer le sentiment que la grève était un moyen de protestation efficace, et les gens en eurent donc moins peur. La grève pacifique gagna en importance, plus en tant que moyen de protestation spécifique aux travailleurs, qu'en tant qu'élément d'un soulèvement général contre les autorités.

Mais il y eut aussi en 1976 les premiers cas de grèves se transformant en une rébellion plus large, du fait que les autorités eurent recours à la milice pour les réprimer. Ces incidents sont parfois représentés à tort comme significatifs des mouvements de protestation de 1970. Il faudrait plutôt les rapprocher des premiers conflits qui éclatèrent à Gdansk le 14-12-70 avant que la milice n'ouvre le feu.

Le 25 juin, les travailleurs des usines Général Walter Metal de Radom commencèrent une grève et, vers 10 heures du matin, plusieurs



milliers de personnes se rassemblèrent devant le bâtiment du Comité Régional du Parti. N'ayant obtenu aucune réponse à sa demande de suppression des mesures annoncées sur les prix, la foule entra dans le bâtiment à l'expiration du délai fixé. On s'aperçut que les fonctionnaires du Parti l'avaient évacué. La mauvaise humeur grandit et le bâtiment fut sac-cagé. Quelques heures plus tard encore, des magasins furent dévalisés en ville par un petit groupe de personnes ; la police les vit mais n'intervint pas. A la suite de ces événements, les unités motorisées spéciales de la milice entrèrent en action.

C'est ainsi que le mouvement de Radom s'écarta de façon importante du modèle de la grève pacifique. Ceci est vrai aussi pour Ursus, où des travailleurs en grève arrachèrent des tronçons de rail sur une ligne ferroviaire importante, immobilisant ainsi le trafic. La milice attaqua peu après. Elle prit un certain nombre de mesures répressives : arrestations nombreuses, comparutions devant les tribunaux. De nombreux documents témoignent de mauvais traitements (coups) des personnes arrêtées et d'irrégularités flagrantes dans la procédure de justice. De nombreux travailleurs furent également licenciés pour avoir participé aux grèves.

### La non-violence en 1980.

La vague suivante de grèves ouvrières, c'est celle qui, à partir de juillet 1980, conduisit à la création du syndicat « **Solidarité** ». Les nombreuses grèves qui eurent lieu se déroulèrent dans le calme et ne dégénérèrent jamais en émeute. Les grèves furent lancées par de petits groupes de travailleurs qui, peu après leur arrivée au travail, se rendirent dans

les différents ateliers pour convier leurs camarades à la grève. La grève commença donc de façon spontanée ; à l'origine, seuls quelques ateliers s'arrêtèrent de travailler, puis, peu à peu, la grève gagna les autres secteurs. Tout dépendait du soutien obtenu par l'appel à la grève et de la résistance opposée par les travailleurs aux injonctions et aux pressions de la direction et des militants du Parti. L'origine de la grève fut donc très différente de celle des grèves organisées par les syndicats reconnus. Les syndicats existants, alors complètement contrôlés par le Parti, ne jouèrent donc aucun rôle dans cette grève.

Comme dans les cas précédents, le catalyseur de la grève fut la hausse des prix sur la viande et les produits alimentaires dérivés, mesure qui n'était pas encore officiellement annoncée. Les premières grèves se produisirent le 1<sup>er</sup> juillet 1980, lorsque cette hausse fut appliquée dans les cantines de l'usine.

Le déroulement typique d'une grève peut être illustré par le cas des Entreprises Mécaniques d'Ursus. A Ursus, la grève fut entamée par les ouvriers du deuxième poste dans différents ateliers. Le 2 juillet, d'autres secteurs se joignaient au mouvement. Des représentants de la direction et du Parti prirent des mesures pour enrayer cette action et y mettre un point final. Ils appelèrent à la reprise du travail et menacèrent les grévistes de sanctions allant jusqu'au licenciement définitif. Toute communication interne dans l'usine fut suspendue entre les différents ateliers, et les grilles furent fermées, ce qui rendit difficile le contact entre les ouvriers. Pendant ce temps-là, quelques ateliers avaient élu des comités de grève et formulé des revendications ; dans l'un des secteurs, on avait entamé une négociation avec la direction sur les revendications suivantes : compensation à la hausse des prix, pri-



mes pour les ouvriers de nuit et pour ceux qui travaillent dans des conditions difficiles, absence de sanctions à l'encontre des grévistes. Ces négociations furent un succès pour les ouvriers, et également celles qui avaient eu lieu dans d'autres secteurs d'Ursus. La grève se termina le 3 ou 4 juillet.

Les revendications des grévistes portaient essentiellement sur des mesures économiques permettant de supporter la hausse des prix. Les revendications salariales furent en général satisfaites pour l'essentiel. On peut dire que l'annonce d'une hausse des prix sans compensation salariale (dès 1976, des augmentations de salaire avaient été proposées), suivie de concessions en cas de grève, encouragea les mouvements de grève. Bientôt, il y eut d'autres augmentations de prix non suivies de grèves ; mais la vague de grèves était déjà lancée, et la preuve était faite de l'efficacité de cette forme d'action.

Le mouvement de grève culmina dans les « grèves avec occupation » sur la côte, au cours desquelles la revendication principale fut la formation de syndicats libres et la suppression des sanctions prises contre les militants indépendants et contre les publications indépendantes.

Un nouvel élément doit être pris en compte dans la grève de l'été 1980. C'est l'existence d'un mouvement syndical indépendant, relié au mouvement de démocratisation de l'intelligentsia qui avait commencé deux ans plus tôt. Déjà, en 1970, on avait assisté à la formation de comités de grèves inter-entreprises régionaux ; et l'idée s'était fait jour de créer des syndicats indépendants. Mais en 1980, un syndicat indépendant existait sous forme embryonnaire, le journal « **Robotnik** » paraissait sans être censuré, et il existait un mouve-

ment démocratique dans l'intelligentsia (essentiellement le KOR). Tout ceci a certainement eu une influence sur le cours des événements.

Les grèves avec occupation ont rendu considérablement plus facile le maintien de la discipline pendant la lutte, et la prévention des heurts avec la milice. En raison des circonstances qui règnent en Pologne, la grève avec occupation s'avère une méthode bien plus avantageuse que celle des marches sur les bâtiments officiels, si l'on veut mettre en application les principes de la non-violence. Une grève bien disciplinée permet d'exploiter bien mieux les avantages de ce qu'on appelle le « conflit a-symétrique », c'est-à-dire celui où l'adversaire, quoique disposant d'une force armée considérable, n'a que peu d'occasions de s'en servir. En se concentrant sur la grève avec occupation, les ouvriers ont pu plus facilement la définir comme une méthode de lutte spécifique, plutôt que comme un élément parmi d'autres (heurts avec la milice, attaques de bâtiments officiels) dans un soulèvement. Une grève est par nature une méthode de lutte non-violente ; mais les grèves polonaises auraient aisément pu dégénérer en émeutes si la force avait été utilisée. Seulement, les autorités avaient pour politique de ne pas recourir à la force armée et de ne pas renforcer la répression. Des contre-mesures furent cependant prises au niveau des entreprises : rupture des communications, tentative pour étouffer, puis pour limiter, l'information sur les grèves. Des militants du mouvement démocratique de l'intelligentsia furent arrêtés et harcelés, lorsque la tension devint particulièrement forte. L'absence de répression sérieuse envers les grévistes facilita la propagation des grèves et le maintien de leur caractère pacifique. S'il y avait eu répression intense, les conséquences en auraient été imprévisibles ; peut-être l'équi-



## SOLIDARITE

à Pascale Martin

La Pologne lèche ses plaies ruisselantes de sel  
La neige recouvre d'un linceul de toile écrue  
Le cadavre d'une fille violée  
On l'appelait Liberté elle vendait ses charmes  
Dans les usines les églises sur les places les marchés  
La peur enserre le front buté des pénitenciers  
Où des hommes au sang chaud font mûrir leurs chaînes  
Les murs des camps éclatent sous l'action des bourgeons  
Tandis qu'un filet de chaux vive ronge  
Les sentinelles que la honte décompose  
Toutes voiles repliées  
Des vaisseaux-fantômes traversent la brume  
Ils portent les naufragés d'un pays en dérive  
Vers les récifs aigus qui mordent la mer à l'est  
Leurs sirènes hurlent la détresse le ciel est si bas  
Qu'il écrase la terre tornades de boue  
Larmes de plomb s'abattent sur les champs détrempés  
Où les paysans tracent de leurs doigts gourds des croix  
Qui balafrent le sol  
Le grain ne lève pas la tête mais rampe  
Les teignes apparaissent  
Dans les greniers où moisit l'hiver  
Les rues de Varsovie sont des langues râpeuses  
Que gonflent les aphtes de l'ennui  
Couvertes de médailles  
Des marionnettes arrêtent le temps  
Lui passent une camisole rouge  
Les passants lisent les nouvelles  
Entre les lignes à haute tension d'une télévision  
Où chassent les oiseaux de proie  
La radio récite la voix de son maître sur un disque rayé  
Les eaux de la Vistule charrient les glaces brisées  
Par un peuple qui ne se reconnaît pas  
Dans les miroirs éteints que le pouvoir lui tend



Les ordres encombrant les trottoirs  
Et les espoirs brisés engorgent les ruisseaux  
Les yeux tannés des femmes marinent  
Dans des chaudrons de cuivre où la haine cuit  
Recuit à gros bouillons  
On ne vend plus de crayons de couleur les enfants  
Dessinent des écureuils en cage  
Puis liment les barreaux  
Ils s'entourent le cou d'écharpes de laine  
Et de mots défendus ils apprennent  
L'alphabet des luttes ouvrières et cachent leurs cahiers  
Entre le chandail et la chemise près du cœur  
Les enfants courent à perdre haleine et la perdent  
Ils jouent au milicien qui veut faire peur  
Et qui meurt égorgé par un éclat de rire  
Ils collectionnent les tessons de bouteille  
Pour s'ouvrir les veines de l'honneur  
On a coupé les racines des hommes  
La scie et la cognée ont élagué les troncs  
Pour tailler de longs fûts immobiles  
Où la sève ne coule plus  
Mais les bûcherons du parti n'ont pu mettre à bas  
Tous les arbres de la forêt là-bas  
Gardés par le feuillu de taillis impénétrables  
Les vétérans enracinent au ciel leurs têtes dépouillées  
Ici de jeunes pousses naissent des corps abattus  
Partout un réseau de rivières souterraines  
Irrigue les bosquets et les prés d'herbe drue  
L'espérance pépie dans les nids du matin cru  
Lorsque vient le temps de la fonte des neiges  
C'est l'aube  
Hommes et femmes de Pologne prennent le grain moulu  
Et pétrissent leur pain : solidarité  
Puis partagent le sang et la chair du Rebelle.

Alain DES MAZERY,  
extrait de **Bonjour Tendresse**,  
Ed. Saint-Germain-des-Prés

110, rue du Cherche-Midi 75006 PARIS.



pe Gierek se serait-elle alors trouvée dans une situation bien plus difficile que celle de Gomulka en décembre 1970.

Malgré la crise du pouvoir, la situation du gouvernement, dans son conflit avec les ouvriers, était légèrement plus favorable ; ceux-ci en effet n'avaient aucune représentation réelle qui puisse se poser en partenaire à l'égard du gouvernement. Les grèves étaient essentiellement le fait d'usines et d'institutions isolées. Cette décentralisation du mouvement ouvrier mettait en évidence sa large base sociale et, en même temps, ses difficultés à mobiliser tout son potentiel. L'absence de structures organisationnelles élargies donnait au mouvement un visage éphémère, et laissait prévoir qu'à la longue le pouvoir allait inévitablement gagner. Ce serait comme après les grèves de 1956, lorsque les conseils ouvriers s'étaient montrés incapables de remplir leurs tâches, à cause de l'absence de structures d'organisation plus larges.

C'est pourquoi les organisations de grève régionales qui se créèrent dans la deuxième quinzaine d'août (les comités de grève inter-entreprises de Gdansk, puis de Szczecin) ont une signification considérable. Ce sont elles qui purent avancer des revendications portant sur des réformes importantes du système : la formation de syndicats indépendants, l'assouplissement de la censure, la fin de la répression contre les militants indépendants. Le MKS de Gdansk devint rapidement un centre national du mouvement ouvrier et syndical indépendant. Le mouvement de grève fournissait ainsi au niveau national une structure souple spécifique, laquelle se formalisa bientôt en « **Solidarité** ». Le processus de formation de la structure nationale de ce mouvement ouvrier indépendant est en lui-même très important.

C'est un petit groupe d'ouvriers qui, au matin du 14 août, prit l'initiative de la grève aux chantiers navals de Gdansk. Le soutien fut assez rapide pour qu'un comité de grève soit formé dès 9 heures du matin. Au début, cette grève n'avait pas les objectifs de profonde réforme qui devaient par la suite lui donner son rôle historique. C'était un écho des grèves de juillet et d'août, avec simplement des objectifs spécifiques tenant à la situation particulière des chantiers navals : ré-embauche d'Anne Walentynowicz et de Lech Walesa, érection d'un monument à la mémoire des victimes de décembre 1970, garanties contre toute sanction pour faits de grève, augmentation de 2 000 zlotys, alignement des allocations familiales sur celles de la milice. Après négociations et compromis, ces revendications furent satisfaites dans une large mesure, conformément à la tactique officielle de concession au personnel ouvrier en grève.

Il semblait donc que la grève des chantiers navals de Gdansk n'allait pas être très différente des autres grèves ; dès le 16 août, on vota la fin de la grève et l'acceptation des accords négociés. Mais la grève s'était alors déjà étendue à d'autres entreprises et usines de l'agglomération des Trois Villes (Gdansk-Gdynia-Sopot), et une grande partie des grévistes estimèrent qu'il fallait continuer la grève en solidarité avec les autres, puisque les accords obtenus ne concernaient que les chantiers navals de Gdansk. En conséquence, Lech Walesa annule la décision de terminer la grève, et des délégations de 21 entreprises en grève arrivent aux chantiers de Gdansk. Dans la nuit du 16 au 17, on forme le Comité de grève inter-entreprises ; le 18 août, ce comité couvre 156 entreprises, avec une organisation représentative. La nature des revendications a changé : on entend réclamer des « Syndicats



libres indépendants du parti et des employés », « la garantie du droit de grève », et « la fin de la répression contre les publications indépendantes (7) ». Des revendications similaires sont avancées par le Comité inter-entreprises de Szczecin, qui couvre, au 23 août, 134 institutions. C'est ainsi que le mouvement de grève se transforme : il devient une tentative de réforme importante du système, réforme qui était à la fois nécessaire et inespérée en Pologne, et ceci par la méthode de la grève, c'est-à-dire de l'action directe non-violente.

Avant la fin août, les revendications du Comité de grève de Gdansk portant sur la réforme du système ont acquis une importance nationale. Le mouvement de grève, qui avait commencé en juillet sur des revendications

portant essentiellement sur les salaires et le niveau de vie, s'était transformé en un mouvement visant à réformer le système par la création de nouveaux syndicats, indépendants du Parti, de l'Etat et de l'administration économique. Ce faisant, ce mouvement visait à élargir la sphère des libertés civiles.

Wojciech MODZELEWSKI,

Article publié en anglais, sous le titre « Non-violence and the Strike Movements in Poland », dans le **Journal of Peace Research**, vol. XIX, 1982, n° 2 (Oslo).

Traduction F. Falandry et C. Mellon.

---

## UN AVEU PUBLIC

« Au cours de la réunion annuelle de la coopérative alimentaire d'Etat de LODZ, une question fut posée sur l'importance de la menace que constitue le mouvement clandestin.

Le président de la réunion répondit que, d'après un colonel de la police avec lequel il avait discuté, la police secrète aurait besoin de six ans pour liquider toutes les imprimeries clandestines. »

(Lu dans *Tygodnyk Mazowsze*, n° 79, février 1984).

---

---

(7) Les revendications du 16 août ont été publiées dans *Strajkowy Biuletyn Informacyjny « Solydarnosc »*, n° 2, 24 août 1980.





Sewerin BLUMSZTAJN



# Renoncer à la violence

## Entretien avec Sewerin Blumsztajn

membre du Comité de Coordination du syndicat  
SOLIDARITE à l'étranger, ancien rédacteur du  
bulletin du KOR

*ANV - WALESA, lorsqu'il reçut le Prix Nobel de la Paix, a dit que le meilleur moyen de lutter contre la violence était de renoncer à la violence. Que pensez-vous de cette affirmation ? Est-ce une opinion partagée dans Solidarnosc ?*

S.B. - On peut dire que le propos de WALESA est le fondement de Solidarnosc. C'est un concept qui est très généralement partagé dans le mouvement. Ce n'est pas seulement une règle morale mais aussi une règle stratégique et tactique. Rappelons quelques faits : quand Solidarnosc existait légalement, la seule fois où l'organisation syndicale a utilisé la violence, ce fut pour faire sortir d'une mine de charbon, sur une poussette, le président des syndicats de branche. C'était une plaisanterie, une tradition qui remonte aux années 56 lorsqu'on évacuait les directeurs sur une poussette !

Mais il faut dire que l'attitude de Solidarnosc a reçu une confirmation lors des grèves sur les chantiers navals de Gdansk et lors des premiers jours de grève, immédiatement après le 13 dé-

cembre 1981. D'ailleurs, ce sont les grèves d'après le 13 décembre qui constituent un exemple de non-violence. L'attitude des grévistes a été étonnante ; ils se tenaient par la main pour ne pas se faire évacuer des entreprises. Les appels adressés à la police mettaient l'accent sur leur esprit fraternel. Le seul cas de défense active contre une intervention de la police s'est déroulé à la mine de Wujek. Ce cas est bien connu car plusieurs mineurs ont trouvé la mort. Ils avaient pris en otages des Zomos. La première tendance était de les tuer mais, d'après de nombreux témoignages, la vie de ces policiers a été sauvée par des personnes qui venaient de communier. Plus tard, les premières déclarations des structures de Solidarnosc qui se reconstruisaient après le 13 décembre 1981 (celle de Cracovie par exemple) attirèrent l'attention sur la menace de l'utilisation de la violence terroriste. En fait, la meilleure preuve de la non-violence du mouvement est fournie en mettant en rapport l'ampleur de celui-ci avec l'absence totale de groupes terroristes. Il y a eu quelques cas mais c'était le fait de gamins...



*A.N.V. - N'y a-t-il pas eu une tendance à la violence terroriste chez les jeunes ?*

S.B. - Non, bien au contraire, les structures de Solidarnosc se prononcent contre tout ce qui pourrait être de la provocation, des actes d'infiltration ou de violences contre les forces de l'ordre. D'ailleurs le principe le plus communément admis est que lorsqu'on attaque les Zomos par des jets de pierres, les Zomos attaquent alors la foule. C'est pourquoi les consignes sont de ne jamais attaquer les Zomos. On connaît le cas de personnes qui ont offert des bouquets de fleurs aux policiers...

*ANV - Ce que nous appelons la fraternisation...*

S.B. - Bien que les Zomos soient généralement haïs.

### **Renoncer à la violence : le fruit de notre expérience**

On peut se demander quelles sont les sources de cette attitude car elle ne découle pas d'une tradition historique. S'il existe une tradition de la résistance en Pologne, il s'agit de celle de la résistance armée au cours de la Seconde Guerre mondiale. Les Polonais sont très fiers de cette tradition militante de la résistance et d'ailleurs l'attitude de la population vis-à-vis de l'armée et des soldats fait un peu référence à cette tradition historique.

A mon avis, si l'on cherche la source de ce comportement non-violent, on peut la trouver dans l'expérience cumulée de toutes les révoltes depuis la Deuxième Guerre mondiale, celle de la Hongrie en 56 par exemple. Cette attitude remonte aussi aux événements de 70, aux grèves et manifestations d'Ursus et de Radom. Jusqu'en 1980, on a formé les travailleurs à changer de méthodes.

Jusqu'en 1980, on descendait habituellement dans la rue, on mettait le feu au comité du Parti et cela se finissait par une défaite, un échec. Il ne semblait pas que c'était un bon calcul. Une simple comparaison des forces réelles montre que les forces de répression disposent de plus de moyens que nous pour nous combattre ; alors nous ne pouvons que perdre. Mais la société s'est aussi rendu compte qu'elle avait un avantage sur l'adversaire par l'exercice de la force morale. Si l'on recourt à la violence, on perd cet avantage. Il y a beaucoup de valeurs que le mouvement veut représenter face au pouvoir : renoncer au mensonge, être honnête dans son attitude, étendre la démocratie aussi. Le problème de l'utilisation de la violence est un problème-clé au regard des valeurs à défendre.

En juin 56 à Poznan, les ouvriers sortent dans la rue, ils assiègent les bureaux de la Sûreté ; il y a beaucoup de victimes ; c'était un acte de force.

En décembre 70 à Gdansk, Gdynia et Szczecin, on met le feu au siège du Parti ; cela se traduit par des milliers de victimes.

En juin 76, à Radom et Ursus, à la suite de l'augmentation brutale des prix, les ouvriers se révoltent et la répression s'abat lourdement sur eux bien que le pouvoir n'utilise pas la violence directe lors des émeutes ; mais la terreur s'ensuit...

Le renoncement à l'utilisation de la violence est le résultat de l'expérience cumulée de ces trois événements.

### **Une force morale**

Une autre source dont on pourrait parler tient au fait qu'en Pologne, la vie n'a pas le même prix que dans les pays qui ont moins souffert que nous au cours de la Seconde Guerre mondiale. Il existe en Pologne une sorte d'instinct biologique de survie. Dans la conscience nationale, il subsiste cette crainte énorme de l'extermina-



tion. Cela explique sans doute pourquoi la résistance violente contre les communistes a été très limitée.

Une autre source dont il faut absolument parler tient à la tradition chrétienne. C'est l'élément le plus difficile à évaluer car il y a là l'influence de deux courants, d'une part un courant philosophique et moral sur la base des valeurs que répand l'Eglise catholique et d'autre part un courant qui utilise la force symbolique de l'Eglise. Car il faut se rendre compte que l'Eglise est la seule instance dont le pouvoir communiste n'a pas réussi à s'emparer. Prenons un exemple : en août 1980, les grévistes n'entonnaient pas l'Internationale ; les seuls chants avec lesquels ils s'identifiaient étaient les cantiques. Il est difficile de déterminer quel est le poids respectif de l'inspiration morale, représentée par l'enseignement de l'Eglise, et celui de la résistance symbolique. Il faut garder à l'esprit que dans le cas de Solidarnosc, ce mouvement de renouveau moral était plus fort que n'importe quel mouvement politique. S'il y a une base morale à laquelle les ouvriers peuvent faire référence, c'est celle de l'enseignement de l'Eglise. C'est pour cette raison que cet élément est primordial.

*ANV - Cette prise de conscience progressive de l'impasse à laquelle conduit l'utilisation de la violence est-elle le fait d'un groupe social précis ?*

S.B. - Cela est difficile à déterminer. Dans l'exemple de la mine de Wujek, les personnes qui sauvèrent la vie des Zomos étaient des mineurs et pas des intellectuels.

Il y a un autre élément qui a un rapport avec la non-violence : ce serait une attitude « anti-révolutionnaire ». Je m'explique : notre mouvement a bien un caractère révolutionnaire au sens où vous l'entendez ici en France ; et en même temps nous n'aimons pas la révolution comme moyen violent de changer les rapports sociaux. Cela est

dû au fait que nul n'ignore les conséquences de la Révolution d'Octobre. A mon avis, cet élément n'est pas propre à la pensée des intellectuels de Solidarnosc. On peut dire qu'ils ont tous adopté une attitude non-violente et anti-révolutionnaire, c'est-à-dire « anti-révolutionnaire d'Octobre ». Mais les traces de cette conscience se repèrent aussi bien chez les ouvriers. Ils pensent que toute action violente visant à changer la situation, toute destruction, est néfaste. Ce qui est jugé comme le plus important est le changement qui prend naissance dans la conscience des gens car il prépare des changements futurs. On retrouve dans les déclarations de WALESA cette considération. Lech WALESA représente très bien cette conscience ouvrière du mouvement. J'ai trouvé récemment cette même attitude chez un travailleur des chantiers navals dans les publications clandestines. A la question : « Quelle est ta position par rapport à la Révolution ? », il répond : « Je suis contre la Révolution ; à mon avis cela doit aller pas à pas et commencer par la conscience... ».

Je crois que les différents éléments qui expliquent l'attitude non-violente des Polonais sont très généraux. Ils ont conscience que toute autre méthode serait inefficace. Il s'agit d'un problème technique : les forces du pouvoir sont si bien organisées qu'il est impossible d'y faire face sans une aide de l'extérieur. A mon sens, tous les mouvements sociaux sont, d'une certaine manière, condamnés à la non-violence à l'exception de ceux qui reçoivent une aide extérieure en armements. Or, personne n'y croit...

A mon avis le choix de la non-violence est un choix pragmatique. Le seul avantage de la population vis-à-vis du pouvoir se situe sur le plan moral. Nous aurons bientôt des élections municipales en Pologne et cela sera la première illustration dans le monde entier de l'utilisation à l'échelle d'un pays du postulat de SOLYENITSYNE : « Ne pas participer au mensonge ». Si les



dirigeants clandestins appellent au boycott des élections, ils ne s'attendent pas que celui-ci ait un effet quelconque sur le pouvoir. On sait très bien que les résultats du scrutin seront falsifiés et que l'on ignorera les vrais nombres. D'ailleurs l'échec ou le succès du boycott ne changera rien à l'attitude du pouvoir... Cela peut lui servir afin de savoir de quel soutien il dispose ou non au sein de la population. La conscience la plus largement partagée est que la seule façon de résister est d'appliquer le postulat de non-participation au mensonge. C'est à partir de ce moment que le pouvoir se trouve dans une situation difficile.

*ANV - Peut-on dire que SOLYENITSYNE a eu une influence sur la manière dont Solidarnosc a conduit son action ?*

S.B. - Les livres de SOLYENITSYNE sont connus en Pologne, y compris *L'Archipel du Goulag* qui a été diffusé clandestinement. Mais disons plutôt que la formule qu'il a créée est parfaitement adaptée à la situation de notre pays.

### **La non-coopération est difficile.**

S.B. - Il y a un autre élément qui caractérise la non-violence de Solidarnosc et que j'ai omis de mentionner auparavant. Il est extrêmement difficile de développer en Pologne un mouvement de masse de non-collaboration avec le pouvoir. Cela tient au fait que le pouvoir est très étatisé. Tout le monde est employé par l'Etat. Par exemple, on ne peut pas lancer le slogan « N'achetez pas aux boutiques de l'Etat » quand toutes les boutiques appartiennent à l'Etat, ni « N'acceptez pas les emplois dépendant de l'Etat » quand tous dépendent de lui seul. C'est la raison pour laquelle Solidarnosc met tant l'accent sur le respect des valeurs morales car chacun est impliqué dans la collaboration avec l'Etat, qu'il le veuille ou non.

*ANV - Vous dites qu'il n'y avait pas d'autre moyen de lutte pour Solidarnosc. Quels sont, à*

*vos avis, les signes d'une certaine efficacité de la résistance non-violente ?*

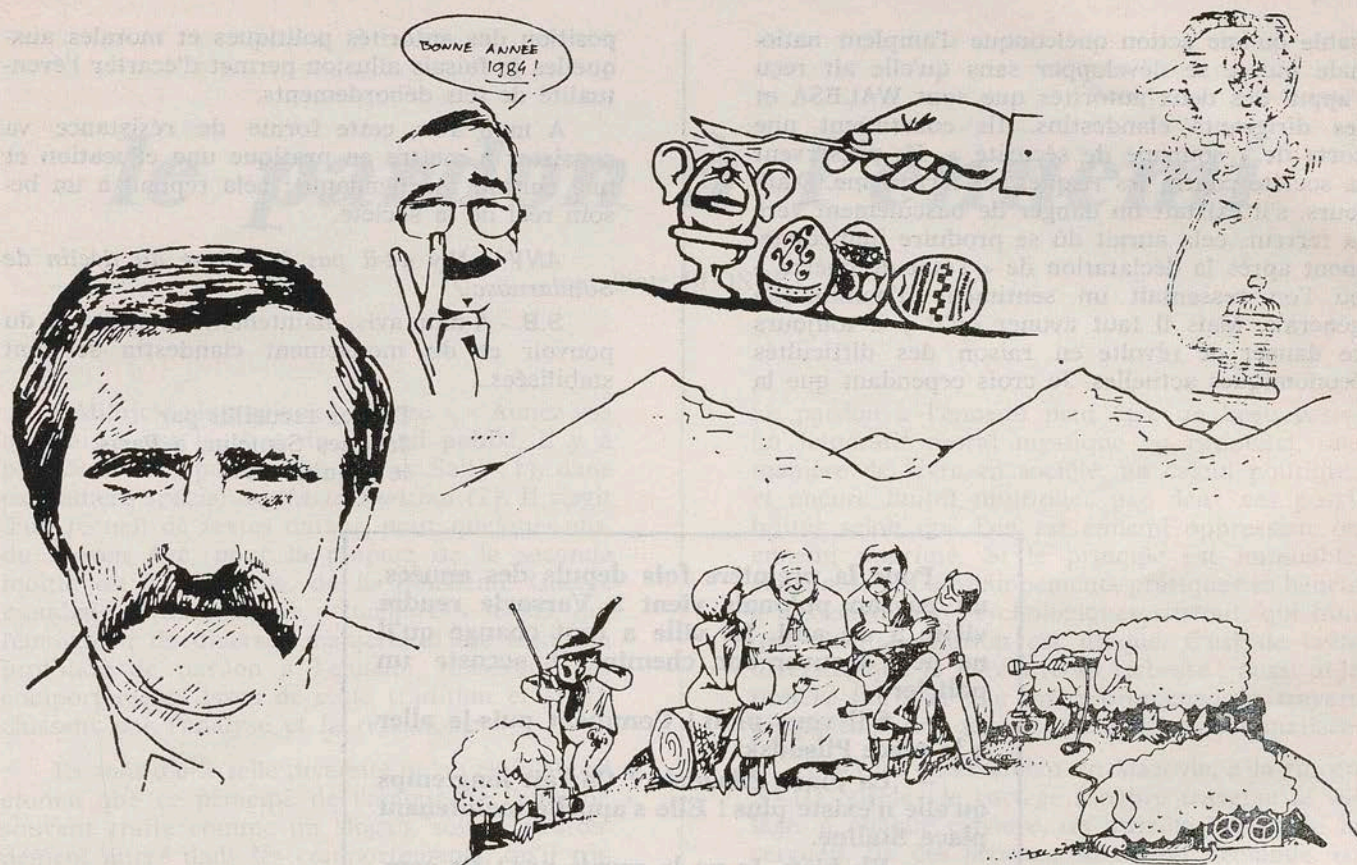
S.B. - Il n'y a pas d'autre solution. Toute solution différente serait moins efficace. Dans la conscience sociale, et compte tenu de la pression exercée sur le pouvoir, l'efficacité de la résistance est très importante. La Pologne continue d'être le pays de l'Est le plus libre du bloc soviétique en dépit du fait qu'elle vient de subir un coup d'Etat.

En Pologne, il existe un réseau d'informations indépendantes qui comporte 700 titres à publication régulière. Les livres sont publiés dans des maisons d'édition clandestines et discutés en séminaires, dans des universités officielles. La presse officielle polémique avec ces publications clandestines, des représentants du pouvoir débattent avec des dirigeants du mouvement clandestin qui sont recherchés. De plus, le fait que le mouvement en Pologne soit si massif a eu pour conséquence de limiter, voire d'abaisser à un seuil inférieur, la répression.

A l'heure actuelle, si l'on trouve sur quelqu'un une publication clandestine, cette personne ne subit aucune répression ; même un imprimeur clandestin que l'on surprend en flagrant délit s'en sort sans avoir de peine. D'ailleurs, le pouvoir fait une différence entre les maisons d'édition clandestines qui publient Popper et celles qui publient d'autres petits journaux moins estimés. Le pouvoir doit toujours prendre en considération la force que représente notre mouvement. Un des résultats de l'existence légale de Solidarnosc et de sa continuation dans la clandestinité est que les nouveaux syndicats créés sous l'égide du pouvoir sont de vrais syndicats ; à savoir qu'ils défendent effectivement les intérêts des ouvriers. Cela est en soi assez « révolutionnaire » dans les pays de l'Est où les soi-disant syndicats ne font même pas semblant de défendre les ouvriers.



DESSINS CIRCULANT EN POLOGNE



PORTAIT D'UN INCONNU A LA MOUSTACHE

(deuxième partie du XX<sup>e</sup> siècle)

Fedonier 83

ANV - Solidarnosc n'est-il pas confronté à deux risques opposés : soit celui d'une violence de masse incontrôlée, soit celui de la résignation de la population ?

S.B. - Ei ce qui concerne la terreur, cela me semble très peu probable. Il faut bien se rendre compte que ce qui est resté de l'existence légale

de Solidarnosc, ce sont certaines personnes qui jouissent d'une autorité morale et politique considérable. Et puis, il n'y a pas un climat qui se prêterait à l'utilisation de la violence terroriste et qui permettrait ou bien aux dirigeants clandestins de Solidarnosc, ou bien à Lech WALESA, d'appeler à une révolte générale. Il est peu pro-



nable qu'une action quelconque d'ampleur nationale puisse se développer sans qu'elle ait reçu l'appui des deux autorités que sont WALESA et les dirigeants clandestins. Ils constituent une sorte de « soupape de sécurité ». Ils préservent la société contre les risques du terrorisme. D'ailleurs, s'il existait un danger de basculement vers la terreur, cela aurait dû se produire immédiatement après la déclaration de « l'état de guerre » où l'on ressentait un sentiment d'humiliation générale. Mais il faut avouer qu'il y a toujours ce danger de révolte en raison des difficultés économiques actuelles. Je crois cependant que la

position des autorités politiques et morales auxquelles je faisais allusion permet d'écarter l'éventualité de tels débordements.

A mon avis, cette forme de résistance va consister à mettre en pratique une éducation et une culture indépendante ; cela répond à un besoin réel de la société.

ANV - *N'y a-t-il pas le risque du déclin de Solidarnosc ?*

S.B. - A mon avis, maintenant les positions du pouvoir et du mouvement clandestin se sont stabilisées...

Propos recueillis par  
Jacques Sémelin, à Paris,  
le 7 juin 1984.

Pour la première fois depuis des années, un paysan polonais vient à Varsovie rendre visite à un ami. La ville a tant changé qu'il ne peut trouver son chemin. Il accoste un policier :

— S'il vous plaît ! Comment puis-je aller à la place Pilsudski ?

— La place Pilsudski ? Ça fait longtemps qu'elle n'existe plus ! Elle s'appelle maintenant place Staline.

— Eh bien. Je ne le savais pas ! Et comment faire pour aller rue Kosciuszko ?

— Il n'y en a plus. Elle s'appelle rue Molotov.

Le paysan, songeur, poursuit son chemin. Il s'accoude au parapet d'un pont enjambant la Vistule. Tristement, il regarde l'eau couler. Le policier, inquiet, s'élance après lui :

— Eh ! Que faites-vous ?

— Moi ? Rien ! Je regarde seulement la Volga...



# *le pardon à l'ennemi*

par Piotr BLONSKI

« Milujcie nieprzyjacioly wasze », « Aimez vos ennemis » est le titre du recueil publié, il y a bientôt un an, par le Père Jacek Salij (1), dans un numéro spécial de *Nasza Rodzina* (2). Il s'agit d'un recueil de textes datant, pour quelques-uns, du Moyen Age, pour la plupart de la seconde moitié du XIX<sup>e</sup> siècle, de la Deuxième Guerre mondiale et de l'époque actuelle. Ces textes, qui témoignent de diverses manières d'une tradition profonde de pardon à l'ennemi, décrivent des comportements issus de cette tradition et l'enrichissent par l'analyse et la réflexion.

Ils sont d'une telle diversité qu'on est d'abord étonné que ce principe de l'amour de l'ennemi, souvent traité comme un slogan, soit si profondément ancré dans les comportements, qu'il traverse la conscience européenne de part en part.

---

(1) Jacek Salij, dominicain, né en 1942, docteur en théologie, professeur de patristique à l'Académie de Théologie de Varsovie, est connu en Pologne pour ses articles et ses essais sur les problèmes de morale.

(2) *Nasza Rodzina*, mensuel d'expression polonaise, édité à Paris, depuis 1945, par les Pères Pallottins. Diffusé surtout en Europe occidentale, il adresse à l'émigration polonaise un message de caractère religieux.

Le pardon à l'ennemi peut être un beau geste, un impératif moral mystique ou rationnel, une manière de vivre en société, un calcul politique, et encore faut-il multiplier par deux ces possibilités selon que l'on est ennemi oppresseur ou ennemi opprimé. Si le principe est immuable, chacun de ses développements pratiques se heurte à des obstacles, psychologiques surtout, qui font que chaque solution est unique. C'est de cette diversité que le livre tire sa richesse ; aussi ai-je préféré faire ici une brève promenade à travers ses pages plutôt qu'une présentation systématisée.

Voici un enterrement en Mazovie, à la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle : le cortège funèbre traverse le village. A chaque calvaire, on s'arrête, on ouvre le cercueil. Un des proches du défunt demande, en son nom, que ceux qu'il aurait offensés lui pardonnent. La foule répond, pêle-mêle, par des formules de pardon ou de courtes prières pour le salut de son âme. Cela se répète jusqu'à l'ensevelissement du corps.

Est-ce sincère ? Sur la page voisine, un ouvrier de ferme raconte une scène de son enfance. Le propriétaire du domaine, une crapule incontestée, est mourant. Toute la famille des ouvriers, rassemblée, commence à prier. Voyant la réticence de notre témoin, sa mère, femme très simple mais profondément religieuse, lui explique



que cette prière, de laquelle dépend peut-être le salut de l'âme du mourant, est son devoir quelles que soient ses opinions sur celui-ci. L'enfant découvre ainsi, en étouffant son impuissante volonté de vengeance, sa propre dignité.

Une chronique du XV<sup>e</sup> siècle décrit le comportement du roi Ladislas Jagiello, après sa brillante victoire sur les Chevaliers Teutoniques à Grunwald (Tannenberg), en 1410. Il interdit les festivités, ordonne de prendre soin des blessés du camp adverse autant que des siens et laisse le temps aux vaincus d'ensevelir dignement leurs morts bien qu'il sache que les trois semaines de répit entre les deux camps permettront à l'adversaire de se ressaisir (ce comportement, politiquement et militairement absurde, était toutefois très apprécié par la tradition polonaise, les valeurs éthiques étant supérieures à l'efficacité politique).

Quelques sermons — jésuites mais aussi ariens (3), quelques textes littéraires choisis dans les œuvres les plus célèbres (Mickiewicz, Sienkiewicz, Reymont) complètent cette première partie du recueil, intitulée « *Les Sources* ». Ce savant mélange suggère au lecteur que le thème de l'amour de l'ennemi — compris surtout comme pardon à l'ennemi — traverse la culture polonaise, à tous ses niveaux sociaux et intellectuels.

Naturellement, une pareille tradition est commune à toute l'Europe chrétienne. Cette introduction était indispensable précisément pour cette raison. Des exemples choisis uniquement dans les

---

(3) Ariens, ou Frères Polonais, ou encore Soci-niens : secte religieuse radicale, issue du calvinisme polonais, assez répandue en Pologne depuis le milieu du XVI<sup>e</sup> siècle. Les Ariens refusaient de reconnaître la Sainte Trinité (d'où leur nom) et, entre autres, prônaient l'égalité des hommes et s'interdisaient l'usage des armes. Ils ont développé une riche activité intellectuelle et pédagogique.

périodes où l'histoire de la Pologne ne ressemble pas à celle des autres pays — l'époque des partages, la Seconde Guerre mondiale ou les années qui l'ont suivie — fausseraient inévitablement la portée universelle des témoignages de ces périodes. C'est à elles qu'est consacrée la deuxième partie : « *Témoignages* ».

La première moitié du XIX<sup>e</sup> siècle est l'époque du réveil de la conscience nationale polonaise, caractérisée par son attachement aux valeurs culturelles et religieuses. C'est aussi, après le choc des partages et de la soumission, l'époque d'un renouveau moral de la société, renouveau qui a atteint son apogée dans les années précédant l'insurrection de 1863. Pour légitimer leur combat, pour lui donner le caractère exclusif de lutte contre l'injustice, les Polonais se préparent intérieurement, se purifient : un propriétaire, sur le point de gagner un procès, l'annule, « s'étant persuadé que l'adversaire est un homme de bien et un patriote » ; les déportés en Sibérie, considérés comme héros nationaux, soulignent que leur pénible expérience de forçats leur a fait découvrir le sentiment de fraternité des hommes. Les textes, de plus en plus souvent, évoquent le renoncement à la vengeance. Ce thème est présent dans les prières, dans la poésie, même dans la déclaration à l'origine de l'insurrection : « A Toi aussi, nous te parlons, Peuple de Moscovie ! La liberté et la fraternité des peuples sont notre tradition, aussi nous te pardonnons même l'assassinat de notre Patrie, le sang versé (...) l'oppression et la torture (...) Nous te pardonnons, car Toi aussi, Tu es misérable et opprimé, triste et malheureux, les cadavres de tes enfants pendent aux potences du tsar, tes prophètes se meurent dans les neiges de Sibérie ».

Ce texte, étonnant, déclaration d'un combat mortel, témoigne de l'acquis éthique de cette première moitié du siècle : pour qu'un combat soit juste, il faut prendre conscience de ses buts



en éliminant ceux qui alimenteraient la haine. D'autres textes témoignent que l'on n'a pas omis de rendre honneur aux initiatives et aux sacrifices des Russes, visant à établir la paix entre les deux nations.

Nous voilà ici dans le vif du sujet : l'amour de l'ennemi n'est pas le domaine exclusif de l'individu, il se réalise — il peut se réaliser — au niveau des nations, par l'intermédiaire de leurs dirigeants et par l'exemple du comportement des simples citoyens ou soldats. Des officiers, dont les familles ont été exterminées par les autorités russes, ont libéré des prisonniers à la nouvelle d'une victoire ; d'autres se sont présentés à ces autorités, risquant la mort, afin d'éviter que la répression ne menace des localités ou des familles engagées dans le combat.

Car il y a aussi une question de responsabilité et de persévérance. L'insurrection, comme on sait, fut un désastre pour les Polonais, surtout pour la noblesse, qui en grande partie a cessé d'exister. Mais les chefs ont su porter jusqu'au dernier moment le message de paix : Walerian Lukasinski, qui a passé quarante-six ans dans les prisons russes, ne cesse de répéter, dans ses Mémoires écrits à la fin de sa vie, le besoin du pardon et de l'amour du prochain ; Rafal Krajewski, condamné à mort en 1864, réalise, la veille de son supplice, sa dernière volonté : il serre la main à l'officier de la prison ; « je voulais, avant ma mort, étreindre un Moscovite, vous en êtes un représentant ». Toutes les dernières lettres des chefs condamnés de l'insurrection contiennent des invocations au pardon et à la paix.

Avec un texte de Boleslaw Prus de 1904 on passe au problème allemand. C'est l'époque d'une germanisation brutale des territoires soumis à l'Empire Prussien. « L'Etat allemand est gravement malade » proclame Prus. Avec une perspicacité quasiment prophétique, il démontre que la propa-

gande anti-polonaise des autorités et de la presse allemandes, qui se sert du mensonge et de l'insulte, qui trompe donc ses citoyens, nuit bien plus aux Allemands qu'aux Polonais, car elle empoisonne les esprits, elle ruine la culture allemande et favorise la carrière des médiocres, au détriment des justes. Ce texte mériterait une plus grande attention ; il n'a point perdu son actualité, non pas pour les Allemands, mais pour le problème bien plus général de la responsabilité des mass-médias.

Je signale simplement des textes qui touchent aux problèmes des nationalités — polonaise, juive, ukrainienne — écrits en Pologne indépendante, pour passer aux témoignages de la Seconde Guerre Mondiale. Très vite, on s'est rendu compte que, par-dessus la haine nationale, il y a un combat mortel entre la civilisation et la barbarie : la volonté de justice, l'attachement aux valeurs éthiques, dont la renonciation à la haine, le pardon, sont indispensables pour préserver la santé morale, surtout après la victoire. Parmi les milliers de textes clandestins, on rencontre très souvent des prières ou des méditations axées sur le « Notre Père » dans lequel on arrive inévitablement au « comme nous pardonnons ». C'est une collection extraordinaire de réflexions qui s'agrippent à l'idée du pardon malgré les bombardements, malgré la terreur, malgré les camps, malgré, malgré, malgré... L'idée de renoncer à la vengeance est un élément de première importance dans l'éthique de combat des mouvements de la Résistance les plus célèbres, des insurgés de Varsovie, mais aussi de l'éthique de la résistance civile, efficace grâce à l'autodiscipline de toute la population. Tout en encourageant le combat, les textes condamnent le carnage, les prières concernent aussi les victimes du côté adverse.

On trouve enfin quelques témoignages du bouleversement moral sous l'effet des expériences de l'occupation : un prêtre célèbre pour son anti-



sémitisme avant la guerre se donne comme priorité le sauvetage des Juifs sous l'occupation ; un père de famille retrouvant les cadavres des siens, tués par une bande d'Ukrainiens, prie d'abord pour ces derniers : « Mon Dieu ! Eclairez-les, afin qu'ils voient et qu'ils cessent de tuer ». Un écrivain, Gustaw Morcinek, traverse une crise de conscience pendant qu'il observe, de son camp de travail, près de Munich, un bombardement allié : il comprend que la haine l'a rendu infirme.

On trouve plus loin le message des évêques polonais aux évêques allemands de 1965 : « Nous pardonnons et vous demandons le pardon », message adressé pour le millénaire du baptême de la Pologne, que l'Episcopat polonais voulait fêter dans un esprit de conciliation. Ce message, qui a attiré les foudres sur l'épiscopat, et qui n'a

pas été tout de suite bien reçu par beaucoup de Polonais et plus encore d'Allemands, était pourtant le développement logique de l'enseignement de l'Eglise en Pologne, et surtout du cardinal Wyszynski. On trouve d'autre part des lettres de l'épiscopat aux fidèles sur les manières de se comporter vis-à-vis des autorités communistes : l'amour de l'ennemi y trouve un développement important.

La dernière partie, « *Recherches* », rassemble des textes de référence : entre autres des extraits d'ouvrages de Karol Ludwik Koninski, deux textes du cardinal Wojtyla, « Le refus comme symptôme de solidarité » et « La signification du commandement de l'amour », enfin un texte de Leszek Kolakowski, présenté dans ce numéro, qui illustre peut-être le mieux cette dernière partie du recueil.

Colonne de blindés soviétiques sur une route polonaise. Près d'un fossé un homme est agenouillé.

Un char s'arrête. Le pilote en descend. Il s'approche de l'homme :

— Que fais-tu ?

— Je prie.

— Pourquoi pries-tu ?

— Pour que tu puisses rejoindre le paradis.

— Ça ne va pas ! Je n'ai pas du tout envie de rentrer en Russie ! Je préfère rester ici !



# ***l'éducation à la haine l'éducation à la dignité*** (\*)

par Lezek KOLAKOWSKI

Lezek Kolakowski est un philosophe de formation marxiste, ancien professeur à l'université de Varsovie, fer de lance du mouvement « révisionniste ». Dans les années soixante, il a dû quitter la Pologne. Actuellement professeur à Oxford, il a publié, en particulier,

en 1976, une œuvre fondamentale sur le marxisme (*Główny nurt marksizmu*), traduite en plusieurs langues (mais pas en français), qui est aussi sa critique la plus complète.

Membre du KOR (1978-1981), il a obtenu le Prix Européen de

l'Essai, le Prix Erasme, le Prix des Libraires Allemands. Nous publions ici le texte, inédit en français, de l'allocution qu'il a prononcée lors de la remise de ce dernier prix, dont certains passages ont, nous semble-t-il, des accents gandhiens.

La distinction honorifique qui vient de m'être attribuée me place au rang d'hommes dont le voisinage éveille, certes, ma fierté, mais aussi un obscur sentiment d'inconfort. Il y a, parmi eux, des hommes qui méritent particulièrement notre reconnaissance parce qu'ils sont nos guides spirituels. Lorsque nous pensons à des personnages tels qu'Albert Schweitzer, Martin Buber, Karl Jaspers, Servepalli Rahakrishnan, Janusz Korczak — pour ne citer que quelques-uns parmi les défunts — notre reconnaissance s'adresse à eux dans la mesure où, avant tout, ils nous ont enseigné comment, sans éviter le combat, on peut en même temps se libérer de la haine, comment on peut rejeter le langage de la haine. C'est précisément à cette question de la haine que

je voudrais consacrer quelques mots. Bien que je n'aie pas, en ce moment, l'intention d'aborder les questions de la politique actuelle, je ne puis m'empêcher, en ma qualité de Polonais si honoré par des amis allemands, de penser que toute occasion est bonne pour favoriser la réconciliation germano-polonaise, et ceci pas seulement au sens négatif qui consiste à faire diminuer la somme de haine amassée entre nos deux nations au cours de l'histoire. Je considère en effet que la notion d'Europe centrale,

(\*) Discours prononcé le 16 octobre 1977 à Francfort, lors de la cérémonie d'attribution à l'auteur du Prix de la Paix décerné par l'association des Libraires allemands.



comme entité culturelle, n'est nullement dépassée ; aussi ai-je la témérité de croire que la restitution de cet espace culturel, libre de domination, est non seulement possible, mais digne d'efforts, et, de plus, qu'elle peut s'avérer décisive pour le destin de l'Europe. Je pense donc à cela aussi en émettant ces quelques remarques abstraites sur le phénomène de la haine.

Qu'un monde sans haine vaille d'être désiré est un slogan en lui-même si simpliste qu'il est partagé par tous ; cela témoigne, hélas, de son peu de valeur. Par contre, si un tel monde est possible, il ne peut l'être qu'au terme d'un combat mené dès aujourd'hui sans haine ; autrement dit, il devient plus probable de le construire si les hommes renoncent à la haine dans les conflits contemporains, ce qui est loin d'être partagé par tous. Les symptômes de la propagande de la haine ne passent-ils pas pour des moyens d'édifier une communauté fraternelle mondiale ? La haine du mal (ou de ce qui, à chaque fois, est ainsi nommé) ne fait-elle pas automatiquement du haïssant un saint, comme en vertu de la règle de double négation : quiconque hait celui qui hait les choses saintes, est lui-même un saint ? Il est devenu ridicule de dire que la haine, indépendamment de son objet, enfante le mal. Quiconque rappelle cette simple phrase de Spinoza : « La haine ne peut jamais être bonne », quiconque répète le commandement de saint Paul dans l'**Épître aux Romains** de combattre le mal par le bien (Ro. 12,21) risque directement de devenir objet de dérision, tel un prédicateur naïf, sinon objet de haine comme ennemi d'un monde meilleur.

Aussi je répète les principes que nous sommes en droit de considérer comme l'essence de ce qui est non seulement le meilleur, mais aussi le plus indispensable et le plus inal-

térable dans l'enseignement moral des grands prophètes et de plusieurs grands philosophes :

— il n'existe pas de droit à la haine, quelles que soient les circonstances ;

— dire que quelqu'un mérite la haine est dénué de sens ;

— il nous est possible de vivre sans haine ;

— tout droit cesse d'être un droit lorsqu'il tente de s'imposer par la haine, ou bien — ce qui revient au même — d'associer la haine au service de la justice.

Ce sont des pensées issues d'une tradition ancienne ; les unes sont d'évidents jugements de valeur, les autres s'appuient sur l'expérience. On peut cependant leur opposer des arguments moraux ou objectifs. Ces arguments sont au nombre de trois : premièrement, la haine est un phénomène naturel, donc inévitable ; deuxièmement, la haine rend efficace toute lutte, donc la lutte pour la justice ; troisièmement, il arrive que la haine soit moralement justifiée, il y a bien des hommes et des choses qui méritent la haine. Ces arguments exigent une réponse.

Pour la première : il se peut que la haine soit un phénomène naturel comme toutes les passions impétueuses. Si toutefois on devait en déduire que personne n'est capable de vivre sans haine, un tel jugement serait facilement rejeté en raison de l'expérience : si le nombre de ceux qui ne se laissent jamais mobiliser par la haine est limité, ils existent pourtant et ont toujours existé. Et si ce jugement signifie que la majorité, voire la majorité écrasante d'entre nous, est trop faible pour se libérer de la haine, cela n'infirme en rien la légitimité du commandement qui exige de nous de vivre sans haine.



Tous les commandements moraux sont, dans un certain sens, contraires à la nature ; ils seraient superflus si leurs exigences étaient assouvies par la force de l'instinct. Aucun de nous n'est innocenté par le fait que beaucoup d'hommes vivent dans le mal, puisque nous sommes convaincus de notre capacité à contenir nos passions héréditaires. Nous serions dans une bien plus mauvaise situation en adoptant l'opinion de Luther, selon lequel Dieu nous donne des commandements qu'il nous est de toute façon impossible d'observer, selon lequel Dieu exige donc des comportements impossibles. Si nous partions du principe que le droit moral dépasse essentiellement nos capacités, les différences morales entre les humains devraient quasiment disparaître, indépendamment de notre foi en la miséricorde divine. Aussi, je voudrais opposer, au doute de Luther, le principe de Kant : sachant qu'en vertu du droit moral, nous devons faire quelque chose, nous savons simultanément que nous pouvons le faire : plus encore sachant que nous le devons, nous apprenons que nous avons la capacité de le faire, sans avoir cependant l'assurance qu'au moment de l'épreuve, nous serons effectivement à la hauteur de notre devoir.

Nous n'avons point de réponse infaillible à la question de savoir si un monde sans haine est possible ou s'il y a des causes naturelles qui l'excluent. Même si nous n'espérons pas sérieusement un tel monde et que nous restons persuadés que la haine sur terre est indéracinable, notre propre haine, celle qui couve au fond de chacun de nous, ne s'en trouve aucunement justifiée.

Le mal sur terre existe, mais malheur à celui à travers qui il se réalise. Cet avertissement est aussi une des pierres les plus inaltérables de l'édifice de la civilisation chrétienne.

Sans cette conviction qu'aucune statistique du mal ne justifie le mal en moi-même, la notion de responsabilité serait vide de sens et superflue.

S'il est donc indéniable que la haine enfante la haine, il s'agit là d'un fait naturel et non pas d'une nécessité inconditionnelle à laquelle nous ne pourrions pas plus nous opposer qu'au fait que les objets que l'on lâche tombent au lieu de s'élever.

Si l'on me demandait donc : « Faut-il alors s'attendre à ce que les victimes de Hitler ou de Béria ne haïssent point leurs bourreaux, que les torturés, les avilis, ceux qui ont été privés de dignité, de liberté, des droits fondamentaux, soient libérés de toute haine envers leurs oppresseurs et tortionnaires, que tous imitent le Christ ? », je répondrais : Non, nous ne pouvons nous attendre à pareille chose ; et pourtant, la question reste ouverte : même dans ces conditions inhumaines et cruelles, aurions-nous le droit à la haine ? Notre haine, aussi naturelle et prévisible qu'elle soit, serait-elle moralement légitime ? Y aurait-il donc des gens qui méritent la haine ? Il semble qu'on ne peut mériter la haine, pas plus qu'on ne peut mériter l'amour. Ni l'une ni l'autre ne peuvent être soumis aux lois de la justice. On ne peut mériter quoi que ce soit qu'en vertu d'un droit, mais aucun droit ne peut exiger, imposer l'amour ou y contraindre : de même pour la haine. L'une et l'autre sont données gratuitement, sans bases légales.

Mais on peut demander : n'y a-t-il pas des personnes, des causes, des mouvements, des systèmes, qui, en vertu de la justice, méritent l'anéantissement total ? La haine n'est-elle pas précisément l'aspiration à cet anéantissement ?



Je répondrais ainsi : il y a, certes, des agencements humains, des institutions, des mouvements, des systèmes politiques, des opinions, et peut-être des personnes qui méritent l'anéantissement. La haine n'est cependant pas identique à la volonté de détruire et moins encore à la conviction que quelque chose mérite l'anéantissement. Notre haine se dirige contre des hommes et contre des groupes humains, contre des nations, des races, des classes, des partis, contre des riches ou des pauvres, contre des Noirs ou des Blancs, mais non contre des abstractions comme des systèmes politiques et des opinions. **Odium peccati** — la haine du péché — est une métaphore : nous ne pouvons haïr que les pécheurs, en nous incluant nous-mêmes. La haine est plus que l'aspiration à détruire. Comme l'amour, elle contient une sorte d'infinité, d'inassouvissement. Elle ne tend pas seulement à détruire, mais à infliger une souffrance incessante ; elle est donc volonté diabolique car la nature du diable, c'est précisément d'être toujours insatisfait de son œuvre d'anéantissement.

Ainsi, nous avons répondu partiellement à la deuxième question : la haine peut-elle servir efficacement une bonne cause, et, en ce sens, peut-elle être sainte ? Pour répondre négativement, sans aucune équivoque, il suffit de poser une question supplémentaire : pourquoi tous les systèmes totalitaires se servent-ils de la haine comme d'un moyen indispensable ? Ils en ont besoin non pas seulement pour entretenir la mobilisation interne des esprits, non pas seulement pour profiter du désespoir des hommes, de leur détresse et de l'immensité de l'agressivité accumulée qu'ils canalisent, qu'ils dévient vers les uns ou les autres. Non, le besoin de la haine s'explique en ceci qu'elle détruit intérieurement ceux qui haïssent, qu'elle les désarme devant l'Etat, qu'elle

n'est que suicide spirituel, autodestruction, et qu'elle arrache, jusqu'aux racines, la solidarité de ceux-là même qui haïssent. L'expression « haine aveugle » est un pléonasme — il n'y en a pas d'autre.

Etant donné qu'elle remplit — du moins dans son aspect idéal — tout l'espace spirituel de l'homme, en quoi ressemble-t-elle encore à l'amour ? Elle pourrait passer apparemment pour un moyen d'intégration personnelle. Il n'en est rien ; cela prouve, d'une part, l'asymétrie de l'amour et de la haine, et dévoile, d'autre part, les raisons pour lesquelles aucun totalitarisme ne peut renoncer à l'éducation à la haine. Car la négativité pure de la haine immobilise toute entente humaine, décompose la cohérence personnelle intérieure : c'est pourquoi elle est irremplaçable comme moyen de désarmer spirituellement les hommes. Notre intégration intérieure se réalise dans l'entente avec les autres, dans la confiance et l'amitié, jamais dans le vide monadique fermé, orienté vers lui-même, du « Moi ». L'énergie omnidévourante de la haine rend vaines toutes ententes et me décompose spirituellement avant que je ne puisse détruire « mon » ennemi. Dans ce sens, on peut dire que vivre dans la haine, c'est vivre dans la mort, que la haine qui domine durablement mon esprit devient une sorte de passion « autonécrophile » doublement dénaturée. Les mouvements et les systèmes totalitaires de toutes tendances suscitent la haine moins contre leurs propres sociétés, moins pour préserver leur capacité de combat que pour désintégrer intérieurement, pour rendre spirituellement inertes, ceux qu'ils éduquent et appellent à la haine, et les priver ainsi de toute possibilité de défense. L'appel incessant, muet mais parfaitement clair, du totalitarisme proclame : « Vous êtes parfaits, les autres sont pourris jusqu'à la moelle. Il y a bien longtemps



que nous aurions le paradis sur terre, si la méchanceté de vos ennemis ne s'y opposait ». L'enjeu de cette éducation n'est pas d'édifier une solidarité dans la haine, mais plutôt de créer chez les éduqués un sentiment d'auto-satisfaction et de les rendre ainsi intellectuellement et moralement impuissants. L'autosatisfaction dans la haine doit me donner le sentiment d'être l'heureux possesseur des valeurs absolues. C'est ainsi que la haine culmine finalement dans une « auto-idolâtrie » grotesque qui n'est, comme chez les anges déchus, que l'autre face du désespoir.

Lorsque nous aimons vraiment, nous perdons toute impartialité envers l'objet de notre amour. Lorsque nous haïssons vraiment, nous perdons toute impartialité envers nous-mêmes, mais aussi envers ce que nous haïssons, car la haine nous prive de la capacité de différenciation, indispensable pour un jugement équitable. Elle oppose notre raison totale et inconditionnelle à l'ignominie aussi totale et inconditionnelle des autres.

La voilà, l'arme secrète des totalitarismes : empoisonner par la haine tout le tissu spirituel de l'homme et le priver ainsi de sa dignité. Dans ma fureur destructrice, je suis moi-même objet de destruction ; dans mon auto-satisfaction, dans mon innocence, ma dignité dépérit. Et, avec elle, ma cohérence intérieure, mon entente et ma solidarité avec les autres. Il n'existe pratiquement aucune solidarité dans la haine ; les haïssants ne deviennent pas amis par le fait qu'ils haïssent le même ennemi. En dehors des moments d'affrontement direct, ils sont eux-mêmes indifférents ou ennemis les uns des autres. De même, il n'y a de sociétés aussi remplies de haine inavouée ou manifestée que celles qui édifient leur unité sur la haine et nous promettent ainsi d'institutionnaliser la

fraternité. Or, dire qu'à la haine, il faut répondre par la haine, c'est dire que pour vaincre dans un combat juste, il faut d'abord abolir les raisons qui le justifient. Il n'est nullement inévitable que sans haine, nous soyons désarmés : ce n'est pas la haine qui nous renforce dans le combat, mais plutôt la lâcheté de l'adversaire. Notre propre lâcheté est aussi notre ennemi principal : mais renier la haine et le fanatisme ne signifie pas quitter le champ de bataille. Il se peut que plusieurs d'entre nous ne sachent vaincre leur lâcheté autrement que par le fanatisme et l'aveuglement. Mais si nous en déduisons qu'il faut mobiliser la haine pour rendre le combat efficace, nous portons immédiatement atteinte à la légitimité de ce combat. L'éducation à la démocratie, c'est l'éducation à la dignité et celle-ci exige simultanément l'un et l'autre : d'être prêt au combat et libre de haine.

Etre libre de haine en esquivant les conflits est une vertu illusoire, comme la chasteté d'un eunuque. Tous les conflits humains se caractérisent par un mécanisme de renforcement et de propagation : rien de plus banal qu'un conflit insignifiant en soi qui se transforme en inimitié mortelle, car la manière de le résoudre crée de nouveaux conflits de plus en plus graves. L'esprit de conciliation et l'aptitude au compromis sans lâcheté ni conformisme, la capacité de retrancher l'excédent d'inimitié sans pour autant reculer dans ce que l'on considère comme le noyau du problème — cela relève d'un art dont personne n'est doué par nature. Néanmoins, l'avenir de la démocratie dans le monde dépend de notre faculté à apprendre cet art.

Deux méthodes opposées d'éducation se présentent : on peut les définir schématiquement comme « calviniste » et « jésuite ».



L'exactitude historique de ces appellations, qui peuvent sembler anachroniques, et que je ne tiens pas à soutenir, est un problème secondaire. Il s'agit plutôt de présenter deux théories opposées de la nature humaine, dont chacune propose ses propres principes d'éducation. La doctrine calviniste part du principe que la nature humaine est irréversiblement corrompue, que le salut ne dépend que de la grâce, qui est imméritée, distribuée gratuitement, et, à nos yeux, irrationnellement : l'éducation ne peut soustraire les damnés aux abîmes de la perdition, pas plus qu'elle ne peut y envoyer ceux qui sont appelés au salut. Aussi la finalité de l'éducation n'est pas d'aider les hommes sur le chemin du salut, mais plutôt de diminuer par la contrainte l'ensemble des actions qui offensent Dieu ; mais seulement pour Dieu, non pour les hommes. La rigidité de la double et irrévocable prédestination fait de l'effort éducatif une tâche désespérée et vaine. La nature humaine, totalement corrompue, est diabolique et mérite la haine : la nécessité de l'endiguer autorise tous les moyens.

A l'opposé, la doctrine jésuite juge que personne sur terre n'est déterminé d'une manière définitive et absolue. Toutes les énergies et inclinations contiennent un élément positif ; elles peuvent donc être dirigées vers le bien ; la grâce divine trouve toujours un espace sur lequel elle peut avoir prise. Quoique l'on ait pu abuser de ce principe — comme de tout principe qui favorise la vie — je pense qu'il est toutefois porteur d'une attitude essentiellement bienveillante à l'égard des hommes. Il nous encourage à garder, aussi longtemps que l'on peut, l'espoir de nous entendre avec les autres : il nous interdit de nous convaincre sans recours que qui que ce soit puisse personifier le mal absolu ; et ceci affaiblit notre prédisposition à la haine.

Le phénomène de la haine a trois dimensions : morale, politique et religieuse. Je voudrais seulement exprimer ma conviction que la dimension politique et la dimension morale de la haine ne se contredisent pas ; on ne saurait donc en aucun cas condamner la haine au plan moral tout en l'encourageant comme moyen politique efficace pour ouvrir la voie à un monde libre de haine, comme si la fin justifiait le moyen. Cependant la tradition religieuse, du moins celle de notre espace culturel, exige plus que de renoncer à la haine ; elle nous demande de faire le bien à nos ennemis. Cette exigence, qui est un viol de notre nature, peut-elle être considérée comme une obligation universelle ? La réponse est des plus banales : nous pouvons être sûrs qu'il n'y a et qu'il n'y aura jamais parmi nous que quelques-uns qui soient véritablement à la hauteur de cette exigence ; mais c'est sur leurs épaules que tient l'édifice de notre civilisation et le peu que nous-mêmes sommes capables de faire, c'est à eux que nous le devons.

Dans tous les espaces de l'univers humain, ceux qui font penser à un « *hortus deliciarum* » comme ceux qui rappellent plutôt le bague, les rancunes et les ressentiments chargés de haine s'excitent mutuellement et semblent à tout moment nous menacer d'une explosion ultime ; de l'autre côté, indifférents ou fuyant les tensions, nous nous promettons une apocalypse paisible, graduée, à peine perceptible ; nous sommes en quête de la formule alchimique, magique, d'un feu purificateur qui n'apporterait la souffrance qu'avec l'espoir. Si personne ne peut se vanter d'avoir découvert pareille formule, nous pouvons néanmoins présumer obscurément que nos efforts ne sont pas futiles, si nous la recherchons dans notre tradition philosophique et religieuse. Sur ce terrain marécageux et instable où nous nous éga-



## Essais de Pologne

rons sans cesse, où nous revenons sur nos pas, où nous tournons en rond, nous n'avons, pour subsister spirituellement, que quelques rares points de repère que l'on peut réduire à des principes simples et connus depuis la nuit des temps, et parmi eux celui-ci : la capacité de lutter sans haine, l'esprit de conciliation sans renoncer à l'essence de la cause.

Dans un monde regorgeant de haine, d'envie et de soif de vengeance, dans un monde qui — non pas à cause de l'indigence de la nature mais à cause de notre voracité gargantuesque — nous semble de plus en plus exigü, la haine est parmi ces forces dont il est permis de dire qu'aucune démarche institutionnelle ne les

fera céder. Ainsi, il nous est permis de supposer, sans nous exposer au ridicule, que chacun de nous, lorsqu'il maîtrise ce mal en lui-même, contribue à le maîtriser dans le monde et porte ainsi en soi l'anticipation fragile et instable d'une vie plus acceptable sur notre bateau d'aliénés.

Traduction : Piotr BLONSKI.

Cet article, inédit en Français, est repris de *ZAPIS* n° 5, revue polonaise non officielle, publiée en Pologne et en Angleterre.

Deux travailleurs sont attablés dans un bistrot de Varsovie. Ils sont passablement éméchés. Soudain, l'un des deux frappe du poing sur la table et s'écrie :

— Je préférerais travailler à Moscou vingt-quatre heures sur vingt-quatre, et sans gagner un rond, que travailler seulement deux heures à New York pour tout l'or du monde !

— Bravo ! lance un officier soviétique assis à la table voisine. Tu es un camarade remarquable, et le Parti devrait être fier de toi ! Que fais-tu comme métier ?

— Croque-mort.



# Rester fidèle à son idée

A propos du livre d'Adam Michnik  
« Pensez la Pologne » (\*)  
par Eric PRAIRAT

L'ouvrage d'Adam MICHNIK « **Penser la Pologne** » est une compilation d'articles et d'essais rédigés entre 1975 et 1982. Ces écrits sont axés autour de trois pôles de réflexion. MICHNIK explique l'évolution de la stratégie du mouvement polonais. Il analyse le rôle de l'Eglise et des intellectuels et les rapports qu'ils entretiennent entre eux. Il parle aussi du 13 décembre, des desseins de JARUZELSKI et de l'avenir de la lutte.

## LES LEÇONS DE L'HISTOIRE

Pour Michnik, ceux qui voulaient réformer le régime, les « révisionnistes », se sont fourvoyés, victimes de leur inexpugnable foi en l'appareil du parti. Convaincus que celui-ci évoluerait, ils agissaient dans son cadre, réaffirmant leur attachement à la doctrine marxiste officielle. La démocratisation du parti devait permettre l'avènement du « règne du bon sens » et ouvrir les portes de la démocratie.

Mais l'Histoire n'a cessé de ruiner cette espérance. Octobre 56, mars 68 (1) et, un peu plus tard, la désillusion de Prague, sont autant d'aveux d'impuissance à réformer le système par le haut. S'il est vain et illusoire de miser sur la raison des princes communistes, il est irréaliste et dangereux de renouer avec la tradition romantique du siècle dernier. Car la question qui mérite une réponse n'est plus « Comment réformer le pouvoir ? », mais « Comment s'en défendre ? ». La solution apparaît en filigrane derrière les troubles de 1970 qui signent l'émergence de la classe ouvrière sur la scène politique. Six ans plus tard, un nouveau pas est engagé : « Le début d'une auto-organisation sociale indépendante de l'Etat ». Dès lors, la conviction est acquise : « Le lieu du conflit social et, en conséquence, celui d'un éventuel compromis social, c'est aujourd'hui l'usine et l'Université, ce n'est plus les couloirs du Comité Central ou de la Diète ». La nouvelle stratégie de l'opposition démocra-

(\*) Editions La Découverte, 1983.

(1) Nous faisons ici référence aux événements polonais, d'octobre 56 et de mars 68.



tique est née : elle vise à mettre en œuvre une résistance sociale généralisée. L'arme maîtresse en est la désobéissance civile.

Mais une autre question fondamentale demeure : comment éviter l'intervention soviétique ? Le mouvement polonais doit certes renoncer à menacer le système dans ses fondements mêmes, mais il bénéficie d'une marge de manœuvre essentielle qu'il faut clairement percevoir. « Pour les dirigeants polonais, l'intervention militaire soviétique équivaldrait à réduire leur rôle à de simples gardiens de l'empire soviétique, alors qu'à présent ils gouvernent, certes avec une souveraineté limitée, mais ils gouvernent quand même un pays de 34 millions d'habitants. Pour les dirigeants soviétiques, le souvenir des conséquences internationales de leurs interventions en Hongrie et en Tchécoslovaquie est loin de s'être évanoui. Ils se souviennent aussi de la détermination des ouvriers polonais en décembre 70 et en juin 76. Si l'on tient compte, en outre, de la traditionnelle disposition anti-russe des Polonais et de leur capacité à se lancer dans des combats désespérés, on peut conclure que, pour les dirigeants soviétiques, la décision d'intervenir militairement en Pologne équivaldrait littéralement à entrer en guerre avec elle. »

Il est évident que, pour l'opposition polonaise, une intervention militaire soviétique serait synonyme de catastrophe. Il existe donc sur ce point convergence d'intérêts entre les dirigeants soviétiques et polonais et l'opposition démocratique ; c'est précisément à l'intérieur de cette convergence que se dessinent les contours de la stratégie de résistance. Elle se doit d'être modérée et progressive. Ainsi, SOLIDARITE n'a jamais revendiqué « l'impossible » comme le fit Imre NAGY en Hongrie, lorsqu'il annonça la sortie de son pays du Pacte de Varsovie, le retour à la démocratie parlemen-

taire, la réactivation de tous les partis et la création d'un gouvernement de coalition à l'intérieur duquel les communistes seraient minoritaires. Les objectifs du mouvement polonais doivent être raisonnables. En d'autres termes, il faut admettre qu'à l'heure actuelle, les transformations possibles se situent dans le cadre de « la doctrine BREJNEV », c'est-à-dire l'existence d'une « souveraineté limitée » dans les états satellites de Moscou. L'opposition doit tendre à limiter le pouvoir communiste, à le contrôler, à le contraindre à des concessions dans le domaine des libertés démocratiques, mais elle ne doit jamais tendre à son élimination. Il s'agit de créer des formes institutionnelles de dialogue avec le pouvoir, des espaces de liberté. Ce sont les cercles de discussion, les journaux, « l'Université volante »... toutes ces institutions nouvelles et parallèles qui fleurissent dans la foulée des événements de 76 et président à une véritable dynamique de reconstruction sociale. Elles établissent les données d'un « nouveau contrat social », contrat au terme duquel le pouvoir et la société renoncent mutuellement à quelque chose : le pouvoir à contrôler totalement la vie sociale, la société à abolir le pouvoir. Les accords d'août 80 consacrent la reconnaissance légale et officielle de ce compromis entre la société et l'Etat. Le rapport de forces nécessaire à un tel dessein exige une société unie.

### L'EGLISE ET LES INTELLECTUELS

La gauche laïque (dont se réclame MICHNIK) et l'Eglise ne l'ont, hélas ! pas admis tout de suite. La gauche laïque a longtemps cru que toute régression de l'audience de l'Eglise était un pas vers le progrès moral et intellectuel. C'est empreinte de ce dogme qu'elle se fera silencieusement complice du pouvoir en 66,



lors des attaques du parti contre l'épiscopat. Deux ans plus tard, les milieux catholiques resteront à leur tour sans voix lorsque la répression frappera l'intelligentsia laïque. 68 ne fut que la suite logique de 66 : la liquidation de toute vie intellectuelle et spirituelle qui ne soit sous l'emprise de l'Etat. « J'ai honte de ma bêtise, confesse MICHNIK, bien que ma bêtise ne puisse en aucune manière être une justification... ce sont les attitudes pratiques qui sont importantes et non leurs inspirations idéologiques ». L'Eglise a offert à l'opposition polonaise, et ce n'est pas là sa moindre contribution, un modèle de coexistence d'une institution indépendante avec le parti.

Si le pouvoir totalitaire n'ampute pas nécessairement la société de son droit à la parole, en revanche il lui impose toujours son langage. Il prive les opposants d'une expression spécifique. Dans de telles circonstances, la responsabilité politique et morale de l'intelligentsia est énorme. Ici, l'engagement politique de l'auteur épouse ses convictions intellectuelles. Interné dans la nuit du 13 décembre 81 (et récemment amnistié), Adam MICHNICK n'a jamais cédé aux chantages qui lui ont été proposés. Il a refusé de signer une déclaration de loyauté et a rejeté toutes les propositions d'émigration. De la prison de Bialoleka, il appelait ses frères emprisonnés à ne pas se soumettre. « Ta capitulation est pour eux bien plus qu'un simple succès professionnel. Elle est leur raison d'être. C'est une confrontation philosophique que tu as engagée avec eux ; l'enjeu de cet affrontement, c'est le sens de ton existence, de toute vie humaine et le non sens de leur vie à eux. Tu mènes la controverse de Giordano Bruno avec l'inquisiteur, celle du décabriste avec le policier, celle de Lukasinski avec l'ange destructeur tsariste, celle d'Ossietzky avec le beau blond en uniforme de la

Gestapo et celle de Mandelstam avec le bolchevik en uniforme de la NKVD. Tu es engagé dans une controverse qui n'a pas de fin et dont l'enjeu, comme l'a dit Elzenberg, ne se mesure pas aux chances de victoire de ton idée mais à la valeur de l'idée elle-même. Autrement dit, ce n'est pas en prenant le pouvoir que tu es vainqueur, mais en restant fidèle à ton idée ».

---

Réunion politique à Varsovie. Le propagandiste discourt sur les succès de l'économie polonaise, et mentionne sans cesse l'importance de la production charbonnière, la plus considérable du camp socialiste.

Un participant se lève pour prendre la parole :

— Vous n'arrêtez pas de nous parler de notre production de charbon... mais où est-il donc ? Chaque jour on voit des trains chargés de charbon partir pour la Russie, et nous, on ne peut même pas en trouver dans notre propre pays ! Qu'est-ce que ça signifie ?

— Comment vous appelez-vous ?

— Tuchinsky.

— Eh bien, camarade Tuchinsky, voici une excellente question. Dans quelques jours je vous donnerai la réponse.

La semaine suivante est tenue une nouvelle réunion. Le même propagandiste est là. Un participant se lève :

— Je m'appelle Kovak. Rassurez-vous, camarade orateur, je ne veux pas vous poser de question à propos du charbon polonais. Je voudrais juste savoir où est passé Tuchinsky.

---



C'est une véritable éthique de la résistance que nous livre ici MICHNIK. Intellectuel in-soumis, il proclame, après Henry-David Thoreau, que « soutenir une politique injuste signifie se rendre complice d'un crime. La résistance devient naturelle, et l'insubordination civique est la seule attitude digne de respect ».

La société totalitaire est un implacable miroir. Elle met, chaque jour, le citoyen opprimé face à lui-même et à ses responsabilités et il ne peut échapper à ce douloureux constat que chaque acte de démission est une parcelle de liberté perdue.

### L'HOMME QUI VOULAIT RESSEMBLER À JANOS KADAR

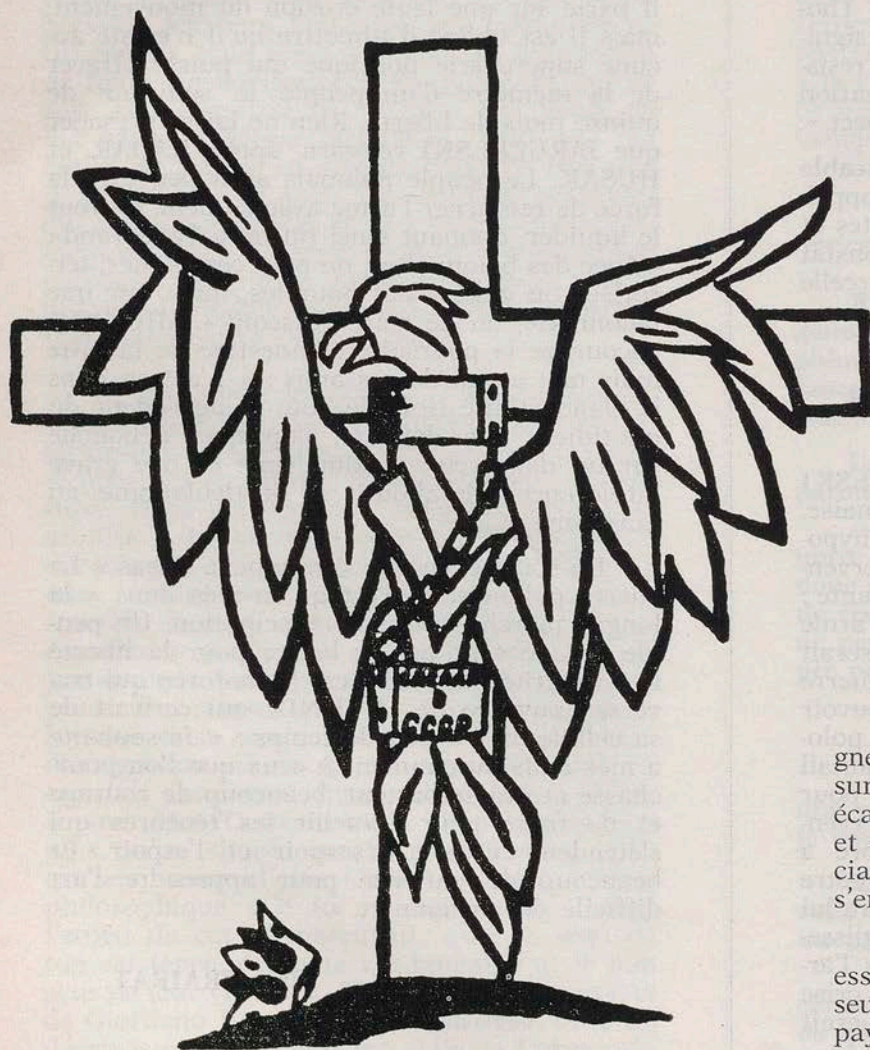
Le coup de force du général JARUZELSKI a brisé la dynamique de l'opposition polonaise. L'effet de surprise a été manifeste car les hypothèses retenues étaient celles d'une intervention soviétique. L'analyse était la suivante : l'intervention militaire soviétique serait l'arme ultime du pouvoir communiste et ne serait mise en œuvre qu'en réponse à une guerre civile ou à une tentative de prise de pouvoir de SOLIDARITE. De même, les leaders polonais avaient conscience que « l'épouvantail soviétique serait manié par le pouvoir pour obtenir l'effet psychologique d'une intervention sans intervenir ». Le 13 décembre a contourné ces hypothèses mais n'a peut-être pas eu toute l'efficacité que le spectaculaire lui accorde. Il a peut-être contribué à un glissement du pouvoir politique du parti vers l'armée. Si cette analyse se confirmait, une crise au sein de l'appareil du parti ne manquerait pas tôt ou tard de se révéler.

En attendant, JARUZELSKI marche sur les traces de Janos Kadar. Après la répression, il parie sur une lente érosion du mouvement, mais il est obligé d'admettre qu'il n'existe aucune supercherie politique qui puisse effacer de la mémoire d'un peuple le souvenir de quinze mois de liberté. Rien ne laisse présager que JARUZELSKI réussira après KADAR et HUSAK. Le peuple polonais aura peut-être la force de retourner l'arme avec laquelle on veut le liquider, donnant ainsi raison à Talleyrand : « Avec des baïonnettes, on peut certes tuer, terroriser ou gagner des batailles, mais, sur une baïonnette, on ne peut s'asseoir ». MICHNIK encourage la poursuite clandestine de la lutte mais met en garde ses amis : « L'action dans la clandestinité isole du goût et de l'odeur du quotidien, elle déforme l'optique, débouche sur un dangereux maximalisme et une grave intolérance, elle aboutit au particularisme, au fanatisme ».

En somme, ce que l'on appelle là-bas « La guerre polonaise » n'est qu'un aléa dans « la longue marche » vers l'émancipation. Un peuple qui ne veut pas se battre pour la liberté ne la mérite pas ; telle est l'idée-force qui traverse l'ouvrage de MICHNIK qui écrivait de sa cellule, il y a peu de temps : « Je souhaite à mes amis, notamment à ceux que l'on pourchasse et qui se battent, beaucoup de courage et de force pour franchir les ténèbres qui s'étendent entre le désespoir et l'espoir. Et beaucoup de patience pour apprendre l'art difficile de pardonner. ».

Eric PRAIRAT.





Affiche de Pologne  
Inscription en russe : Produit en URSS

# L'ambiance polonaise

par Jacques DANIERE

Pour comprendre les événements de Pologne, il faut situer tout ce qui se dit et s'écrit sur ce pays dans son contexte. Il existe un tel écart entre le fonctionnement de notre société et celui de la société polonaise, que l'appréciation que l'on a de la situation de la Pologne s'en trouve considérablement faussée.

Tout d'abord, la société polonaise est essentiellement rurale : un Polonais sur cinq seulement vit en ville. Curieusement, pour « un pays de l'Est », 75 % des terres cultivables sont privées. La campagne polonaise paraît assez semblable à celle de la France des années cinquante.



## Le droit n'existe pas

La notion de « bon droit », du droit de chaque citoyen à faire respecter chaque texte de loi, est une notion évidente en France. Chacun sait qu'il pourra faire valoir son bon droit, même quand, momentanément, ce droit semble bafoué par une administration ou une autorité quelconque.

En Pologne, cette notion n'existe pas.

La société n'est pas organisée autour du droit que chacun possède de faire telle ou telle chose, mais plutôt autour d'interdits et d'arbitraires.

Prenons quelques exemples pour mieux faire comprendre l'importance de cette différence, et de ses conséquences.

En France, il est impensable que la police perquisitionne un appartement pendant l'absence de celui qui l'occupe. En Pologne, des miliciens fouillent à tous moments du jour ou de la nuit des appartements, que le propriétaire soit présent ou non. Un contrôle de papiers se transforme en une fouille systématique du véhicule et des affaires personnelles. Les interpellations dans la rue sont fréquentes et les interventions des miliciens lors des contrôles prouvent qu'ils jouissent d'une immunité qui les encourage à outrepasser les limites de leur mission. Nous avons pu constater que certains n'hésitaient pas à rançonner les propriétaires des automobiles qu'ils arrêtaient, en échangeant le montant d'une contravention contre un objet convoité se trouvant dans la voiture. Cette situation d'absence de droits élémentaires conditionne toute la vie des Polonais et suscite un sentiment profond d'insécurité.

Le fatalisme pèse sur toute la société polonaise, d'autant que Solidarnosc avait fait naître un immense espoir de changement de cette situation.

Nous connaissons tous, pour en avoir entendu parler, les légendaires queues devant les magasins. Il faut cependant regarder de plus près ce qui se cache derrière ces files d'attente. Les commerces sont approvisionnés irrégulièrement. Quand le lot de marchandises est épuisé, il peut s'écouler des semaines avant de pouvoir en retrouver. Cette situation détermine le comportement des acheteurs. C'est pour cette raison que les Polonais se déplacent en portant de grands sacs. Ils ne veulent pas manquer l'occasion de se procurer une marchandise peut-être recherchée depuis longtemps.

Ces derniers mois, il y a une légère amélioration des approvisionnements. Dès le matin, quelquefois plusieurs heures avant l'ouverture des magasins, les clients commencent l'attente. Les rangées s'allongent au fur et à mesure que le temps passe, et il n'est pas rare qu'elles atteignent une bonne centaine de mètres quand enfin les portes s'ouvrent. Alors lentement les clients vont tenter d'acheter ce dont ils ont besoin, mais peut-être n'y aura-t-il pas ce qu'ils cherchent, et cette attente n'aura servi à rien. Il faudra recommencer devant un autre magasin un autre jour.

Un camion de livraison s'arrête devant un magasin, et les acheteurs se précipitent dès qu'il ouvre ses portes pour voir s'il faut commencer l'attente.

## Le coût de la vie

La plupart des denrées alimentaires sont rationnées. Pour se procurer la viande, la farine, le sucre, le riz, il faut présenter des



tickets que l'on reçoit de son employeur en même temps que son salaire. Le salaire moyen polonais est de 14 000 zlotys (une fourchette de 8 000 à 20 000).

Un kilo de viande coûte 800 zlotys. Un œuf, 19 zlotys. Un kilo de beurre, 420 zlotys.

Quand le rationnement ne se fait pas par tickets, il se fait par l'argent. Un pantalon coûte de 7 000 à 10 000 zlotys. Une paire de chaussures, 5 000 zlotys.

On comprend mieux l'importance de l'aide humanitaire internationale pour les plus défavorisés. Certains produits font complètement défaut, particulièrement dans le domaine sanitaire : médicaments, petit matériel, seringues, désinfectants.

Les appareils ménagers sont très difficiles à obtenir et il faut s'inscrire sur une liste d'attente et être présent 24 heures sur 24 devant le magasin pour espérer posséder un frigidaire ou une machine à laver. En ville, il faut attendre dix ans avant d'habiter l'appartement que l'on a demandé. L'hiver, on ne pourra chauffer que trois pièces par habitation à cause du rationnement du charbon.

Pour se déplacer, pas de restrictions ; mais les transports en commun sont chers quand il faut aller d'une ville à l'autre. Et surtout, les horaires de départ et d'arrivée des trains et des cars sont aléatoires ; ce qui ne manque pas de décourager nombre de voyageurs. Pour ceux qui ont la chance d'avoir une voiture (50 mois d'un salaire moyen), il faudra encore faire longtemps la queue pour remplir le réservoir avec les trente litres d'essence autorisés.

Voilà un ensemble de faits qui au total limite considérablement l'exercice du libre déplacement des Polonais sur leur sol.

## La corruption

Face à cette situation compliquée, difficile, une société de corruption s'est développée très rapidement.

Dans toute la Pologne, un nombre considérable de personnes sollicite les touristes pour changer de l'argent à un cours cinq à six fois supérieur au cours officiel. Leur but : obtenir des devises pour acheter dans des

~~~~~  
Une jeune et très belle femme arrive chez un médecin réputé. Elle est gravement malade. Personne n'a pu encore trouver de remède efficace à son mal. Désespérée, elle lui demande avec insistance un rendez-vous urgent. Le médecin prend son agenda, en tourne de nombreux feuillets et, finalement, lui indique qu'il ne pourra la recevoir que dans deux mois. La jeune femme éclate en sanglots :

— Docteur... ce n'est vraiment pas possible de me prendre plus tôt ?

— Soit ! Je vais m'arranger pour vous donner une consultation dès demain. Mais, en échange, je vous demande... de m'offrir une de vos nuits.

La patiente est interloquée. Puis, en désespoir de cause, elle accepte :

— Bien, docteur... mais juste une ! C'est promis ?

— Oui, oui ; c'est promis. Alors... voici ce que vous allez faire. Ce soir, à dix-huit heures, vous commencerez à faire la queue devant la boucherie d'en bas et, demain matin, à sept heures, ma femme vous relèvera.

~~~~~



magasins spéciaux des produits que l'on ne trouve nulle part ailleurs (matériaux de construction, licences de taxi, produits venant de l'étranger). Situation paradoxale quand on sait que ces magasins sont théoriquement réservés aux étrangers.

Tout peut s'acheter en Pologne ; l'argent vient à bout des lenteurs administratives, ferme les yeux des miliciens sur les infractions, ouvre les portes des imprimeries officielles pour imprimer des bulletins interdits.

Cette corruption galopante n'a d'égale que la montée de l'alcoolisme, deux tares que l'Eglise tente de combattre par tous les moyens. Impossible de parler de la vie en Pologne sans parler de l'Eglise, cette institution incontournable qui organise, rassemble, éduque pratiquement la totalité de la population polonaise. Dans la plupart des églises des villes polonaises, il faut six messes le dimanche matin pour que les paroissiens puissent y assister tous.

L'Eglise forme les enfants de 6 à 20 ans et leur enseigne non seulement le catéchisme mais aussi la vérité sur l'Histoire de la Pologne. L'Eglise s'est identifiée à la nation polonaise dès le Moyen Age et s'est maintenue contre vents et marées. Elle est reconnue par tous les Polonais qui n'hésitent pas à faire une « guerre des croix » pour affirmer leur identité et qui ont fait du portrait de la Vierge noire, arboré à la boutonnière, un signe de leur résistance.

C'est dans cette société paradoxale qu'il faut resituer les informations qui nous viennent de Pologne. Cette société, gouvernée par des athées, est à 90 % catholique pratiquante. Cette société corrompue lutte pour la justice sociale. Cette société potentiellement riche sur les plans industriels et agricole, manque de tout.

Enfin, il faut évoquer l'humour polonais ; un humour grinçant, sarcastique, qui s'exerce justement aux dépens des partisans du régime. Un humour qui prouve l'extrême lucidité de la société polonaise, qui est dans une situation à la fois admirable et terrible.

## la résistance au quotidien

Notre travail a consisté à regarder la lutte engagée par le peuple polonais depuis 1982 afin de voir si elle pouvait être classée dans la catégorie des luttes non-violentes.

Constatant que les moyens d'action utilisés étaient, de fait, pour la plupart, des moyens de l'action non-violente, nous avons recherché dans les écrits de Solidarnosc si cette orientation était une volonté délibérée et si on pouvait distinguer une évolution dans le temps de cette pratique non-violente.

Nous avons constaté d'abord qu'il n'y avait pas de mots polonais pour traduire ce que l'on appelle, en France, « la non-violence », pas plus qu'il n'y avait de groupe qui se réclamait de cette idée. Simplement, depuis les grèves de 1970, réprimées violemment par la police et par l'armée, il existe une volonté de ne pas faire couler le sang. Le mouvement d'auto-défense des ouvriers, le KOR, a été le premier à formuler un programme d'action qui ne fait pas appel à la violence. Le KOR propose de faire signer des pétitions, d'organiser des quêtes pour soutenir les familles des militants internés, d'organiser une aide juridique. Cela peut paraître bien faible comme programme, mais en fait c'est une proposition



forte face au pouvoir en place dont l'un des objectifs essentiels est d'empêcher toute forme d'organisation, en dehors des institutions d'Etat.

On ne peut donc trouver trace, non pas d'une stratégie non-violente au sens propre, mais d'une recherche de « quelque chose » qui **soude la population**, qui donne de la force, qui permette de se reconnaître et de se compter.

Notons qu'au lendemain des arrestations massives du 13 décembre 1981, l'Eglise a orienté le mouvement vers la non-violence puisque le Cardinal Glemp a appelé à ne pas verser de sang.

Avant le 13 décembre 1981, le syndicat Solidarnosc, par sa pratique, avait donné le ton. Nous avons pu relever qu'il invitait ses adhérents à la non-collaboration avec les autorités au cas où la répression s'abattrait sur le syndicat. Nous avons constaté également qu'il avait délibérément donné une dimension internationale à son action pour que cette dimension joue en sa faveur en cas de difficultés.

Aujourd'hui, les responsables font tout pour éviter l'affrontement lors des manifestations ; nous avons constaté qu'ils recherchaient des lieux d'actions propices à la réussite de cet objectif.

Nous avons cependant noté que de petits groupes anti-communistes préconisaient le choix de la violence armée. Ces groupes trouvent un écho chez les jeunes qui sortent de l'école et qui organisent alors des mouvements « durs » ; mais ils finissent par être arrêtés par la police. Sous la menace, ils dénoncent leurs camarades et, finalement, ressortent de cette expérience avec un goût amer qui tend à les rejeter vers l'inaction.

Un des objectifs que s'est donné le Syndicat aujourd'hui clandestin, c'est de proposer des actions concrètes de résistance comme la rédaction de bulletins, la circulation de l'information, etc.

Regardons donc de plus près l'action telle qu'elle se pratique aujourd'hui.

Rappelons d'abord que la clandestinité a été un moyen de résistance choisi par les militants, même si aujourd'hui, devant la durée de la situation, cette question est reconsidérée. La lutte est organisée par des gens qui agissent clandestinement ; il y a de moins en moins de leaders de l'organisation et chacun est appelé à prendre des responsabilités.

Les actions entreprises à l'extérieur du lieu de travail sont menées par des gens qui sont, le plus possible, anonymes, qui n'offrent aucun moyen de les identifier. Ceci permet à l'organisation de se donner du temps en cas d'arrestation.

### Les formes de la résistance

Grèves, manifestations de rue, presse clandestine, radio-Solidarnosc, entraide, culture indépendante, constituent les éléments constants et les plus visibles de l'activité syndicale dont le déroulement et les conséquences sont souvent dramatiques.

A part ces actions devenues assez routinières, l'ingéniosité fait surgir des formes individuelles de résistance. Voici quelques exemples de ces batailles très particulières dans le cadre de la « guerre livrée à la Nation ».

La forme la plus développée est la fabrication de bulletins d'informations et de tracts dont la distribution est sûrement la phase la



plus risquée. A cette fin, des équipes de spécialistes ont été préparées pour coller des tracts sur les murs, pour procéder à leur lancement depuis les toits. Ces opérations font appel à l'imagination des intervenants ; il s'agit d'opérer sans être interpellé par la police. Des techniques ont été mises au point pour lancer ces tracts à retardement, la chute se produisant une fois que l'opérateur a quitté les lieux. Cela a donné lieu à un repérage fin des habitudes de la police, pour prévoir au maximum ses réactions.

Des tracts d'informations, des slogans, des portraits de Walesa sont affichés très régulièrement aussi bien sur les lieux de travail que dans la ville.

On a recours à des dépôts de gerbes, des croix de fleurs, des allumages de bougies, pour commémorer des anniversaires.



Enveloppe du camp d'internement à Strzebielinek mentionnée dans le texte



Inscriptions sur les tampons ronds :  
« Pour la Solidarité des prisonniers politiques ».

Des croix sont apparues dans les lycées. Une véritable « guerre des croix » est engagée avec les autorités qui exigent leur disparition. Mais malgré les arrestations de professeurs, les croix réapparaissent tous les jours dans les classes. La radio-Solidarność émet dans toutes les grandes villes de Pologne. Cela permet d'éviter la répression directe. Le canal sonore de la télévision est souvent utilisé pour faire passer des informations.

Dans les entreprises, le retard prémédité est fréquent. Parfois encore personne ne bouge, ne parle, n'utilise les téléphones.

On simule le bruit d'une révolte par le bruit des machines, les coups de marteaux sur les tôles, les hurlements des ponceuses, les bruits de machines à écrire.

Un cortège noir — cortège silencieux de personnes vêtues de noir — peut circuler dans les ateliers.



On a vu aussi des grèves à croupetons : des lycéens ont ainsi passé toutes les récréations à protester contre l'internement de deux professeurs.

Il est fréquent que les élèves et les professeurs de différentes écoles portent le deuil à des dates anniversaires.

La majorité des prisonniers politiques qui purgent actuellement leur peine ont fait, parfois avec succès, des grèves de la faim. La grève peut durer jusqu'à deux mois.

De grandes plaques commémoratives de Solidarnosc, très solides, sont fixées, parfois en plein jour, dans le centre des villes. Le 25 août 1982, sur la Place du Marché de Cracovie, on pouvait lire sur une plaque de ce genre : « Nous ne renoncerons jamais aux acquis d'août — Solidarnosc de Malopolska ».

Le 30 septembre 1982, sur les remparts de la vieille ville de Varsovie, une plaque à la mémoire de ceux qui sont morts pour Solidarnosc a été scellée. Le 30 septembre 1982, devant la basilique du Sacré Cœur de Jésus à Cracovie, une autre plaque a été fixée avec l'inscription « Aux victimes de l'état de guerre, Cracovie, le 13 décembre 1981 - 30 septembre 1982 » (deux plaques avaient été fabriquées dans le cas où la première serait enlevée).

La résistance s'est exprimée encore par :

— des soirées poétiques, des représentations théâtrales ou des projections de films clandestines ;

— la pose d'inscriptions et drapeaux Solidarnosc dans des lieux difficilement accessibles (surtout sur les cheminées, sur l'obélisque au sommet du Mont Babia Gora, sur le grand tremplin de Zakopane, au sommet du mont Giewont dans les Tatras) ;

— des inscriptions « Solidarnosc » difficiles à enlever : sur le flanc d'un bateau récemment construit pour la Finlande par les Chantiers Navals Warski. Une inscription a été aussi gravée dans le mur des toilettes à la gare de Pruszkov. Après de nombreuses tentatives pour l'enlever, en janvier 1984, le bâtiment a été démoli jusqu'aux soubassements ;

— des fanions de Solidarnosc sur les câbles du tramway à Poznan ;

— la construction de bonhommes de neige affublés de lunettes noires et aux oreilles décollées, à la cité universitaire de Cracovie, en février 1984 ;

— des faire-part de décès libellés ainsi : « le 13 décembre 1981 est mort le Poup ; Sans regret, La nation. » ;

— des tracts explosifs : les employés de l'université, pour empêcher l'enlèvement des tracts, les ont imbibés d'un produit explosif à faible concentration ;

— des bougies aux fenêtres : tous les 13 du mois, pendant la première année de l'état de guerre, dans les foyers d'étudiants, l'éclairage de certaines fenêtres formait le signe de la Pologne en lutte ou celui de la croix ;

— des insignes accrochés aux vêtements : une résistance électrique, une tortue, un aigle crucifié, une image de la Vierge noire, une copie de la croix qu'on portait après la défaite de l'insurrection de janvier 1863 ;

— le changement des noms de rues ;

— le boycottage de la presse : « mercredi sans presse » ;

— le boycottage de la télévision : promenade à l'heure du journal télévisé (les gens battaient les tapis à l'heure du journal) ;



— le boycottage des artistes collaborateurs : le public a applaudi à tout rompre les comédiens collaborateurs ; après plusieurs quarts d'heure d'applaudissements, les acteurs ont fini par quitter la scène ;

— le boycottage des écrivains collaborateurs : on leur envoie chez eux des milliers d'exemplaires de leurs propres livres ;

— le harcèlement des collabos dans les entreprises ;

— l'impression de timbres-poste de la clandestinité : en décembre 1982, la clandestinité réussit à introduire dans le circuit normal des PTT des lettres et colis munis de timbres qui, à première vue, ne présentaient rien de particulier. D'une valeur de 2,20 zlotys, tarif intérieur normal, les timbres portaient l'inscription « quarantième anniversaire du

parti ouvrier polonais », parti luttant pour la libération nationale et sociale. En bas et sur le côté droit, le timbre était orné d'une inscription « le WRON avec la nation ». Sur le côté gauche, on distinguait cependant en minuscules le mot « guerre » et le sigle du parti ouvrier polonais. Dans les enveloppes, les destinataires trouvaient un texte bref : « Cher destinataire, qui que tu sois, nous t'offrons ci-joint un cadeau en l'honneur du nouvel an, un témoignage muet de notre existence et de notre activité. C'est le timbre qui se trouve sur cette enveloppe, regarde-le bien et avant de le détruire ou d'aller le dénoncer à la Sûreté, pense que dans quelques années, lorsque le pouvoir populaire aura fait de toi un clochard, tu pourras le vendre et gagner ainsi peut-être de quoi t'offrir une paire de chaussures. » ;



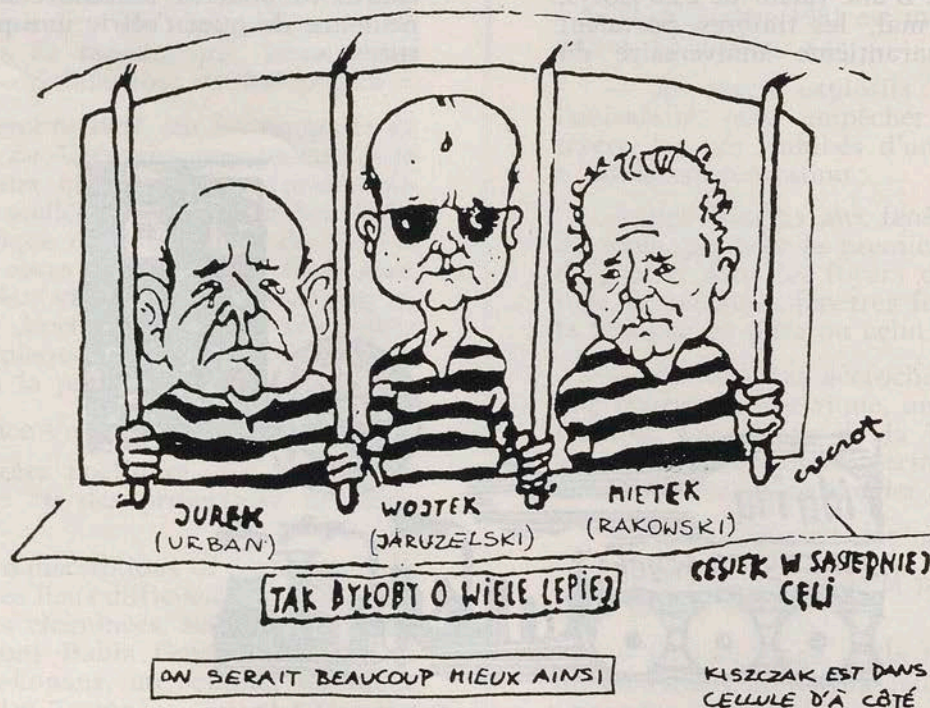
Enveloppe provenant du camp d'internement à Uherce



— des cartes postales ; elles constituent une autre manière d'introduire les symboles de Solidarnosc dans le circuit public. Imprimées sur du papier carton avec une technique parfois assez bonne, ces cartes postales sont très recherchées et souvent moins chères que les timbres. Il faut également signaler les billets de banque tamponnés avec le symbole de Solidarnosc. Nous ne connaissons pas de cas où des caissiers auraient été dénoncés pour s'être servis de tels billets ; il est par contre notoire que les gens qui tombent sur un tel billet le gardent comme souvenir.

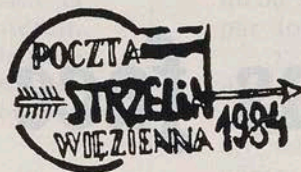
— le boycottage de la boisson. Pourquoi faut-il cesser de boire ? Parce que c'est une condition pour arracher un jour au pouvoir les droits qui incombent à chaque société dans un Etat libre et démocratique. « Nous gagnerons ce combat si nous ne nous laissons pas désarmer par l'alcool ; si nous ne lui permettons pas de désagréger les liens de solidarité ouvriers et humains. Notre adversaire, le système totalitaire, use de méthodes éprouvées pour paralyser la société et chacun de nous séparément. Où que nous tournions la tête, dans la rue, au travail, dans les journaux

PAIN, LIBERTE, INDEPENDANCE





Enveloppe de la prison de Strzelin



**NIE CENZUROWANO**

et à la télévision, nous ne voyons que bêtise et hypocrisie. Dans sa phase finale, la soviétisation de la société se traduit par l'apathie générale, gage de sécurité pour un pouvoir libre de tout contrôle. Pour arriver à cette fin, il lui faut plonger la société dans l'ivrognerie. Nous y perdrons notre dignité et notre foi. Il n'y aura pas de viande pour nos maigres rations, mais on trouvera toujours de quoi nous abreuver pour nous amener à l'inertie la plus parfaite. Actuellement, nous absorbons neuf litres d'alcool pur par tête et par an ; chaque jour trois millions de Polonais titubent. Le revenu actuel que le pouvoir retire de la vente d'alcool s'élève à 500 milliards de zlotys. Ne l'oublie pas ; en achetant de la vodka, tu finances la Zomo. Dessoûlons nos esprits tant qu'il est encore temps, ne laissons pas réduire en poussière nos idéaux d'août, notre solidarité, notre confiance mutuelle, notre foi. N'oublions pas le mot d'ordre des insurgés de 1863 : « Tant que nous boirons, la Russie vivra ».

Quant aux universités populaires, elles sont nombreuses ; encadrées par l'Eglise ou non, elles permettent à tous ceux qui le souhaitent de se cultiver, d'obtenir des diplômes. Mais aussi, elles constituent des réseaux entre ceux qui peuvent compter les uns sur les autres.

Cet inventaire, même incomplet, montre que la lutte engagée sur le terrain est bien une lutte non-violente. Profondément enracinée

Inscriptions sur le timbre en haut :

« 54 jours de grève de la faim »

« Pour le statut de prisonnier politique »

Inscription : « Non censuré »

dans le peuple polonais, elle est même sûrement un des meilleurs exemples de cette forme d'action, par son ampleur, sa diversité et sa durée.

Nous n'avons pas parlé, volontairement, de Walesa parce qu'en Pologne, même s'il est unanimement respecté dans ses actes et déclarations, il n'est pas ressenti comme le leader unique du mouvement. Cependant, il est incontestable que l'attribution du prix Nobel de la Paix a conduit Walesa à reformuler un certain nombre de concepts en insistant sur les aspects non-violents de ceux-ci. Cette attitude a valeur d'exemple pour tout le mouvement. C'est en tous cas ce que pensent les militants avec qui nous avons pu discuter.



# Les lycéens face au régime

par Anne BAILLON

Lettre d'une amie, enseignante dans un lycée polonais et militante de Solidarnosc, relatant les débuts de l'état de guerre (écrite en juillet 1982 et postée en France sans passer par la censure) :

« Ma situation au lycée n'est pas trop agréable. Je n'ai pas changé mes opinions politiques après le 13 décembre. Avec les amis, nous avons manifesté le jour de la rentrée. Six professeurs sont venus habillés en noir. Les élèves ont bien sûr compris et, ce jour-là, nous nous sommes trouvés en opposition avec la direction qui s'était mise du côté du gouvernement. Le directeur a voulu se débarrasser de nous, mais cela n'a pas marché, pour cette fois-ci, du moins. (...)

Après le 13 décembre, les syndicalistes les plus engagés au niveau des usines, des départements et du pays ont été arrêtés. Certains sont encore en prison dans des conditions déplorables, des malades privés de soins médicaux. Il y a parmi eux des ouvriers, des lycéens (!!!), des étudiants, des intellectuels. (...)

Pour avoir colporté le bulletin clandestin de Solidarnosc, tu peux aller en prison pour trois ans ; pour avoir incité à la grève, tu en as pour cinq à dix ans. Impossible de faire appel ; dans les tribunaux que nous avons, le président est un militaire, nommé à ce poste par le régime ; la sentence est connue d'avance. J'ai assisté au pro-

cès du frère de mon amie qui travaille avec moi au lycée. Il a été condamné à un an et demi de prison pour ne pas avoir dénoncé ses élèves. On l'avait accusé d'avoir supposé (!!!) qu'ils allaient colporter des bulletins de Solidarnosc et de ne pas avoir informé les services secrets. »

J'ai la chance de rencontrer assez souvent des lycéens polonais de 14 à 18 ans, participant à un camp franco-polonais. Mon expérience est que les jeunes Polonais sont beaucoup plus politisés que chez nous. La première fois, c'était pendant l'été 1981, en plein « boum » de Solidarnosc. Quelle exaltation, quel espoir les animaient ! Ils pensaient que tout était gagné. Quel empressement pour discuter des nuits entières avec les Français, expliquer, commenter le film de Wajda (« L'homme de fer ») et, d'une façon plus générale, les événements depuis août 80. La plupart, bien sûr, arborait le badge de Solidarnosc. Ils ont même traduit et adapté en français l'hymne de Solidarnosc pour qu'on puisse le chanter avec eux :

« Si on veut brûler la maison polonaise,  
chacun de nous doit se tenir prêt,  
il est mieux de mourir en restant debout  
que de passer sa vie à genoux.  
Solidaires, notre jour est arrivé,  
rassemblons-nous, nous irons jusqu'au bout. »



En 1982, changement de décor : l'état de siège. Les Polonais disent simplement : c'est la guerre. Le badge « Solidarnosc » étant interdit, chacun l'a remplacé par une petite résistance électrique. Les discussions sont toujours animées et même quand on ne le veut pas, le sujet dévie toujours au bout de quelques minutes.

Parlant de cinéma, on finit toujours sur l'œuvre de Wajda... Et quel humour quand les jeunes Polonais, s'exerçant au théâtre, jouent des scènes franchement politiques ou à double sens, tournent en dérision leur situation (queues dans les magasins, coups de téléphone entre Jaruzelski et Brejnev, etc.).

Et pendant les soirées, ils chantent volontiers toutes les chansons composées par les ouvriers pendant les grèves d'août 80 ou par des musiciens plus connus : « Mury », « Janek Wisniewskipadl » « Piosenka dla córki ». Une mère écrit à sa fille depuis l'usine qu'elle occupe et lui explique pourquoi elle ne rentre pas tous les soirs à la maison. « Boze nasz » : notre Dieu, comme cette grève dure longtemps... Quand on les écoute, on ne peut qu'admirer leur détermination.

Une lycéenne de 16 ans m'a raconté son arrestation par les miliciens en civil dans un autobus de Wrocław alors qu'elle parlait ouvertement de Solidarnosc avec une camarade. Ils l'ont emmenée au poste, frappée, puis libérée. Comme elle gardait des traces des coups reçus, son père a voulu porter plainte et entamer un procès. Du coup, la milice a envoyé une lettre d'excuses en disant qu'il s'agissait d'une erreur.

Je me promenais un jour à Varsovie avec une autre lycéenne polonaise qui portait un badge où était inscrit avec les mêmes caractères que Solidarnosc : « Je suis une Polonaise libre ». Un jeune milicien d'à peine 20 ans le lui a arraché et l'a piétiné. Sans qu'elle ait eu le temps de réagir ou de répondre, il s'était déjà éloigné.

Ces petites scènes rappellent sans arrêt qu'on vit dans un pays où le pouvoir cherche par tous les moyens à intimider la population.

22 juillet 1983 : annonce de la fin de l'état de siège. Pour les Polonais, rien ne change. Ils ne souhaitent pas participer aux manifestations officielles organisées à cette occasion. Les lycéens n'iront pas porter des gerbes de fleurs.

Cette année, on a beaucoup discuté des droits de l'homme. Les jeunes Polonais ignoraient totalement la déclaration du 10 décembre 1948. Tous les jours, ils venaient me demander s'il me restait des exemplaires à leur donner. J'ai pu constater leur soif d'information concernant ces sujets tabous. Nous avons eu des discussions au sujet de la non-violence, de Gandhi, de Luther King. Ils ne faisaient pas facilement le lien avec le type de résistance des militants de Solidarnosc. Ils pratiquent la non-violence sans le savoir.

Danuta Nowakowska, du bureau de Solidarnosc à Paris, me disait que les jeunes dans les lycées sont vraiment très forts. Ils réussissent beaucoup de choses exceptionnelles qui sont objet de scandale pour le gouvernement. Par exemple, le 13 de chaque mois, ils viennent à l'école habillés en noir. D'habitude ils aiment jouer, mais ce jour-là, ils décident de rester silencieux pendant la récréation en se donnant la main, ou de rester à genoux dans la cour.

Un jour, dans un lycée de Gdansk, le directeur a dit : « Si, le 13, quelqu'un vient habillé en noir, il sera renvoyé. C'est mon dernier mot. » Eh bien, le 13, ils sont venus avec une chemise blanche et des jupes ou pantalons noirs. Le symbole demeurait. Tout le monde était habillé de la même façon mais pas tout en noir.

Au début de l'état de guerre, un milicien venait dans les classes pour expliquer la situation. Tous les élèves dormaient, les bras croisés sur la table ! Le milicien demandait s'il y avait des questions, personne ne répondait.



### *La bataille pour la croix*

La croix du Christ, symbole de souffrance, accompagne les Polonais dans leur lutte. Elle est enjeu de résistance.

Voici un récit de cette « bataille pour la croix », extrait d'un bulletin d'information de *Solidarnosc* :

« La bataille pour la croix dans l'ensemble des écoles agricoles « Staszic » à Mietne, près de Garwolin, dure depuis décembre 1983. Malgré les protestations et les pétitions, le directeur n'a pas donné son accord pour que les croix soient accrochées dans les salles de classe. En janvier, un cortège formé par les élèves et les professeurs s'est rendu de Mietne à Garwolin avec une bannière sur laquelle il était écrit « Christ, il n'y a pas de place pour Toi dans notre école ». Les croix de l'école ont été déposées dans l'église de Garwolin, et réparties ensuite dans différentes paroisses où l'on a célébré des messes.

Après les vacances scolaires, les parents qui sont venus à la réunion de parents d'élèves ont apporté des croix consacrées et les ont accrochées aux portes fermées des classes. Elles y sont restées du 23 au 27 février, date à laquelle un inconnu les a déposées à l'église de Garwolin. Le lendemain, les vicaires ont rapporté les croix à l'école et les élèves les ont accrochées. Le directeur a demandé qu'elles soient enlevées. Les élèves les ont raccrochées. Ceci a duré jusqu'au 5 mars, jour de la disparition des croix. Lors de la grande récréation, les élèves ont organisé une protestation, et le lendemain ils ne sont pas venus à l'école. Etant donné que les croix n'étaient toujours pas rendues le mercredi 7 mars, 400 élèves (c'est-à-dire les deux tiers) ont décidé de ne pas quitter l'école après les classes en signe de protestation. Vers 22 heures, le procureur est passé dans l'ensemble des écoles agricoles de Mietne et, en compagnie de directeur, il a mis en garde les

élèves contre les sanctions pénales pour occupation de bâtiment public. Des détachements de la milice et de la ZOMO ont été appelés, les communications téléphoniques ont été coupées, et on a décrété que les cours étaient suspendus, que les élèves devaient quitter l'école et l'internat. Pendant la nuit, les élèves se sont dirigés vers Garwolin, mais à la sortie de la ville il y avait un barrage de la ZOMO. Pendant ce temps-là, l'église de Garwolin a été ouverte, les cloches ont sonné et la population de Garwolin est descendue dans les rues. Une manifestation de soutien s'est dirigée vers Mietne mais a été arrêtée par un cordon de la ZOMO. Une partie des élèves est revenue à l'internat, entouré entre temps par les paniers à salade. D'autres ont réussi, en traversant les champs, à rejoindre Garwolin où une messe a été célébrée.

Le 8 mars, les élèves des écoles de Garwolin (lycée, lycée économique et école technique de mécanique) se sont rendus à la messe au lieu d'aller à l'école. Les élèves de Mietne, qui sont parvenus à traverser le cordon des ZOMOS, sont arrivés à l'église un par un. Jan Mazur, l'évêque de Siedlce, est également venu à la messe.

« Partout où l'homme travaille ou apprend, il a le droit à une croix, s'il le veut. Vous n'êtes pas seuls, toute l'Eglise vous donnera son soutien » (l'évêque de Siedlce, Jan Mazur). « Aujourd'hui le Christ parle de Garwolin, s'adressant au monde entier par la radio, la télévision et la presse. La Pologne n'a jamais été dépourvue de croix et elle lui restera fidèle » (un prêtre de Garwolin).

Le samedi 10 mars, un groupe de près de 700 jeunes de Mietne et de Garwolin s'est rendu en pèlerinage à Czestochowa, où d'autres groupes de jeunes se sont joints à eux.

L'école de Mietne a été fermée pour une période indéfinie. On a demandé aux parents de signer une déclaration reconnaissant le caractère



laïque de l'école. Pour la plupart, les parents n'ont pas cédé. D'autres interpellations ont eu lieu à Garwolin et à Mietne, la police a tenté de découvrir les meneurs parmi les instituteurs. Le prêtre Bujnik a été interpellé « au sujet des cloches qui sonnaient ». Des cours de formation idéologique ont été organisés pour les élèves et pour les instituteurs de Garwolin (dans le lycée, les élèves ont chanté « Nous voulons Dieu » à la fin du cours de formation idéologique).

L'évêque Jan Mazur a demandé dans une lettre adressée aux fidèles de signer une pétition demandant que le pouvoir cesse de faire la guerre aux croix. Le 13 mars, dans l'église de Garwolin, des télégrammes de solidarité provenant des élèves de Siedlce, de Biala Podlaska, de Janow Podlaski, de Sobieszyn et de Zelechowo ont été lus. Quelques centaines d'élèves des écoles secondaires de Varsovie ont adressé une lettre ouverte aux jeunes de Mietne en leur exprimant leur soutien. Des messes et des services ont été célébrés dans tout le pays à l'intention des jeunes de Mietne et de Garwolin.

Le 13 mars, le Conseil général de l'épiscopat polonais a émis le communiqué suivant :

« Le Conseil général a pris connaissance du compte rendu de l'évêque de Siedlce sur les événements qui ont eu lieu dans le cadre de la défense de la croix, et il est profondément bouleversé. Ce n'est malheureusement pas la première fois. Depuis la seconde guerre mondiale, la croix a souvent été — et continue à être — tenue en dehors de l'école, ce qui a toujours provoqué des troubles. La société chrétienne veut que la croix ait sa place dans les établissements scolaires et c'est pour cela que les croix enlevées par les autorités sont remises à la première occasion dans les salles de classe et défendues contre l'enlèvement.

Selon la volonté de la société catholique, y compris les élèves, les croix devraient rester dans les salles de classe.

On ne peut que s'inquiéter devant les déclarations des représentants du pouvoir, qui annoncent que les croix seront à nouveau enlevées des écoles et des centres d'éducation. Le Conseil général est convaincu que le bien du pays exige une paix sociale, qui veut que les droits des croyants soient garantis ».

Au début du mois d'avril, les agences internationales ont annoncé que l'évêque Mazur avait entamé une grève de la faim en signe de protestation. Auparavant, le primat de Pologne, Jozef Glemp, s'était vivement opposé à l'enlèvement des croix.

Le 6 avril, les agences de presse ont annoncé qu'un compromis avait été établi : l'école de Mietne sera rouverte le 9 avril, les élèves ne seront pas forcés de signer les déclarations reconnaissant le caractère laïque de l'école, et des croix pourront être apportées par les élèves, posées sur leurs tables mais ne pourront pas être accrochées dans les salles de classe » (1).

La Pologne n'est pas normalisée. Même si elle est moins visible, la résistance populaire continue. Les réseaux clandestins s'organisent de mieux en mieux. Après seize mois de liberté et de démocratie, ce qui reste de plus important, c'est le réveil des consciences.

Les lycéens d'aujourd'hui seront travailleurs demain. On peut penser que la relève est assurée si les jeunes continuent à être aussi déterminés et pleins d'espoir.

(1) Ce récit est extrait du Bulletin de Solidarnosc n° 86, 21 avril 1984.



### 3 DOCUMENTS...

Nous présentons ici trois documents qui complètent utilement ce dossier « Pologne ».

Le premier est un article publié dans le Bulletin d'information de Solidarnosc, en juin 1984. D'une manière très synthétique, il présente les diverses positions qui s'expriment dans le mouvement polonais sur les problèmes de politique étrangère. On y verra qu'il y a plus que des nuances sur certains points...

La lecture du premier document permet de situer la position du KOS (1) comme une position particulière parmi d'autres. Il se trouve cependant que le KOS nous intéresse de plus près, dans la mesure où ce groupe entretient depuis des années des contacts et des débats avec certains mouvements de paix de l'Ouest. Ces contacts ont abouti, notamment, à la signature d'un texte

commun, lors de la Convention de Perugia de juillet 1984, entre le KOS, le CODENE et le mouvement italien LEGA PER L'AMBIENTE. C'est ce texte que nous présentons ici, précédé d'un article écrit par David Warszawski (l'une des « têtes » du KOS), qui introduit le document pour les lecteurs de la clandestine revue polonaise Tygodnik Mazowsze (23 août 1984).

(1) Le KOS ou Comité d'Autodéfense Sociale a été créé au lendemain de « l'état de guerre » du 13 décembre 1981 par un groupe d'intellectuels. Il préconise la constitution de petits groupes de cinq personnes afin de discuter l'évolution de la situation sociale et des actions à entreprendre. Le KOS prône

l'autogestion, l'institution d'un système démocratique et de syndicats libres. Surtout implanté dans la région de Varsovie, le KOS publie clandestinement un hebdomadaire du même nom qui tire à 20 000 exemplaires.

---

#### LE BULLETIN D'INFORMATION DE SOLIDARNOSC

Voici plus de deux ans que notre bulletin paraît régulièrement. Il est aujourd'hui la seule publication, éditée en Occident, diffusant des documents originaux et des informations directes provenant de « Solidarnosc » clandestine.

Le temps des manifestations spectaculaires de rue est déjà passé, les grèves sont plus rares, mais la lutte pour conserver et propager la conscience nationale continue. L'éducation clandestine parallèle, les centaines de livres publiés en plusieurs milliers d'exemplaires, et

les presque 1 000 titres des revues de la presse clandestine témoignent de l'acharnement de cette lutte. Dans les usines, les commissions clandestines de « Solidarnosc » continuent leurs activités.

Le Bulletin d'Information « Solidarnosc » constitue aujourd'hui un témoignage, l'unique dans son genre, de la lutte syndicale clandestine, de ses échecs, de ses dilemmes.

**SOLIDARNOSC, 5, rue Mayrand 75009 PARIS**



# les différentes tendances de Solidarnosc

« Solidarnosc » n'a jamais véritablement élaboré de politique internationale ; le syndicat considérait que ce n'était pas là son devoir. « L'appel aux nations de l'Europe de l'Est » voté lors du congrès du syndicat, les contacts avec les syndicats étrangers, quelques rares publications en langues étrangères expliquant les objectifs du syndicat (région de Cracovie et de Wrocław, surtout) et certains articles ouvertement anti-soviétiques dans la presse de la Haute Silésie sont quelques exemples de la perspective internationale de l'activité de « Solidarnosc ». Le syndicat s'est surtout penché sur les questions intérieures. Forcé d'agir actuellement dans la clandestinité, il garde les mêmes priorités qu'auparavant car il considère que c'est surtout entre Polonais que doivent être résolus les problèmes polonais. Cela ne veut pas dire pour autant que les sujets internationaux sont absents de l'activité du syndicat. Des conceptions d'une politique extérieure polonaise sont formulées par des groupements politiques qui, bien qu'issus de « Solidarnosc », agissent indépendamment du syndicat. Ces conceptions sont très variées et n'en sont encore qu'au stade de balbutiements. Dans son programme d'action, le groupe politique « Wola » (issu de « Solidarnosc » du quartier Wola de Varsovie) ne fait aucune allusion à la politique étrangère. Un autre groupe politique, par contre, « Le congrès

## Documents ...

de « Solidarnosc de la nation », créé en avril 1984, s'est prononcé dans son programme pour la modification de l'ordre issu de Yalta et a reconnu explicitement le droit des deux Etats allemands à l'unification en exigeant en même temps la sauvegarde de la frontière polonaise occidentale sur l'Oder et la Neisse. Il semble cependant que la politique extérieure occupe une place relativement modeste dans les programmes politiques et les discussions à ce sujet ont lieu surtout dans la presse indépendante, d'ailleurs plutôt dans les revues à caractère politique (« Niepodleglosc », « KOS », « Polityka Polska ») que dans les publications syndicales. L'éventail des problèmes présentés dans ces revues est très vaste et les articles sont parfois suivis d'actions.

## Les Etats-Unis et l'Union soviétique

Il est évident que c'est le problème de l'attitude à adopter à l'égard des deux super-puissances qui soulève le plus d'émotions. Les jugements portés sur le système totalitaire soviétique et sur les libertés dont jouissent les citoyens des Etats-Unis sont radicalement opposés, mais les conclusions varient parfois et sont souvent mitigées par des calculs politiques actuels. Rappelons ici que les publications syndicales sont rédigées la plupart du temps par des ouvriers qui n'en sont qu'au stade de l'apprentissage de la politique. Si on tient compte de la persécution policière à l'égard de cette activité clandestine, les progrès enregistrés dans ce domaine sont étonnants.

Les Etats-Unis jouissent d'une sympathie incontestable, les inscriptions « Reagan est avec nous » qui fleurissent sur les murs de Nowa Huta le prouvent. Etant donné la propagande féroce contre Reagan menée dans les médias, on pourrait ne voir dans ces inscriptions que taquinerie et esprit de contradiction, mais sans doute n'y a-t-il pas que cela.



Mais la presse indépendante suggère parfois que la sympathie mutuelle n'est pas tout dans les rapports entre les Etats-Unis et les Polonais, les Américains sont forcés de prendre en considérations les intérêts politiques. « Tygodnik Mazowsze » n° 85 souligne bien qu'il ne faut pas se bercer d'illusions : « *Malgré les apparences, l'anti-communisme de l'administration de Washington est motivée par des raisons pratiques et non pas idéologiques. (...) Les Américains croient que les jours de l'URSS sont comptés, que la chute de l'empire est inéluctable et que l'important est de contrôler cette chute. (...) Quoi qu'il en soit, il faut s'attendre à des changements de rapports entre les gouvernements des Etats-Unis et de la République Populaire de Pologne. (...) Certains signes laissent supposer que Jaruzelski a fini par comprendre que le temps des concessions et celui de la libération des prisonniers politiques est venu. Reagan en tirerait d'énormes avantages politiques.* »

Le mensuel « Niepodleglosc » est ouvertement pro-américain. Le groupe politique qui rédige ce mensuel considère que « l'intérêt principal des Etats-Unis est de freiner les tentatives impérialistes de l'URSS », ce qui ne peut être obtenu « qu'en soutenant la désintégration intérieure du bloc soviétique ». (« Niepodleglosc », n° 15). Les implications d'une telle attitude sont évidentes : « *S'il y a enfin un président qui peut faire quelque chose pour la Pologne, il faut l'aider (...) et ne pas rendre plus difficile sa politique anti-soviétique en soutenant les amis de l'URSS.* » « Niepodleglosc » fait allusion ici aux sympathies que l'opposition manifeste à l'égard de la social-démocratie occidentale. Selon les rédacteurs de cette revue, toute limitation ou réduction de l'empire de l'URSS sert la cause de la paix et de l'indépendance de la Pologne.

La position du bi-mensuel « KOS » (Comité de Résistance Sociale) est un peu différente. Après l'intervention des Etats-Unis à la Grenade, un des principaux idéologues du KOS, Dawid Warszawski, a publié un long article à ce sujet. Warszawski, tout en admettant que les Etats-Unis ont freiné par cette intervention l'impérialisme soviétique, écrit : « (...) la situation tragique du monde contemporain réside précisément dans le fait que l'armée des Etats-Unis, ce pays qui a tant fait pour notre lutte pour la liberté, en intervenant à la Grenade a porté un coup à cette même liberté. (...) Washington s'est accordé lui-même le droit de défendre les libertés en Amérique latine. Il considère cette dernière comme son domaine stratégique, et avait agi de même dix ans auparavant au Chili en se servant des militaires, et dans d'autres cas. C'est exactement ce qu'a fait l'URSS il y a quinze ans en Tchécoslovaquie. (...) »

Nous ne savons pas si certains lecteurs ont approuvé ces déclarations. Par contre, la rédaction de « KOS » a fait savoir que plusieurs lecteurs furieux avaient rendu la revue en l'accusant d'être... un faux fabriqué par la Sûreté.

L'article de Dawid Warszawski est dans la droite ligne de l'attitude de la rédaction du « KOS » qui prône un pacifisme universel (et non pas unilatéral). En ce qui concerne l'Amérique latine, « KOS » s'est souvent prononcé en faveur de la lutte pacifique des Chiliens. Ajoutons que la Commission Provisoire de Coordination de « Solidarnosc », qui ne se prononce que très rarement sur des questions internationales, a également exprimé son soutien à la nation chilienne.

L'évolution des sentiments des Polonais à l'égard de l'URSS est un vaste sujet d'étude ; à ce propos on peut parler de « Hassliebe » (haine-amour). L'anti-soviétisme si répandu dans certaines régions de Pologne dans les années 1980-1981



est révolu et fait place à des attitudes plus nuancées. L'Agence Indépendante d'Information de Varsovie publie de nombreuses informations économiques et politiques concernant l'URSS. La presse indépendante y fait écho car les signes de décadence économique de l'empire sont dans un certain sens prometteurs. Les informations sur les mouvements dissidents proviennent surtout de la presse d'émigrés russes publiée en Occident — « Poiev », « Kontinent », etc. La presse indépendante tente de bien faire connaître la réalité soviétique, de façon à ce qu'elle ne soit pas uniquement perçue d'un point de vue émotionnel. Le mensuel du « Club de la pensée ouvrière », « BAZA » (n° 7), écrit à ce sujet : « Nos idées sur la Russie et les Russes sont souvent simplistes. Nous sommes allergiques au nationalisme russe, à la mentalité impérialiste qui caractérise souvent les Russes. Pour de nombreux Polonais, les Russes sont peu instruits et peu cultivés, obéissent aveuglement et sont arriérés. En leur donnant le nom péjoratif de « russkofs », nous prenons une revanche puérile sur les Russes, pour les maux et les tragédies dont la Pologne a été (et est toujours) si souvent victime. Quelle que soit l'explication de ce phénomène, il est certain que cette façon simpliste de voir la nation russe ne favorise pas l'impartialité dans l'appréhension de nos problèmes ; si un jour nous entretenons avec les Russes des rapports autres que les rapports serviteur-maître, l'aveuglement et les généralisations injustes (est-ce que les ZOMOS sont représentatifs de l'ensemble des Polonais ?) ne pourront être bons conseillers. (...) Nous voudrions présenter des analyses des sources du despotisme soviétique (...) mais aussi — dans la mesure du possible — des Russes dont la vie et les activités démentent les opinions courantes sur les « russkofs ». Le « club de la pensée ouvrière » considère que toute activité tendant à un rapprochement entre les nations est utile et constructive ».

Le groupe des anciens militants du Mouvement de la Jeune Pologne (le RMP) de la région de Gdansk est particulièrement pro-russe dans son idéologie indépendantiste. Aleksander Hall, un des leaders de ce mouvement, écrit dans le n° de « Polityka Polska » (organe du Mouvement

~~~~~  
Le tramway est plein à craquer. Soudain, gesticulant et retournant à maintes reprises son cabas à provisions vide, un homme se met à hurler :

— Y'en a marre de ces salauds ! A cause d'eux on crève de faim ! On n'a rien à se foutre sur le dos ! On vit dans des trous à rats ! Et plus ça va...

Il n'a pas eu le temps de finir que deux individus de la Sécurité se sont précipités sur lui. Ils l'emmènent au poste.

— Qui sont les salauds dont vous avez parlé ?

— Ben... les Américains, bien sûr !

Les policiers sont consternés. Ils se concertent et, finalement, le laissent repartir. Arrivé à la porte du commissariat, l'homme se retourne :

— Et vous, à qui aviez-vous pensé ?
~~~~~

de la Jeune Pologne) que l'attitude des Polonais à l'égard de la Russie et des Russes se caractérise surtout par une animosité dédaigneuse mais également ignorante. Les Russes sont en effet nombreux à être victimes du communisme. Hall considère qu'il est important de tendre vers « le



rapprochement de nos deux nations, et à long terme la réconciliation. Dans l'état actuel des choses, ni l'indépendance de la Pologne, ni une vraie réconciliation entre Polonais et Russes ne sont possibles. Mais dès maintenant on peut et on doit préparer l'une aussi bien que l'autre. (...) »

La même revue publie un texte de Jakub Czehrynski, « S'allier à la Russie », qui prône une attitude pro-russe pour toute la nation polonaise. En analysant l'histoire des rapports entre les deux pays, l'auteur arrive à la conclusion qu'il est indispensable de s'allier aux Russes. Il parle de créer une « Nouvelle Solidarnosc » qui serait d'orientation pro-russe. La rédaction prend ses distances par rapport à cet article, en le qualifiant de « sujet à débat ».

Le groupe de « Niepodleglosc » cité précédemment a une attitude beaucoup plus radicale. Dans le numéro 13/14 de la revue du même nom nous lisons : « *Les différentes propositions qui ont été faites pour gagner les bonnes grâces de la Russie, l'abominable tendance russophile qui se répand ici et là et qui soutient que grâce à certaines concessions on pourrait obtenir quelque chose de durable de l'URSS, de même que l'absence d'esprit de sacrifice (...) compromettent notre accession à l'indépendance* ». La rédaction de « Niepodleglosc », comme d'ailleurs tous les autres groupes oppositionnels, considère que la récupération de l'indépendance dépendra de la conjoncture internationale, mais qu'il est indispensable que la nation polonaise et toutes les autres nations s'y préparent dès aujourd'hui : « *Le rétablissement de l'indépendance dépendra de (...) la lutte en Pologne, (...) de la lutte commune des Polonais avec d'autres nations de l'empire pour la liberté et contre la Russie (...) et de la situation internationale.* »

« Solidarnosc combattante », dont la direction se trouve à Wrocław, partage cette opinion. D'ailleurs ce groupe imprime et distribue sur le

territoire des pays voisins des tracts en langues étrangère qui prônent l'auto-organisation des sociétés et la lutte pour la libération par des moyens pacifiques.

## Le pacifisme

Un grand nombre de publications indépendantes parlent des mouvements pacifistes en Europe, mais seule la revue « KOS » de Varsovie mène sa propre politique dans ce domaine. La rédaction de « KOS » a souvent publié des déclarations protestant contre la psychose de guerre qu'on tente de développer en Pologne, elle se montre également inquiète au sujet des mouvements pacifistes favorables au désarmement unilatéral. Tous les journalistes de la presse indépendante considèrent d'ailleurs que c'est là une attitude qui favorise le développement de l'empire soviétique et donc qui ne peut pas servir la cause de la paix. Le pacifisme qui dissocie la lutte pour la paix de la lutte pour la libération et les droits de l'homme semble aux milieux indépendants en Pologne également absurde. « KOS » mène une discussion ouverte à ce sujet avec différents mouvements pacifistes en Occident.

Des organisations pacifistes voient également le jour en Pologne. La première manifestation pacifiste (« Ni Pershing, ni SS ») a eu lieu à Pâques 1983 à Cracovie. En février 1984, le conseil de « Solidarnosc combattant » a publié un communiqué sur la création des « Rangs de Paix et de Solidarité », dans lequel la nouvelle organisation déclare entre autres : « Un des moyens de lutte est le soutien des mouvements indépendants et des actions pacifistes dans les pays communistes ».

Il ne faut cependant pas identifier ces mouvements pacifistes, d'ailleurs peu nombreux, aux mouvements pacifistes d'Europe Occidentale ou des Etats-Unis. Le pacifisme polonais s'oppose



parfois radicalement aux mouvements occidentaux. Au lieu de l'alimenter, il combat la psychose de l'holocauste nucléaire lancée et entretenue par le pouvoir. Les missiles soviétiques l'intéressent en tant que moyen d'assujettissement des nations d'Europe de l'Est et non pas en tant que menace pour la paix mondiale.

### L'attitude à l'égard des pays voisins

On pense généralement, en Pologne, qu'une des conditions indispensables du succès de la lutte pour la libération des nations d'Europe de l'Est est la coopération entre les mouvements d'émancipation de toutes les nations de la région. Une place prépondérante est réservée dans la presse indépendante au problème de l'Allemagne. Les avis sont très partagés à ce sujet. « Niepodleglosc » affirme que « Tant que l'Allemagne restera divisée, la Russie règnera sur l'Elbe et la Vistule ». La rédaction conclut en soulignant la « nécessité d'aider les Allemands dans leur lutte pour l'unification » (« Niepodleglosc » n° 10). « Polityka Polska » de Gdansk est plus sceptique : « Il ne faut pas soutenir l'unification de l'Allemagne, sans se demander au préalable si cette unification est dans notre intérêt » (« Polityka Polska », n° 2/3). L'auteur de cet article semble suggérer que l'unification de l'Allemagne est un problème purement allemand, et qu'en ce qui nous concerne, nous devons développer les contacts entre Polonais et Allemands sans mythes ni préjugés, soucieux surtout d'un jeu politique élastique.

La presse indépendante se penche souvent sur les problèmes de nos voisins du Sud. « Solidarnosc Dolnoslaska » (n° 51) analyse la situation de l'Eglise en Tchécoslovaquie et en Hongrie et démontre qu'elle y est très opprimée et qu'elle ne pourra donc pas jouer de rôle politique important dans un avenir proche. « Niepodleglosc » (n° 13/14) publie « Correspondances de la Tchécoslovaquie et de la Slovaquie » et constate que le

régime de Husak stérilise le pays, mais qu'on n'observe pas de signes de résistance à grande échelle. Au sujet de la Slovaquie, « Niepodleglosc » prône la normalisation des rapports avec notre « futur voisin indépendant », de même que la restitution de la partie polonaise de la Slovaquie à cette dernière. La Roumanie éveille un intérêt tout particulier : la crise économique très aiguë et la terreur que fait régner Ceausescu dans ce pays, terreur inconnue ailleurs, font naître des espoirs de mouvements de revendication, d'autant plus que des grèves ont été signalées ces dernières années dans le bassin minier roumain.

Les articles concernant les républiques occidentales de l'URSS sont lus avec beaucoup d'intérêt. La presse clandestine donne des informations sur tous les mouvements indépendants de ces régions, le plus souvent d'ailleurs dans la rubrique « chronique de la répression ». On rappelle l'identité culturelle de nos voisins à l'Est, on prête une attention particulière à la vie religieuse indépendante, presque totalement clandestine. A l'église de Mistrzejowice (Nowa Huta) des « messes sans prêtre » sont organisées ; les fidèles se recueillent dans le silence comme le fait « L'Eglise du silence » en URSS. Nous n'avons pas rencontré de conceptions préconisant la fédération avec ces républiques, mais plutôt des preuves de la reconnaissance du droit de ces nations à la souveraineté. Plusieurs fois, à l'occasion de la question des rapports avec l'Allemagne, la presse indépendante a conseillé le respect des droits de la minorité allemande dans les régions occidentales de la Pologne, en rappelant que dans le cas contraire « nous perdrons le droit moral de nous intéresser au sort de nos terres à l'Est ».

D'après le contexte, il s'agissait sans aucun doute non pas de projets annexionnistes, mais de la coexistence pacifique de nations qui se respectent mutuellement et qui dans l'avenir seront souveraines.



# Dépasser Yalta

## Dépasser l'équilibre de la terreur

I. Nos mouvements ont en commun un objectif ambitieux : construire une Europe libre et pacifique, au-delà de l'ordre de Yalta. Du fait qu'ils vivent dans les deux parties de ce continent divisé, nos mouvements ont des histoires et des expériences différentes. Dans le dialogue que nous avons engagé ces dernières années, nous n'avons pas caché nos différences. Mais nous avons aussi découvert — et c'est ce que nous voulons souligner aujourd'hui — que nous avons des idées, des valeurs, des objectifs communs. Nous sommes des mouvements frères, qui voulons collaborer et lutter ensemble.

2. Quarante ans après la fin de la deuxième guerre mondiale, l'Europe en supporte encore les lourdes conséquences. Elle fut et reste divisée, prisonnière d'un système de blocs opposés, lequel perpétue sa soumission aux deux superpuissances, même si les formes d'oppression (avec leurs conséquences politiques et sociales) sont différentes sur les deux rives de l'Elbe.

Ce qu'on a appelé « l'ordre de Yalta », et qui selon certains a sacrifié un peu de liberté pour garantir la sécurité « en échange », a en fait piétiné la liberté et menacé notre sécurité. Yalta a provoqué, dans l'OTAN et dans le Pacte de Varsovie, un réarmement à la fois nucléaire et conventionnel si monstrueux que la survie de toute l'Europe est menacée.

A l'ombre de Yalta ont prospéré les dictatures stalinienne dans les pays du Pacte de Varsovie et les dictatures fascistes en Grèce, en Espagne et au Portugal ; il y a eu des invasions et des coups d'Etat en Hongrie, Tchécoslovaquie et Pologne.

Mais aujourd'hui, l'ordre de Yalta est mort.

Il est impensable aujourd'hui de demander à quiconque d'abandonner la lutte pour sa propre libération de l'oppression politique ou de la menace atomique au nom de « l'équilibre international ». Les forces d'opposition en Europe de l'Est continueront à rejeter un ordre imposé par la violence et qui — comme l'ont montré les événements de Hongrie, Tchécoslovaquie et Pologne — engendre la violence et menace d'entraîner l'Europe dans un conflit. L'oubli de cette réalité au nom d'une « Realpolitik » à courte vue ne favorise pas la cause de la paix.

Les mouvements de paix continueront à lutter contre l'ordre atomique, qui aujourd'hui menace notre démocratie au lieu de la défendre, qui menace notre indépendance et notre souveraineté.

Nous rejetons donc la logique de maintien du « statu quo », comme nous rejetons avec une égale fermeté toute logique de guerre froide et de confrontation entre les blocs : elle accentue en effet la tension internationale sans contribuer positivement à l'amorce nécessaire d'un processus conduisant vers une Europe démocratique et pacifique. Nous sommes convaincus que, pour construire une telle Europe, nous devons avoir le courage de dépasser Yalta et l'équilibre de la terreur.

3. Une Europe de paix et de liberté, objectif de notre coopération et pivot de notre action commune, ne peut naître que d'« en



bas », à partir du dialogue entre sociétés, entre hommes et femmes, des deux côtés du mur qui divise notre continent. Nous nous engageons donc à favoriser toutes les formes possibles de ce dialogue, ainsi que la liberté de nous parler « par-dessus la tête des gouvernants ». Nous voulons nous parler comme des Européens qui, après 40 ans de division imposée de l'extérieur, décident d'explorer les sociétés par-delà les frontières, non seulement par curiosité intellectuelle mais surtout pour comprendre le langage et la destinée de chaque partenaire et pour construire une Europe des peuples libres, souverains et pacifiques, sur des bases solides et durables.

4. La propagande des combattants de la guerre froide dans chaque bloc oppose la paix et la liberté. Mais **nous savons aujourd'hui que paix et liberté sont inséparables**. Il ne s'agit pas là d'une affirmation solennelle et rituelle. Partisans convaincus du dialogue comme moyen de résoudre les conflits entre Etats et à l'intérieur des Etats, nous voulons insister sur le fait que le dialogue n'est possible qu'en situation de liberté. Il ne peut y avoir de paix là où la libre confrontation des idées est réprimée avec des chars, là où l'expression d'une divergence avec les opinions du gouvernement risque de conduire en prison, là où la violence est présentée et propagée comme raison ultime de l'histoire. De même, il n'est pas possible d'assurer le dialogue et la liberté sans un climat pacifique, sans bloquer les processus de militarisation, sans éliminer la menace de guerre et de représailles. Il n'est pas possible de garantir les droits de l'homme quand un de ces droits fondamentaux est menacé et bafoué : le droit de vivre, et de vivre en paix. En Europe, certains droits civils essentiels — confirmés même par l'Acte final de la Conférence d'Helsinki — n'ont pas tou-

jours été respectés. Ces violations systématiques sont, autant que les missiles, des menaces pour la paix.

C'est pourquoi nous voulons insister sur notre engagement à agir pour que les droits démocratiques (liberté d'opinion, de la presse, de culte, d'organisation) soient garantis à tous les peuples européens. Nous dénonçons toute limitation des droits de l'homme et toute persécution des idées, où que ce soit, à l'Est comme à l'Ouest. En particulier, nous jugeons inacceptable que les régimes du Pacte de Varsovie répriment systématiquement toute forme d'organisation indépendante de la société civile, et nous exigeons la libération de tous ceux qui sont emprisonnés pour leurs idées et leurs activités politiques et sociales. Nous exigeons aussi que soit garantie la liberté d'action à toutes les organisations indépendantes (associations politiques, syndicats, groupes de paix, églises, etc.).

Pour que s'atténue la tension internationale, que s'amorce un processus de désarmement et que les blocs soient dépassés, l'existence du pluralisme politique et d'une dialectique sociale libre est indispensable.

5. L'accélération de la course aux armements nucléaires et conventionnels augmente l'insécurité de l'Europe. Il est nécessaire d'arrêter cette folle escalade qui fait de l'Europe l'éventuel théâtre d'une guerre nucléaire. Il est nécessaire, en particulier, d'arrêter la course aux armements nucléaires et la prolifération d'engins de mort terrifiants, car elle est inacceptable même d'un point de vue moral.

C'est pourquoi nous nous engageons à lutter dans nos pays pour empêcher tout nouveau déploiement et toute nouvelle production d'armes nucléaires ou agressives, et nous deman-



dons qu'on commence à démanteler progressivement les arsenaux nucléaires existants aujourd'hui, afin de parvenir à une Europe sans armes nucléaires ; nous demandons en même temps la réduction des armes conventionnelles, en particulier celle des moyens de guerre offensifs. Il est nécessaire que le dialogue et la négociation reprennent, avec la participation de tous les pays concernés, à la fois sur les armes nucléaires (stratégiques, intermédiaires, tactiques ou de « champ de bataille ») et sur les forces conventionnelles.

Nous soutenons aussi les propositions de zones dénucléarisées en Europe, englobant des Etats neutres et des Etats membres de l'OTAN et du Pacte de Varsovie.

L'amorce du processus de désarmement exige aussi une réduction décisive des énormes dépenses militaires, lesquelles seraient consacrées plus utilement à satisfaire les besoins sociaux et à coopérer avec les pays pauvres du Tiers et du Quart-Monde.

La course aux armements représente aussi un danger pour la vie démocratique et civile de chaque Etat. C'est pourquoi nous nous engageons à faire en sorte que d'une part les questions de défense — et en particulier celles qui concernent les armes atomiques — fassent l'objet du maximum de consultation populaire, et que d'autre part la militarisation de la société soit empêchée par le refus de la propagande militariste et par le développement de l'objection de conscience au service militaire, à la recherche et à la production de guerre.

6. Notre objectif est une Europe unie, libérée des blocs, libérée de l'encadrement politique et économique des superpuissances, libérée de toute présence militaire étrangère. Une Europe où chaque pays aura la garantie d'une

véritable autonomie dans ses choix politiques, économiques et de sécurité, et où cessera toute forme d'ingérence extérieure dans les affaires intérieures des pays. Nous savons bien que la construction de cette nouvelle Europe sera un processus long, comprenant des mesures politiques, économiques et de défense.

Il faudrait mettre à l'essai les nombreuses propositions qui ont été faites et qui sont susceptibles de fournir un bon point de départ pour échapper à la rigidité du système de Yalta. Par exemple, il est nécessaire de garantir la pleine liberté de circulation des idées et des personnes à la base, et de développer les contacts entre personnes, groupes, mouvements et associations. Il est important de rechercher des accords de coopération qui peuvent rompre l'intégration forcée de chaque pays dans son bloc et de favoriser une autonomie croissante. Il est important que les pays européens des deux blocs et les pays non-alignés parviennent à des accords sur les systèmes de défense, par exemple en créant des zones dénucléarisées.

7. Quand nous parlons d'une Europe unie, libre et pacifique (comprenant toutes les nations appartenant historiquement et culturellement à notre continent), nous avons à l'esprit une communauté de peuples qui doivent être maîtres de leur propre destin, maîtres aussi de leur politique internationale. Non pas pour coloniser ou soumettre d'autres peuples, ni pour participer à des croisades contre des « empires du mal », mais pour jouer un rôle actif dans le soutien économique aux pays sous-développés, un rôle de soutien politique aux peuples luttant pour leur auto-détermination politique et nationale. Tout cela en vue de contribuer à la victoire des idéaux de paix et de démocratie sur toute la planète.



Notre intention n'est donc pas de constituer une troisième super-puissance, mais une Europe des peuples, agissant activement pour la paix, la démocratie et la liberté, non plus un avant-poste pour les super-puissances. Une Europe qui doit aussi avoir comme objectif un nouvel équilibre entre le Nord et le Sud, en travaillant à une coopération et à une fructueuse collaboration entre nations. Une Europe enfin qui soit attentive au destin écologique de la Terre, refusant de sacrifier l'environnement et la santé des citoyens au profit et à la croissance économique.

8. Nous nous engageons donc à poursuivre et développer le dialogue entre nos mouvements, sans cacher nos désaccords sous des formules diplomatiques. Ces formules peuvent convenir aux gouvernements, mais pas à un libre dialogue entre des peuples que ne séparent pas seulement des murs et des missiles, mais aussi et surtout leurs langues et leurs destins respectifs. Recomposer ces langages en une commune langue de paix en vue de construire un destin commun, cela demande beaucoup de courage : cela suppose en effet qu'on soit capable de regarder en face la réalité de l'autre.

Dans les mois qui viennent, nous engagerons une série d'actions communes, lesquelles manifesteront concrètement notre collaboration et renforceront nos liens déjà créés.

Nous organiserons une semaine d'actions contre la militarisation et pour le désarmement à l'Est et à l'Ouest, et pour la création de zones dénucléarisées.

Nous organiserons une campagne pour que soit garantie partout la liberté d'action à tous les citoyens et aux organisations indépendantes, et pour la libération de tous ceux qui sont illégalement emprisonnés pour leurs idées.

9. Nous pensons que ce programme, que nous avons discuté ensemble, peut constituer le point de départ d'un progrès qualitatif notable et d'un engagement d'avenir pour le mouvement de paix : la construction d'un mouvement pleinement européen, indépendant, libre et démocratique.

K O S  
CODENE  
LEGA PER L'AMBIENTE

- Juillet 1984 -



# Un autre pacifisme

par David WARSZAWSKI

Le mouvement pacifiste occidental n'a pas bonne presse en Pologne. La conviction prédomine qu'il est représenté par des gens soit cyniques, soit d'une naïveté sans borne, et on rencontre même l'idée que ce sont tout simplement des agents du Kremlin. Les adversaires des mouvements pacifistes occidentaux oublient cependant qu'on pourrait tout autant reprocher à Solidarnosc d'avoir toujours cherché une entente avec les communistes, d'avoir reconnu leurs intérêts stratégiques et politiques — fussent-ils tout à fait illégaux — et d'avoir évité comme la peste tout « antisoviétisme ». Ce n'est cependant pas là l'unique, ni le plus important point de ressemblance entre ces deux mouvements, dont chacun à sa manière a transformé complètement l'image actuelle de la pratique politique. Le mouvement de paix et Solidarnosc sont des mouvements démocratiques, qui brisent les barrières politiques et sociales (et aussi, dans le cas des mouvements de paix, les barrières nationales), réunissant des millions de personnes autour du refus d'une réalité perçue comme menaçante pour les valeurs fondamentales de la vie comme la liberté et la dignité de l'homme. Tous deux rentrent plus volontiers dans des catégories morales que politiques, et dans les deux on trouve une grande part d'inspiration religieuse.

Bien sûr il existe des différences entre ces deux types de mouvements, en particulier des différences politiques. Parmi les principales, celle des rapports vis-à-vis de l'URSS d'une part et vis-à-vis de la politique des USA d'autre part. Cependant ces différences, aussi fortes soient-elles, ont un caractère secondaire quant aux objectifs des deux mouvements, à savoir ceux de garantir le droit des sociétés et des nations à une pleine autonomie.

Pour nous qui vivons sous la domination d'une superpuissance totalitaire, il nous est difficile de nous imaginer si les influences d'une superpuissance démocratique seraient ressenties comme des ingérences, et si on pourrait honnêtement voir, dans l'installation de nouveaux systèmes de défense de l'OTAN en réponse au développement du potentiel militaire du Kremlin, une atteinte à la liberté. Et pourtant nous ne devons pas oublier que chaque puissance essaie de se subordonner les Etats plus faibles et que tout accroissement du rôle de l'armée implique inévitablement un affaiblissement des institutions démocratiques. Bien que cela ne change sans doute pas notre appréciation selon laquelle la réponse de l'Occident aux SS20 est appropriée, cela nous permet de comprendre les protestations qu'elle soulève dans les sociétés des pays de l'OTAN. Je crois qu'il faudrait considérer la décision de déploiement des euromissiles comme un moindre mal, mais toujours comme un mal.

Que faudrait-il alors dans un tel contexte? Une réponse à cette question est tentée dans la déclaration commune du KOS polonais, du groupe tchécoslovaque d'émigration « Listy » et d'une série d'importantes organisations de paix occidentales, signée en juillet dernier lors du congrès du mouvement de paix de Pérouse (cf plus loin). Cette déclaration exprime une



volonté commune de lutte pour une Europe libre de toute ingérence des superpuissances, pour une Europe de nations libres et indépendantes. En soutenant sans ambiguïté la lutte de l'Europe de l'Ouest pour l'indépendance et la démocratie, elle affirme du même coup que la paix et la liberté sont indivisibles et que toute violence, que ce soit celle de la police ou celle des systèmes d'armements, est une menace pour la liberté. Enfin, elle annonce l'entreprise, par ses signataires, d'une série d'actions communes dans le cadre de la lutte contre l'ordre politique issu de Yalta.

C'est un texte décisif, comme était décisif le congrès de Pérouse. Là a eu lieu une manifestation contre l'impérialisme soviétique. Les militants pour la paix ont abandonné la coopération avec les comités de paix officiels de l'Est, ont pris leurs distances avec la thèse selon laquelle les USA représenteraient la plus grande menace pour la paix dans le monde. Ces positions, qui pour nous sont évidentes, auraient été il y a encore un an tenues pour hérétiques. Dans la dynamique de la déclaration de Pérouse, s'est créé dans le mouvement de paix un noyau « anti-Yalta » fort, quoique encore minoritaire. A partir de là le mouvement de paix ne pourra plus agir comme avant. Soit les positions de ses militants vont évoluer

dans le sens décrit ci-dessus, soit on en viendra à une scission qui isolera nettement la fraction prosoviétique du mouvement. L'une et l'autre hypothèse seraient de toute façon pour nous un grand succès politique.

Les signataires est-européens se sont déclarés à Pérouse pour la recherche d'une « troisième voie ». Non pas une voie derrière l'une ou l'autre des superpuissances, mais vers un objectif politique encore inexistant (et certainement pas encore près de naître) : une Europe autonome. Cela implique de sortir de la vision noir/blanc du monde et de voir les choses sous une optique morale : nous nous déclarons contre toute violence dans laquelle cette vision morale ne pourrait trouver sa source, et non en faveur de telle ou telle puissance.

C'est un enjeu important pour l'avenir, qui comporte assez de risques, et il est bon que Solidarnosc n'y ait pas engagé, en tant qu'organisation, sa responsabilité, se préservant de ce fait une liberté de manœuvre. N'oublions pas cependant que le succès de cette orientation à l'ouest dépend en grande partie de son succès chez nous. Il dépend donc de nous-même de transformer les ressemblances entre le mouvement de paix et Solidarnosc en une alliance des deux.

Tygodnik Mazowsze,  
23 août 1984.



# Le mouvement de paix Allemand et la Pologne

Ina RANSON - Etienne GOS.

*En France, on reproche souvent aux « pacifistes » allemands d'avoir trop peu parlé de la Pologne, pendant ces deux dernières années. Il n'y a pas qu'une seule explication à ce silence ; mais les quelques observations suivantes permettront d'en éclaircir un peu les raisons souvent mal comprises.*

*Avant et après la prise du pouvoir militaire, en décembre 1981, la discussion sur Solidarnosc au sein de la gauche allemande fut virulente. Cette prise de pouvoir militaire fut ressentie d'abord comme une grande déception : un processus de démocratisation était à nouveau interrompu. Un certain « réalisme » s'affirmait aussi : l'état d'exception était peut-être un moindre mal, en comparaison avec une invasion militaire soviétique. Quand la minorité des communistes orthodoxes — peu nombreuse mais très active — se mit à justifier l'intervention de Jaruzelski, l'éclatement du mouvement de paix sembla inévitable. Mais ce fut, paradoxalement, Ronald Reagan qui ressouda les antagonismes : par sa rhétorique guerrière, par ses menaces et ses incitations au boycott économique, il visa apparemment à exacerber la confrontation est-ouest, tout en jouant sur l'aggravation de la crise polonaise. On eut l'impression que même l'intervention de l'armée rouge à Varsovie aurait été bienvenue pour justifier la réalisation de son programme militaire et l'installation des euromissiles (1). Toute la gauche et les adhérents du mouvement de paix*

*en R.F.A. considérèrent alors qu'il était avant tout nécessaire de faire front contre cette stratégie dangereuse de « défense des droits de l'homme » sur le dos des Polonais — stratégie qui s'accommodait d'ailleurs fort bien de ventes d'armes toujours plus importantes à d'autres régimes militaires peu soucieux des droits de l'homme. Il s'y ajouta la crainte que les efforts de la politique de détente, difficilement mise en œuvre pendant les années précédentes, soient totalement compromis. Les adhérents du mouvement de paix décidèrent donc de ne pas étaler en public les conflits avec la gauche orthodoxe (d'où leur embarras souvent remarqué !). Ils croyaient, avec Erhard Eppler, que la « majorité des Polonais serait peut-être, rétrospectivement, plus reconnaissante de lait en poudre et de conserves de viande que de maints éditoriaux révoltés » — solidarité minimale et qui, depuis, n'a été dépassée que timidement.*

*A l'époque de la crise polonaise, l'idée de l'impératif d'unité au sein du mouvement de paix était encore très forte. Cette question polonaise, avec le débat sur le type de relations à entretenir avec Solidarnosc et les Polonais exilés, est devenue l'un des principaux points d'achoppement. Lors de la conférence sur les actions du mouvement de paix, au printemps 1982 à Bad Godesberg, la question polonaise ainsi que celle des rapports avec les groupes indépendants à l'est ont révélé la rupture latente au sein du mouvement de paix ouest-allemand, entre la mouvance procommuniste (KOFAS-Spektrum) et les groupes « indépendants ».*

(1) Blätter für Politik 2, 1982 : Abendroth, Borm, Eppler, Kelly u.a., Die Friedensbewegung und die Polenkrise.



# La C.F.D.T. "polognisée"

par Raymond JUIN (\*)

GDANSK 1980, août plus précisément, n'a pas été comme l'orage dans le ciel serein polonais. En tout cas, pour la CFDT, il n'en fut pas ainsi. Elle savait — connaissant l'action de l'opposition — que 1956, 1968, 1970, ne resteraient pas sans lendemain. Elle avait suffisamment de contacts avec l'intérieur, déjà, et depuis longtemps, pour supposer qu'une opposition populaire au régime s'élèverait à nouveau. Son ampleur dépendrait du soutien international.

La Confédération n'avait que peu de contacts, malgré leurs désirs, avec les syndicats officiels, auxquels elle reprochait de n'être pas la « sensibilité », le « fer de lance » de cette opposition de fait à un système politique jamais accepté, malgré les apparences. C'était le clan de la corruption et du favoritisme.

Le rôle de l'EGLISE, porteuse du message de la vérité politique et du respect inconditionnel des droits de l'homme, a été important dans cette évolution. Ce front du refus trouvait dans le message de l'Eglise les racines culturelles de la Pologne historique. Le discours officiel n'a toujours été que bavardages et oppression.

Mais c'est aussi parce que la flambée de l'été 1980 a sensibilisé toute la classe ouvrière française et l'opinion publique que la C.F.D.T.

a été « POLONISEE ». Cet élan trouve incontestablement ses racines dans l'histoire des deux pays. Bien évidemment, la solidarité internationale, à laquelle les syndicats sont très sensibles, a donné la mesure de la générosité.

Le premier déplacement de la CFDT auprès de SOLIDARNOSC (qui ne s'appelait pas encore ainsi) date précisément d'août 1980. Une délégation a pu se rendre à GDANSK apporter le soutien des adhérents ; c'était important pour les acteurs de ce changement : leur mouvement prenait ainsi une dimension internationale. Le fameux mur du silence était brisé derrière lequel tant de « vilaines choses » s'étaient passées au nom de la raison d'Etat.

Puis, ce furent des contacts de travail fréquents et fructueux, ici et là-bas. Ils s'échelonnent dans une période qui commence avant la visite officielle d'Edmond MAIRE à Varsovie (décembre 1980) jusqu'après la visite de WALESA à Paris (octobre 1981).

C'est à partir de l'accord de coopération conclu entre les deux responsables, en décembre 1980, que s'est plus particulièrement déve-

---

(\*) Secrétaire général du secteur international de la CFDT.



loppé le soutien à SOLIDARNOSC. L'essentiel consistait à trouver les moyens d'inventer et de consolider les structures de ce syndicat qui voulait être « super démocratique », « super efficace », sur tous les terrains (justice, vérité, liberté), dans tous les milieux. Cette volonté de « rebâtir la société » correspondait à des ambitions que de nombreux militants français connaissaient. Le protocole a donc été respecté.

Le résultat de la collecte publique ouverte à l'intention de SOLIDARNOSC a dépassé de très loin celui de n'importe quelle autre collecte de solidarité jamais faite par la CFDT. Il est vrai qu'il fallait des moyens pour acheter et acheminer le matériel indispensable à une bonne information des travailleurs. On connaît la photo d'Edmond MAIRE à Varsovie, en 1980, remettant symboliquement six machines à polycopier, de l'encre, des stencils et quelques tonnes de papier à des Polonais ravis. Ce n'était que le début. Toute l'année 1981, les organisations régionales et fédérales de la CFDT ont développé des contacts d'entraide qui se sont conclus, en octobre 1981, par la mise en place officielle d'une structure de coopération interrégionale entre les 22 unions interprofessionnelles CFDT et les 47 WOIWODIES polonaises découpées en 22 secteurs géographiques. Ce montage n'a pas été remis en cause par le coup d'Etat de décembre 1981 ; il fonctionne aujourd'hui pour une dizaine de régions qui couvrent les grands centres industriels de la Pologne : GDANSK, VARSOVIE, WROCLAW, LODZ, CRACOVIE, etc.

La formation syndicale était un élément important de l'accord signé en décembre 1980. SOLIDARNOSC avait constitué une équipe nationale de formation avec laquelle le secteur confédéral « formation » de la CFDT a collaboré. Le Centre de BIERVILLE, près de

PARIS, a été le témoin d'un stage de formation de deux semaines en mai 1981 pour dix-huit militants de SOLIDARNOSC. Nous sommes allés en Pologne aider l'équipe de formation à s'organiser. Si l'on ajoute le rôle important de « conseiller » que la CFDT a joué auprès des dirigeants et experts, à leur demande, nous aurons une idée de l'importance de la collaboration qui s'était développée. Il fallait, pour SOLIDARNOSC, savoir se situer sur le plan syndical international et pouvoir résister aux sirènes. Il a fallu préparer la participation de la délégation SOLIDARNOSC à l'Assemblée générale du B.I.T. à Genève en juin 1981. L'histoire dira mieux tout ce qui s'est fait d'efficace et de profond, au lieu du tintamarre de certains à propos du caractère exceptionnel et unique de leur action.

Le Coup d'Etat du 13 décembre 1981 a surpris — ne nous le cachons pas —, même s'il était devenu inévitable. L'exigence exprimée par SOLIDARNOSC de pouvoir présenter des candidats aux élections municipales et locales (celles qui devaient avoir lieu en février 1982 et qui se sont effectivement déroulées le 17 juin 1984) était **inadmissible**. Elle dénaturait peut-être le syndicat, mais, surtout, elle introduisait le pluralisme dans les candidatures ; que deviendrait alors le mythe du pouvoir aux travailleurs concrétisé par le parti unique, dans la liste unique ?

Alors, la CFDT a beaucoup contribué à organiser la résistance à l'intérieur et à l'extérieur. La lutte a changé de visage, de forme, mais elle reste fondée sur les mêmes objectifs : favoriser le droit des travailleurs à la parole avant de leur donner le droit à réaliser eux-mêmes leur propre destin.



Aujourd'hui, les choses sont plus difficiles. L'enthousiasme a besoin d'un certain environnement pour s'exprimer. La situation polonaise ne le permet guère. L'économie est en faillite, la société s'est organisée autour des valeurs et des objectifs que SOLIDARNOSC a définis lors de son congrès de septembre et octobre 1981 (auquel la CFDT a participé bien entendu). Il ne suffit pas que le bureau de l'O.I.T. fasse siennes les conclusions de la commission qu'il a instituée sur le non-respect de la convention sur la liberté syndicale en Pologne pour que l'Etat militaire adoucisse sa position. Le dogme est clair : le communisme, c'est le pouvoir aux travailleurs.

Cette seconde période de SOLIDARNOSC, commencée le 13 décembre 1981, est marquée par un soutien tout aussi important de la CFDT à ceux et celles qui luttent pour leur dignité. C'est devenu plus difficile, voilà tout.

Il y a eu l'aide alimentaire, le soutien aux prisonniers et à leurs familles, l'aide à la coordination extérieure pour s'organiser, les soutiens à l'intérieur, de toute nature. Oui, aujourd'hui, c'est plus difficile... mais la « résistance » ne découvre ses héros qu'après la bataille. Il ne faut pas croire que rien ne se passe parce que les médias ne racontent pas minute par minute l'Histoire présente d'une coopération entre nos deux organisations qui ne s'est jamais démentie.

Voilà un peuple qui veut prendre véritablement son destin en mains et le système, habillé en militaire, le lui refuse. Voilà un peuple qui refuse d'être l'enjeu des antagonismes entre l'est et l'ouest et les stratèges lui objectent sa place géographique dans le dispositif. Voilà un peuple qui prétend que les conflits existeront toujours entre la Société et l'Etat et que mieux vaut le reconnaître et mettre en place les acteurs et les lieux de négociation entre elle et lui. Mais l'idéologie peut dire, faute de pouvoir prouver, que tout cela est du vent. La JUSTICE, l'HOMME FINI sont en construction. Qu'importe si c'est seulement au profit de quelques-uns, du moment que c'est au profit de ceux qui le disent.

OUI, les événements sociaux de POLOGNE ont percuté toutes les organisations de la CFDT. Elle s'est retrouvée dans ces ambitions légitimes de vivre ensemble des jours plus exaltants. Le rideau n'est pas tombé. Après « l'ouverture », à l'Opéra, les actes et les scènes se succèdent. L'important pour l'histoire de la Pologne, de la France, et du Monde, c'est que les acteurs soient capables de se dépasser en permanence. Nous croyons, à la CFDT, que le mouvement syndical s'enrichit mutuellement de la lutte des uns et des autres. Nos amis polonais en donnent courageusement leur part. Les prisons parlent, ainsi que quelques cimetières. La lutte continue.



# Un exemple d'aide humanitaire

par Eugène PLATER, prêtre \*

Août 1980, le monde a les yeux fixés sur la Pologne : pour la première fois, un syndicat libre et indépendant du pouvoir voit le jour dans un pays gouverné par le parti communiste. La Pologne se trouve à la une de la plupart des journaux français et sur les écrans de télévision.

Ceux qui s'intéressent au sort de la Pologne apprennent en même temps que ce pays commence à vivre une crise économique dont personne ne comprend l'étendue ni la gravité : les magasins d'alimentation se vident, les hôpitaux manquent subitement de médicaments, de seringues, de gants chirurgicaux, de produits d'hygiène... Au mois de novembre de cette même année, il devient pratiquement impossible de s'approvisionner normalement, d'acheter un médicament ou du coton, des chaussures ou du linge de corps. Les plus atteints sont les petits enfants et les vieillards : le lait maternisé, les farines lactées indispensables à l'alimentation des tout petits ont disparu du commerce et d'interminables queues se forment devant les quelques magasins qui ont encore quelque chose à vendre ; ces queues se mettent en place dès 3 ou 4 heures du

matin, des mères de famille et des vieillards y pataugent dans la boue, attendent dans le froid, dans l'espoir de trouver quelque chose à manger.

L'espoir. Toute la Pologne vit dans l'espoir, dans l'espoir de la liberté. Le pays s'est rangé massivement derrière ceux qu'il a élus pour le représenter, pour défendre ses droits. A cet espoir se joint la ferme conviction que cette lutte est juste et qu'elle doit mener vers la victoire. « Nous vaincrons par la croix et les grèves », chantent des centaines de milliers de Polonais, jeunes et vieux, ouvriers et professeurs d'université. La lutte s'engage. Elle est non-violente, la lutte de tout un peuple décidé à défendre sa liberté, ses traditions, sa culture, la liberté de sa foi.

Le quotidien est fait de misère et de joie à la pensée qu'une évolution est possible, qu'elle mènera vers un avenir meilleur, vers le respect du droit de l'homme à la dignité, à la liberté.

\* Responsable du Bureau de Coordination avec la Commission Caritative de l'Episcopat Polonais.



La misère des enfants et des vieillards, la souffrance des malades que l'on ne peut soigner faute de médicaments sont des données précises face auxquelles l'Eglise ne peut rester insensible : le message de l'Evangile est là dans toute sa rigueur, qui met l'Eglise face à de nouvelles responsabilités.

« L'esprit du Seigneur Yahvé est sur moi, car Yahvé m'a donné l'onction ; il m'a envoyé porter la bonne nouvelle aux pauvres, panser les cœurs meurtris, annoncer aux captifs la libération et aux prisonniers la délivrance », (Isaïe, 61,1). Les évêques de Pologne décident de mettre sur pied toute une organisation qui viendra au secours des pauvres : c'est la Commission Caritative de l'Episcopat de Pologne. L'évêque auxiliaire de Katowice, Mgr Czeslaw Domin, en prend la direction. La Commission Caritative aura une antenne dans chacun des vingt-sept diocèses du territoire polonais. Elle aura pour tâche de gérer et de distribuer à la population les dons qui, espère-t-on, viendront de l'étranger.

En France, il y a des gens qui connaissent et comprennent la situation de la Pologne. Ce sont d'abord des jeunes qui ont participé au grand pèlerinage de Czestochowa : ils ont fait les 250 km à pied en priant la Vierge aux côtés de jeunes Polonais. A peine rentrés en France, ils commencent à organiser les secours. Le groupe polonais des Equipes Saint-Vincent, dont la vocation est d'aider les pauvres, se joint à eux. Le Secours Catholique prépare un avion d'aliments pour les petits enfants pour décembre 1980. Des comités (Comité d'Aide à la Pologne, Noël pour la Pologne) se créent. Il en est de même dans d'autres pays de l'ouest européen. Une source qui deviendra fleuve est en train de jaillir. La Pologne compte beaucoup d'amis et la solidarité n'est pas un vain mot.

L'instauration de l'état de guerre en décembre 1981 provoque un choc profond non seulement en Pologne, mais aussi parmi tous ceux qui croyaient qu'en Pologne la situation pouvait évoluer vers une libéralisation du régime. L'instauration de l'état de guerre s'est soldée par des milliers d'arrestations et, par voie de conséquence, des milliers de familles qu'il fallut aider à survivre.

En France, l'opinion publique n'est pas restée indifférente à ce qui se passait en Pologne : les premiers mois de l'année 1982 ont vu la naissance de dizaines de nouvelles associations d'aide à la Pologne : des centaines de milliers de Français ont voulu faire quelque chose pour la Pologne. Les initiatives étaient les plus diverses. Chaque groupe nouveau voulait se rendre en Pologne et apporter des secours, à condition que ce fût en collaboration avec l'Eglise de Pologne. Les responsables de la Commission Caritative de l'Episcopat, eux, confrontés à cette diversité d'initiatives, ont vu la nécessité de confier la coordination de tous ces efforts à un prêtre polonais qui serait le représentant pour la France de leurs services caritatifs. C'est ainsi qu'en avril 1982 a vu le jour le « Bureau de Coordination avec la Commission Caritative de l'Episcopat de Pologne », installé 39, rue Gay-Lussac, 75005 Paris.

### 613 tonnes par mois

Le Bureau de Coordination a pour tâche de coordonner les envois de l'aide humanitaire vers les divers diocèses de Pologne, de rester en liaison avec la direction nationale de la Commission Caritative, d'assurer la liaison des comités entre eux, de les renseigner sur les besoins en Pologne, d'aider les Français à



secourir les Polonais. Cette tâche continue d'être la sienne. D'avril 1982 à avril 1983, le Bureau de Coordination a enregistré l'envoi de 9 500 tonnes de produits de première nécessité, dont 1 000 tonnes de sucre offert par les Sucriers de France. Entre avril 1983 et avril 1984, ce furent 7 360 tonnes qui furent envoyées en Pologne. Ceci représente une moyenne de 613 tonnes par mois... 20 tonnes par jour... un camion semi-remorque de 20 tonnes par jour ! Tout ce travail est celui de dizaines de milliers de bénévoles, regroupés à travers toute la France en quelque 300 comités de soutien aux Polonais. La préparation d'un camion de 20 tonnes représente un travail considérable : il faut collecter les vêtements, les trier pour n'envoyer que ce qui est propre et en bon état, il faut collecter l'argent pour acheter les produits pharmaceutiques et alimentaires difficiles à obtenir au cours d'une collecte. Il faut aussi se procurer un camion. Il faut enfin conduire ce camion en Pologne et remettre tous les dons aux mains des responsables des services caritatifs du diocèse de destination. Il faut aussi affronter les rigueurs de la fouille à la frontière polonaise par le froid en hiver et sous la chaleur de l'été. Dans bien des cas, les camions furent intégralement déchargés et fouillés colis par colis. Dans certains cas, les convoyeurs impuissants ont dû assister à des scènes de saccage de leurs dons par des douaniers mal intentionnés et ivres.

### Est-elle efficace ?

Cette aide est-elle efficace ? C'est la question que nous nous posons tous. Nous savons, en effet, que toute aide humanitaire, dans quelque pays que ce soit, peut être nuisible, peut démoraliser les personnes qui reçoivent les dons sans devoir fournir les efforts requis

pour se les procurer. C'est un danger qui guette les Polonais et nous apprenons parfois que la distribution des dons a été la cause de bien des malentendus, qu'elle a semé la division parmi les habitants de telle ou telle paroisse, qu'elle a suscité des jalousies. Ce danger est réel et l'Eglise en est consciente. Elle s'efforce donc de répertorier les gens dans le besoin (familles nombreuses, mères célibataires, vieillards, malades, familles des prisonniers politiques) et d'aider en premier lieu les gens qui appartiennent à ces catégories de la population. Organisée de cette manière, l'aide humanitaire est non seulement efficace, mais aussi indispensable à la survie de ceux qui n'ont pas d'autres moyens de se procurer les biens de première nécessité. L'aide, cependant, reste toujours un danger dans la mesure où elle peut susciter des jalousies parmi des gens exaspérés par leur misère quotidienne.

Aujourd'hui, trois ans se sont déjà écoulés et l'aide à la Pologne continue. Au mois d'avril 1984, 640 tonnes furent envoyées en Pologne et 669 tonnes en mai. Un camion de 20 tonnes par jour, réalisé par des bénévoles, des gens qui restent dans l'ombre mais qui prennent au sérieux le message évangélique : « Ce que vous aurez fait au plus petit d'entre eux, c'est à moi que vous l'aurez fait ».

Ce camion quotidien ne représente-t-il pas les liens qui relient les Polonais aux Français ?

Aujourd'hui, en Pologne, la situation n'a pas évolué. Certes, il est plus facile de trouver dans le commerce les articles de première nécessité, mais à quel prix ? Une paire de chaussures, un pantalon, coûtent l'équivalent de 15 jours de salaires, les médicaments sont toujours introuvables dans les pharmacies, de même que les aliments destinés aux nouveau-nés.



Il faut donc essayer de faire durer cet élan de solidarité qui a vu le jour il y a trois ans. Les associations qui se sont créées pour aider la Pologne sont, pour la plupart, décidées à continuer leurs activités en faveur de la Pologne. Ces activités, rappelons-le, leur demandent un effort considérable, un dévouement sans borne. Ces associations ne peuvent rien sans le soutien de la population locale ; elles ont besoin de bénévoles qui prennent le relais de ceux qui s'essouffent et d'argent pour financer les achats.

Lecteur, qui que vous soyez, n'hésitez pas. Aidez ceux qui aident. Il vous sera peut-être donné d'accompagner vous-même un convoi en Pologne. Vous découvrirez alors des gens qui luttent pour leur dignité, le sourire de l'enfant et du vieillard qui découvrent qu'en France ils ont des amis (1).

(1) Pour tout renseignement, écrivez au Bureau de Coordination avec la Commission Caritative de l'Episcopat de Pologne, 39, rue Gay-Lussac, Paris-5<sup>e</sup>.

**REVUE TRIMESTRIELLE  
17<sup>e</sup> ANNEE  
1984**

Ni partisane, ni neutre,  
une nouvelle formule qui propose :  
• un réseau international d'information  
• un outil de documentation indispensable  
• un espace de débats et de recherches

**N° 15: LA GAUCHE MALADROITE**

Quelle(s) politique(s) pour l'autogestion ?

**N° 16: PARTIES DE CAMPAGNE**

Mouvements paysans et agricultures différentes.

**N° 17: LA DEMOCRATIE SOUTERRAINE**

Chili 1973-84 : résistances culturelles et mouvements sociaux

Vendue en librairie: 40 F/numéro

Abonnement (4 n°/an):

Individuel: France 136 F, Etranger 180 F

Institutions: France 164 F, Etranger 240 F

Commandes et abonnements à adresser à:

Editions **Privat** 14, rue des Arts - 31000 Toulouse

**AUTOGESTIONS**



# *Le 20<sup>e</sup> anniversaire de l'objection en Belgique*

Cette année 1984 marque en Belgique le 20<sup>e</sup> anniversaire du statut des Objecteurs de Conscience. En effet, c'est le 19 juin 1964 que le *Moniteur Belge* publiait la loi qui devait mettre fin à une longue période de persécutions de toutes sortes envers ceux qui refusent le service militaire pour des raisons d'ordre moral et philosophique. Cette nouvelle loi, jetant les bases d'un service civil socialement utile, allait ouvrir la voie à l'affirmation d'un nouveau civisme basé sur la solidarité et le service de la communauté.

En vingt années de statut, beaucoup de choses ont changé concernant le service civil en Belgique. En 1964, les Objecteurs de Conscience étaient uniquement affectés à la Protection Civile. Cet organisme a pour vocation d'intervenir secourablement en cas de catastrophes diverses mettant en danger les populations, mais ses liens avec la Défense Nationale, et notamment dans le Réseau d'Alerte Nucléaire de l'OTAN, ne lui conféraient pas le caractère purement a-militaire que souhaitaient les Objecteurs, en accord avec l'esprit de la Loi. Cette situation donna lieu à une série de heurts — notamment politiques — qui amenèrent progressivement, en 1969 et 1975, la possibilité de plus en plus élargie pour les Objecteurs de Conscience de fournir un service hors de la Protection Civile, dans des organismes d'utilité publique, à la rencontre de besoins sociaux et humains réels, dans des conditions de plus en plus décentes. Il fut également possible, grâce à un long travail parlementaire, de faire reconnaître légalement l'objection après le service

militaire et la formation des objecteurs à des problèmes qui leur sont spécifiques, sur base volontaire.

Il manquait une étude sérieuse et objective sur ce sujet. Heureusement, grâce au CRISP (Centre de Recherche et d'Information Socio-Politique, rue du Congrès 35, 1000 Bruxelles), cette lacune est enfin comblée. Le CRISP publie depuis plus de 25 ans maintenant des études variées et documentées sur les multiples phénomènes qui modulent la société et la vie politique belges.

Parmi ces publications, les *Courriers Hebdomadaires* tiennent une place à part. Leur but est de rendre accessibles au plus large public les données essentielles qui conditionnent notre société. A l'actif du *Courrier Hebdomadaire*, nous pouvons citer au chapitre des thèmes traités : « les sondages d'opinions » (février 1979), « mesure du pouvoir des partis politiques en Belgique 1977-78 » (décembre 1979), « l'installation des armes nucléaires de théâtre à longue portée (LRTNF) en Belgique » (mai 80), « l'évolution de la structure démographique des forces armées belges depuis 1900 » (octobre 1983), etc.

Le dernier en date des *Courriers Hebdomadaires* (CH n° 1044 du 29 juin 1984) se trouve être intitulé « l'évolution législative du statut des Objecteurs de Conscience en Belgique, 1964-1984 ». L'auteur, Pierre Arcq, a déjà publié divers travaux qui servent d'ouvrages référentiels, comme « le Droit au Travail Utile », édité par la Concertation Paix et Développement, ou le *Courrier Hebdomadaire* consacré aux LRTNF, cité ci-dessus.



Permanent à la Maison de la Paix de Charleroi dans le Hainaut, administrateur au MIR-IRG et à la Confédération du Service Civil de la Jeunesse — un organisme qui assure l'information, la formation et le conseil auprès des Objecteurs de Conscience — objecteur lui-même, Pierre Arcq a mené à bien cette recherche aussi périlleuse que nécessaire.

Il s'en est acquitté avec brio, et nous livre aujourd'hui la première étude prospective qui ait jamais été menée en Belgique sur l'évolution législative du statut des Objecteurs de Conscience, en trente-deux bonnes pages bourrées d'informations, dans une langue faite pour l'entendement du plus grand nombre. **L'«évolution législative du statut des Objecteurs de Conscience en Belgique, 1964-1984 »** se lit comme un article de journal car il en possède la texture. Pas besoin, donc, de connaissances juridiques particulières pour l'apprécier à sa juste valeur.

Voilà donc l'introduction idéale pour ceux qui désirent se documenter sur un mouvement qui, en Belgique, touche chaque année 5 à 10 % des appelés et mener à partir de là une réflexion féconde et riche d'enseignements applicables immédiatement, nous le croyons, à la situation en France. Car la sagesse est fille de l'expérience.

Dominique VALLET.

---

On peut se procurer le **Courrier Hebdomadaire** n° 1044 du 29 juin 1984 en le commandant directement au CRISP, rue du Congrès 35, 1000 Bruxelles (Tél. 02/218.32.26, au prix de 230 francs belges payables par Mandat Postal uniquement).

---

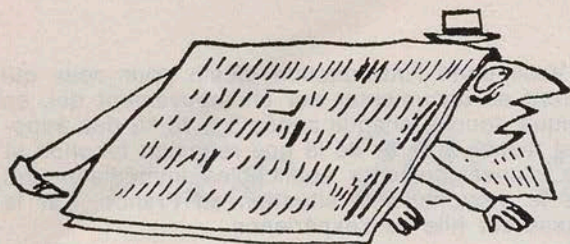
### OBJECTION, MODE D'EMPLOI

Un dossier de 130 pages, rassemblant :

- une petite histoire de l'objection,
- un guide pratique des démarches à effectuer pour obtenir le statut d'objecteur,
- une enquête sur les différentes tendances des objecteurs,
- un panorama de la situation des objecteurs dans 80 pays du monde.

En vente par correspondance aux éditions **Avis de Recherche**, BP 53, 75861 PARIS Cedex 18. Prix : 43 F (+ 6 F de port).





## Nous avons lu...

**CHRETIENS DEVANT LA GUERRE ET LA PAIX**  
de Christian Mellon - Ed. Le Centurion, 1984  
216 pages - 88 F

Ceux qui ont eu l'occasion d'entendre Christian Mellon ont apprécié la clarté, la rigueur, la simplicité de ses exposés. Son livre a les mêmes qualités. Il y résume ce qu'il a développé des dizaines de fois dans des articles, des conférences et des sessions. Voici l'ouvrage de vulgarisation dont tant de gens ont besoin aujourd'hui pour **comprendre** les questions de la guerre et de la paix à l'ère des armes nucléaires. Certes le public que vise ce livre est particulier, puisque ce sont les chrétiens. Mais ceux-ci ne sont pas mieux équipés que n'importe qui pour juger et apprécier des problèmes si complexes. Le but de C. Mellon, c'est de leur fournir des éléments pour « s'informer, analyser, tenter de comprendre, situer les enjeux, repérer les dangers ». C'est aussi de faire le point sur la réflexion spécifiquement chrétienne confrontée aujourd'hui aux armes nucléaires. Ceux qui, sans être chrétiens, désirent connaître les positions des Eglises et des chrétiens dans le débat actuel sur la guerre et la paix gagneront à lire ce livre.

Une **première partie** (chapitre 1 à 4), décrit des situations, des faits et des débats qui concernent tout citoyen, croyant ou non, qui désire s'informer. Le premier chapitre brosse la situation actuelle du monde sur le pied de guerre nucléaire. Les dépenses militaires, le poids de la défense sur l'économie et le niveau de vie, la course aux armements nucléaires, les stocks, les essais nucléaires, la prolifération des armes, tous ces éléments sont évoqués avec précision et concision. Pourquoi cette course aux armements, s'interroge-t-on ? Il faut distinguer les facteurs **externes** (la crainte d'être dépassé par

l'ennemi potentiel) et les facteurs **internes** (la puissance des complexes militaro-industriels, l'importance des énormes budgets de recherche militaire). Tout cela est bien identifiable et n'a rien d'une fatalité aveugle. Quant aux **menaces**, l'ouvrage montre qu'il y a plusieurs manières d'évaluer le rapport de forces Est-Ouest. Les choses ne sont pas si simples qu'on le dit dans les media !

Après avoir pris la mesure du problème, l'auteur passe en revue (chapitre 2) les évolutions des doctrines stratégiques concernant les armes nucléaires en démontrant combien elles sont liées aux évolutions technologiques de ces armes. Les doctrines de dissuasion et les scénarios de guerre nucléaire ne sont pas les mêmes aujourd'hui qu'il y a vingt-cinq ans, au temps où les armes stratégiques n'avaient pas encore atteint leur degré actuel de précision et de sophistication. Il est bon de se le rappeler pour ne pas retarder d'une dissuasion et pour comprendre ce qu'on appelle aujourd'hui la « crise de la dissuasion ». La position particulière de la France et le problème des euromissiles sont fort bien résumés en quelques pages. Pour clarifier le plus possible la question, un glossaire-lexique définit en fin de volume une quarantaine de termes techniques qui sont le B.A. BA du dossier sur les armes nucléaires.

Vient alors une question de fond (chapitre 3) : pourquoi « des gens également soucieux d'efficacité et de moralité tiennent-ils sur la défense des positions parfois fort opposées ? » Pour répondre, C. Mellon refuse la distinction simpliste entre les réalistes (qui seraient les partisans d'une défense nucléaire) et les idéalistes/prophètes (qui seraient les partisans d'une défense populaire non-violente). A vrai dire, fait-il remarquer, tous se veulent réalistes ! Ils divergent sur l'évaluation des menaces (dan-



ger soviétique seulement d'un côté; danger soviétique **et** course aux armements de l'autre), le développement de l'esprit de défense dans la communauté nationale, la crédibilité de la dissuasion. Ces remarques me paraissent très fécondes pour faire avancer le débat entre partisans du nucléaire et partisans d'autres formes de défense. Elles obligent chacun à justifier ses analyses et positions face à un objectif commun: la défense du pays, de ses valeurs, de la démocratie.

La première partie s'achève par un chapitre consacré aux voies du désarmement: où en est-on présentement? Trois approches du problème sont rapidement présentées: le désarmement par **arbitrage** international qui n'a pratiquement rien donné jusqu'à maintenant; la diplomatie du **désarmement** qui a abouti à certains accords multilatéraux et bilatéraux entre USA et URSS (accord SALT I par exemple), les **initiatives unilatérales** lancées par les mouvements de paix qui proposent des dissuasions et des défenses autres que nucléaires (armées ou non-violentes), ces dernières étant, hélas, trop peu connues.

Dans une **seconde partie** (chapitres 5 à 7), Christian Mellon s'adresse davantage à ceux qui se situent en chrétiens devant la guerre et la paix.

Le chapitre 5, « 2000 ans de réflexion chrétienne », décrit les différentes positions chrétiennes sur la violence tout au long des siècles: « pacifisme » des premiers siècles, guerre sainte (au temps des Croisades) et théorie de la « guerre juste » du V<sup>e</sup> siècle à nos jours. Ce parcours montre bien où s'enracinent ces attitudes, à quelles questions elles répondent, quelles conséquences en résultent. Si l'on veut comprendre les positions officielles actuelles de l'Eglise catholique, il est important de connaître la théorie de la guerre juste. Paradoxalement, les évêques américains s'en inspirent dans leur fameuse lettre de mai 1983 pour fonder leur mise en garde solennelle contre toute hypothèse d'emploi des armes nucléaires. Si j'avais un regret à formuler, c'est que ne figure pas une présentation du dossier **biblique** sur la guerre et la paix. Sans doute est-il délicat à établir. Cette tâche reste à faire.

Le chapitre 6, « Artisans de paix aujourd'hui », soulève quelques questions actuellement débattues: au nom de quoi les chrétiens et les Eglises interviennent-ils sur les questions de guerre et de paix? Comment se référer sainement à la Bible et plus spécialement à l'Evangile sans leur faire dire n'importe quoi? Que dire aujourd'hui de la « guerre juste » quand les armes nucléaires sont d'une autre nature que les armes classiques? Quelle place donner à la non-violence souvent confondue à tort (y compris dans certains milieux chrétiens) avec un pacifisme irresponsable et démobilisateur? Aucun chrétien ne peut esquiver ces questions, à moins de se réfugier dans la piété, l'angélisme ou les idées reçues.

Enfin, le chapitre 7 présente et analyse quelques positions et évolutions des Eglises catholiques et non-catholiques depuis l'avènement de l'arme nucléaire. Du concile Vatican II (1965) aux déclarations récentes des évêchés nord-américain et européens, en passant par Paul VI et Jean-Paul II, ce chapitre tente de dégager l'essentiel des positions officielles catholiques, dont il donne en annexe quelques larges extraits. Il n'oublie pas cependant de souligner que les positions et attitudes à la base ne sont pas unanimes et que le débat reste ouvert entre chrétiens divisés. Quant aux positions non-catholiques, il évoque notamment les travaux du Conseil œcuménique des Eglises réuni à Vancouver en août 1983 et la déclaration de la Fédération protestante de France, « La lutte pour la paix », de Novembre 1983 dont on se souvient qu'elle rendait un autre son de cloche que la déclaration des évêques français, « Gagner la paix », parue huit jours plus tôt.

La conclusion revient sur une question brûlante, qui est au cœur des débats actuels et plus particulièrement en France: quelle est la légitimité de la dissuasion par menace de représailles nucléaires? C'est la position officielle de la France, à laquelle l'épiscopat français a donné son aval dans « Gagner la paix ». Est-il possible de la justifier? Ou bien on a l'intention d'accomplir ce dont on menace, et alors on tombe sous le coup de la condamnation de Vatican II; ou bien on dissocie menace et emploi, mais on ruine du même coup la crédibilité de la



dissuasion ; ou bien on s'y résigne comme à un « moindre mal », mais cela n'est possible que si l'on est convaincu que « toute autre politique de défense que la France pourrait adopter serait plus mauvaise au plan éthique. Or non seulement cela n'est pas établi, mais cela n'a jamais été discuté ! Autrement dit, l'argument du moindre mal ne peut tenir que si le débat est largement ouvert sur les autres options possibles. » C. Mellon plaide pour que soit positivement encouragée la recherche de défenses alternatives et l'ouverture d'un large débat. C'est aussi pour lui une exigence de saine démocratie. Comment ne pas soutenir ce point de vue si l'on pense que la situation actuelle n'est ni une fatalité historique ni un « fait accompli » ! Les chrétiens et

leurs Eglises ont une responsabilité importante dans l'éveil de l'opinion.

Ce livre permet de faire en deux cents pages le tour de questions qu'on croit trop souvent réservées à des « spécialistes ». Il s'ajoute à d'autres initiatives bien nécessaires pour « déspecialiser la défense ». Ceux qui, chrétiens ou non, le liront personnellement ou le travailleront en groupe (car il peut être un excellent outil de réflexion commune) en sortiront sûrement plus lucides. Pour agir, ne faut-il pas « commencer par faire œuvre d'intelligence et de discernement » ?

Jacques MUSSET.

---

## FICHES DOCUMENTAIRES POUR UNE AUTRE DEFENSE

N° 20 DECEMBRE 1983.

« Le Droit et la guerre ».

### Editorial

#### I. Texte d'information

Le droit et la guerre, dossier coordonné par Jean Jacqmain.

#### II. Texte de recherche

L'emploi de l'arme nucléaire est un crime de guerre, par André Andries.

N° 20 BIS JUIN 1984.

Le Droit contre la guerre nucléaire.

### Textes d'information

Un crime contre la vie ! Les Européens, les armes nucléaires et le Droit, par George Delf.

Appel du jugement du tribunal de première instance du Comté de Montgomery, U.S.A. : opinion du juge Spaeth. Belgique : déclaration des professeurs et chercheurs de droit pénal, sciences criminelles, droit pénal international et droit humanitaire de mars 1984.

N° 21-22 FEVRIER - MAI 1984

### SOMMAIRE

#### Editorial

#### I. Textes d'information

Défense sans provocation, par Cor Hoek.

Pour un Fonds Belge pour la Paix et un Institut Belge de Recherche pour la Paix : la proposition de loi Demeester-De Meyer, par Jean Jacqmain.

Une Europe responsable, par Albert De Smaele.

Le plan de sécurité alternatif du Socialistish Partij, par Patrick Stouthuysen.

Le défi nucléaire et les relations Est-Ouest, extrait du rapport de la Commission Palme.

#### II. Textes de recherche

La politique de sécurité en Belgique : expériences et avenir, par Christian Franck.

Le « nouveau » mouvement de paix dans les relations Est-Ouest, par Jean du Bosch.

Construire la défense sur ses deux jambes, par Robert Polet.

La « Commission Palme », critiques de Johan Galtung. Au-delà des blocs : défendre l'Europe par des voies politiques, par Mary Kaldor.

Le n° 23 (septembre) contient la traduction du dernier chapitre du récent ouvrage de Galtung : « There are alternatives », inédit en français.

---

A commander au MIR-IRG, av. des Alliés, 11, 8.600 CHARLEROI - BELGIQUE.

---



## ARTISANS DE PAIX

Les groupes secondaires de la Paroisse Universitaire ont publié un dossier fort intéressant destiné aux enseignants du secondaire, et traitant de divers visages de la paix dans une perspective chrétienne. Au sommaire, notamment :

- paix et laïcité,
- vivre la paix à l'école ?
- la paix dans l'Ancien et dans le Nouveau Testament,
- le péché et la peur
- mouvements de paix en Allemagne, en Amérique Centrale,
- les Eglises devant la paix.

A commander au Secrétariat secondaire, Paroisse Universitaire, 170, boulevard du Montparnasse, 75014 PARIS.

Prix : 40 F (+ 7 F de port).

## LA COURSE AUX ARMEMENTS ET LES DETOURNEMENTS DE LA SCIENCE

Issu d'une rencontre de scientifiques sur le Larzac, ce document présente un intérêt tout particulier pour ceux qui sont préoccupés par la course aux armements et ses rapports avec la science et la technologie. Il est illustré par Konk, Plantu, Chenez, Barbe et F. Montès.

A commander au MDPL, BP 2135, 34026 MONTPELLIER. Prix : 30 F (franco).

alternatives  
non violentes

***Abonnez-vous,  
Abonnez vos amis***

### BULLETIN D'ABONNEMENT

à renvoyer à :

A.N.V.  
CRAINTILLEUX  
42210 MONTROND

Nom : ..... Prénom : .....

Adresse : .....  
.....  
.....  
.....

Je souscris un abonnement d'un an (4 numéros),  
à partir du n° .....

Je commande ..... tracts de présentation  
de la revue (gratuits).



|                 |                    |
|-----------------|--------------------|
| TARIF minimum : | 80 F               |
| » étranger :    | 92 F               |
| » soutien :     | 110 F ou davantage |



Je commande les numéros suivants : .....

Je verse donc la somme de ..... F  
par chèque à l'ordre de

**A N V**

**CCP 2915-21 U LYON**

Date :

Signature :

Voici les noms et adresse de personnes qui seraient  
intéressées par A.N.V. :

Voici l'adresse d'une Librairie qui accepterait peut-  
être de vendre régulièrement A.N.V. :

## économie et humanisme

N° 279 - SEPTEMBRE-OCTOBRE 1984

### dossier :

#### le modèle de développement breton à l'épreuve de la crise

- *présentation* m. auvolat
- *mutation des campagnes bretonnes* p. houée
- *l'industrialisation de la Bretagne  
depuis 1950 : forces et faiblesses  
de l'économie bretonne* j. kergoat
- *un combat de trente ans pour la  
reconnaissance d'une identité* j.c. perazzi

### Articles complémentaires :

- *l'administration Reagan et la politique  
sociale : évaluation et spéculations  
sur l'avenir* g.w. hopple  
g. papademetriou
- *Amérique Centrale : les Etats-Unis  
n'ont pas toujours choisi entre  
contenir et écraser* e. berruga-fillo  
g. darne
- *Conjoncture économique et financière* a. cedel
- *Chronique agricole* p. bye
- *Faits et Tendances*
  - *bilan d'une carrière* p. gaume
  - *la sécheresse n'épargne pas  
Djibouti* a. laudouze

Commandes à adresser à :

**ECONOMIE ET HUMANISME**

14, rue Antoine-Dumont 69372 LYON Cedex 08  
Tél. (7) 861-32-23 C.C.P. Lyon 1529-16 L

FRANCE ETRANGER

|                         |       |       |
|-------------------------|-------|-------|
| Numéro (franco de port) | 45 F  | 50 F  |
| Abonnement 1984         | 200 F | 250 F |
| Abonnement 1985         | 220 F | 275 F |



## NUMÉROS DISPONIBLES

### N° 34 / DESOBEISSANCE CIVILE (15 F)

Désobéir à la Loi : légitime ? efficace ? Dans quelles conditions ? Des avocats, magistrats, renvoyeurs de papiers militaires en discutent. Un exemple concret : la lutte pour le Larzac. En annexe : une réflexion de fond sur la grève de la faim — un entretien avec Johan GALTUNG.

### N° 35 / LA POLITIQUE DE LA PEUR (10 F)

Comment l'Etat moderne gère la peur pour mieux administrer sa sécurité - Entretien avec Jean DELUMEAU sur « la peur en Occident ».

### N° 36 / CHRISTIANISME ET VIOLENCES DOSSIER RENE GIRARD (15 F)

La doctrine de la guerre juste - Positions chrétiennes face à la violence. Table Ronde avec René GIRARD : le Christianisme est-il seulement refus de la violence ou bien invite-t-il positivement à la non-violence ?

### N° 38 / VIOLENCES BANALES (15 F)

La guerre commence-t-elle à la fessée ? Violences de la rue, de l'usine, de l'habitat... Comment ritualiser notre agressivité ? Un dialogue entre Michel BOSQUET et Serge JULY.

### N° 39 / LA DEFENSE CIVILE EN QUESTION (15 F)

Défense civile : protéger les populations en cas de guerre ? Ou bien rendre aux civils le soin de leur défense ? Un dossier essentiel sur la grève de la faim en BOLIVIE.

### N° 40 / FEMMES ET VIOLENCES (15 F)

Les violences que les femmes subissent ou celles qu'elles exercent : les femmes et la guerre, les femmes et le pouvoir, une approche historique de l'oppression des femmes.

### N° 41 / TRAVAILLEURS FACE A L'ARMEMENT (15 F)

Désarmer, est-ce se condamner au chômage ? Des économistes disent non. Exemples de plans de reconversion. Table Ronde entre Syndicats et mouvements de paix (MAN, MDPL, Mouvement de la Paix).

### N° 42 / GREVES DE LA FAIM (15 F)

Avril 1981 : trois hommes, à LYON, obtiennent par une grève de la faim l'arrêt des expulsions de jeunes immigrés. Au même moment des Irlandais commencent une grève de la faim qui échouera tragiquement : pourquoi le succès dans un cas, l'échec dans l'autre ? Des analyses, des témoignages. Un dossier irremplaçable sur un sujet où la passion l'emporte trop souvent sur l'analyse.

### N° 43 / LE NOUVEAU MOUVEMENT DE PAIX (15 F)

Hollande, Angleterre, Norvège, Belgique : pourquoi ces foules dans les rues ? Est-ce l'émergence d'un nouveau mouvement historique ? Le dossier des « euromissiles » : que va faire la France ? Petit dictionnaire pour comprendre tous ces débats.

### N° 44 / LES VOIES DU DESARMEMENT (15 F)

L'ONU invite le monde à désarmer pour survivre. Mais que peut-on espérer des différentes voies proposées : les négocia-

tions, les marchandages Est-Ouest, les initiatives régionales, les mouvements de paix ? Pour les juger, il faut connaître ces voies : ce numéro vous les présente en détail.

### N° 45 / TERRORISMES (18 F)

Il faut « démystifier le terrorisme ». Non pour l'excuser, mais pour pouvoir l'analyser dans toutes ses ramifications et montrer ses impasses. A partir des exemples italien, allemand, irlandais et basque, ce dossier illustre la diversité du fait terroriste.

### N° 46 / LA GAUCHE NUCLEAIRE (18 F)

Comment, et pourquoi, le PC et le PS se sont ralliés, en 1977, à l'arme atomique. Témoignages de Patrick Viveret, Yvonne Quilès, Pierre-Luc Séguillon. Dossier complété par un historique de l'opposition à la force de frappe (1945-1965) et par des documents de l'époque.

### N° 47 / DOSSIER PALESTINE - DEFENSE PAR RESISTANCE CIVILE - DESOBEISSANCE CIVILE - J. DE BOLLARDIERE (18 F)

Plusieurs dossiers distincts dans ce numéro : Palestine et Israël peuvent-ils vivre en paix ? Un document très important présentant des propositions pour une défense de la Grande-Bretagne par résistance civile. Une étude historique de la naissance et du développement de la notion de « désobéissance civile ». L'itinéraire de Jacques de Bollardière, de l'armée à la non-violence.

### N° 48 / GUERRES SAINTES, GUERRES JUSTES (18 F)

Le sacré et le guerrier : pourquoi ce lien permanent ? — Table ronde sur la guerre sainte aujourd'hui, de l'Iran à l'idolâtrie nucléaire — Histoire des attitudes des Chrétiens face à la guerre — Vraies et fausses guerres saintes en Islam — Quelles images de Dieu favorisent la sacralisation de la guerre ? — Divers documents récents des Eglises chrétiennes complètent ce dossier.

### N° 49 / 1973-1983 : 10 ANS D'ALTERNATIVES NON-VIOLENTES (18 F)

Bilan, témoignages, itinéraires. Entretien avec J.P. COT, Jacques GAILLOT. Analyse d'un sondage sur la non-violence.

### N° 50 / DEFENSE NUCLEAIRE, NON-SENS MILITAIRE (18 F)

Le Commandant King-Hall, officier britannique, fait le procès des armes nucléaires et demande l'adoption d'une défense non armée.

### N° 51 / L'AGRESSIVITE EN QUESTION (20 F)

Du génétique au social, quatre thèses sur l'agressivité : Karl, Laborit, Wilson et Bunge. Sortir du pénal : la pensée de Louk Hulsman. Les évêques et la bombe.

### N° 52 / L'ESPRIT DE DEFENSE (20 F)

Comment le définir ? Le mesurer ? Pour quoi sommes-nous prêts à prendre des risques ? Entretiens avec Jean GATEL, Paul VIRILIO. Le protocole Hernu-Savary. L'esprit de défense en Suisse.



# alternatives non violentes

Craintilleux  
42210 MONTROND

## COMITE D'ORIENTATION

Pierre ARCQ  
Béatrice ARNOULD  
Jacques-Yves BELLAY  
Lydie BONNET  
Guy BOUBAULT  
Bernard BOUDOURESQUES  
Michel de CERTEAU  
Frédéric DELARGE  
Pierre FABRE  
Patrick GIROS  
Jean-Marie MULLER  
Hervé OTT  
Bernard QUELQUEJEU  
Ina RANSON  
Marlène TUINGA  
Jean VAN LIERDE  
Anne-Marie de VILAINE  
Paul VIRILIO  
Patrick VIVERET

## Directeur de Publication :

Christian DELORME

## Rédacteurs en chef :

Jacques SEMELIN  
Christian MELLON

# sommaire

|                                                                  |     |
|------------------------------------------------------------------|-----|
| Editorial : La résistance civile du peuple polonais .....        | 1   |
| par Jacques SEMELIN                                              |     |
| <b>Stratégie non-violente en Pologne ?</b> .....                 | 5   |
| par Jan ZIELONKA                                                 |     |
| <b>Entretien avec Jerzy MILEWSKI</b> .....                       | 13  |
| <b>L'espoir s'effrite</b> .....                                  | 29  |
| par Krzysztof POMIAN                                             |     |
| Lech WALESA, Prix Nobel de la Paix .....                         | 37  |
| <b>Non-violence et mouvements de grève en Pologne</b> .....      | 43  |
| par Wojciech MODZELEWSKI                                         |     |
| <b>Renoncer à la violence</b> .....                              | 59  |
| entretien avec Sewerin BLUMSZTAJN                                |     |
| Ecrits de Pologne :                                              |     |
| Le pardon à l'ennemi, par Piotr BLONSKI ;                        |     |
| L'éducation à la haine, l'éducation à la dignité, Leszek KOLA-   |     |
| KOWSKI ; Rester fidèle à son idée, à propos du livre d'Adam      |     |
| MICHNIK « Pensez la Pologne », par Eric PRAIRAT. ....            | 65  |
| <b>L'ambiance polonaise</b> .....                                | 80  |
| par Jacques DANIERE                                              |     |
| Les lycéens face au régime .....                                 | 90  |
| par Anne BAILLON                                                 |     |
| Documents :                                                      |     |
| Les différentes tendances de Solidarnosc ;                       |     |
| Dépasser Yalta ; Un autre pacifisme .....                        | 94  |
| Le mouvement de paix allemand et la Pologne .....                | 106 |
| La C.F.D.T. « polonisée » .....                                  | 107 |
| par Raymond JUIN                                                 |     |
| Un exemple d'aide humanitaire .....                              | 110 |
| par Eugène PLATER.                                               |     |
| Le XX <sup>e</sup> anniversaire de l'objection en Belgique ..... | 114 |
| par Dominique Vallet                                             |     |
| Nous avons lu .....                                              | 116 |

**numéro 53-54**  
**hiver 1984**